

Des jardins dans la métropole

Cycle de séminaires européens en 2012

de la plateforme d'observation des projets et des stratégies urbaines Europe

Atelier International du Grand Paris

Amsterdam

Berlin

Bruxelles

Lausanne

Lyon

Nantes

Paris OPH Paris habitat

Strasbourg

Toulouse

Villes nord-américaines

Session 1

Les 15 & 16 novembre 2012 à Toulouse

La session 1 du séminaire « Les jardins dans la métropole » propose l'étude des villes de Toulouse, Malaga, Lyon, Strasbourg, Amsterdam, et un regard sur l'expérience des villes nord-américaines.

Jeudi 15 novembre 2012

Lieu : **Jardins du Muséum** | Salle Découverte

8h30 - 9h : Accueil

9h - 9h30 : **Introduction du séminaire**

Arlette Sylvestre, Maire de Launaguet, Vice-Présidente de Toulouse Métropole

Emmanuel Raoul, Secrétaire permanent du PUCA - Plan Urbanisme Construction Architecture

Jean-Jacques Terrin, Responsable scientifique de la Plateforme POPSU Europe

9h30 - 11 h00 : **La métropole toulousaine**

« **Les jardins dans la métropole Toulousaine ; de la grande échelle à la proximité, zoom sur les jardins partagés** » exposé de Anne Péré, architecte, urbaniste, enseignante à l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Toulouse

« **Le grand parc Garonne** » exposé par Henri Bava, agence TER

11h00 - 11h15 : Pause

11h15 - 12h00 : **Ville de Malaga**

Echanges comparatifs

12h00 – 14h30 : *Déjeuner et visite des jardins du Muséum*

14h30 – 17h30 : **Visites de sites**

Le site aval du projet Grand Parc Garonne (zones humides, agriculture périurbaine)

Des jardins partagés

17h30 : Retour aux jardins et pause

17h45-18h45 : **Les villes Nord Américaines** exposé par Nicolas Gilsoul, architecte

Vendredi 16 novembre 2012

Lieu : Le Muséum d'histoire naturelle, Salle « Rongeurs et Carnivores »

9h00 à 10h00 **Exposé sur le cas du Grand Lyon**

Débat

10h00 à 11h00 **Exposé sur le cas d'Amsterdam**

Débat

11h00 à 11h30 – Pause

11h30 à 12h30 **Exposé sur le cas de Strasbourg**

Débat

12h30 à 14h30 - Déjeuner

14h30 à 16h30 - **Interventions des experts et table ronde sur les axes de comparaison**

Débat

17H00 - Remerciements & conclusions

Introduction

Arlette Sylvestre, maire de Launaguet, vice-présidente de Toulouse Métropole

Avec le président de la Communauté urbaine et maire de Toulouse, Pierre Cohen, je vous souhaite la bienvenue à Toulouse Métropole. Je suis heureuse de vous accueillir dans ce lieu, les jardins du Muséum, puisque c'est un lieu hautement symbolique et représentatif des thèmes sur lesquels vous allez travailler pendant ces deux jours. C'est aussi un lieu extrêmement représentatif de l'orientation nouvelle que Toulouse Métropole a prise dans les nouveaux espaces de construction. Vous l'avez vu, autour de ce lieu il n'y a que des constructions nouvelles, c'est un nouveau quartier qui est sorti de terre il y a une dizaine d'années et qui n'est pas encore terminé. Il est construit sur des terres maraîchères, double symbolique puisque là nous avons la vision de leur disparition avec la question de savoir comment les conserver ; peut-être en les déplaçant ailleurs, je ne sais pas. Cet endroit nous paraissait donc tout à fait adapté pour le travail que nous allons mener aujourd'hui.

Dans la deuxième moitié du XX^e siècle, en ville il n'y avait que de la nature policée, ordonnancée, il n'y avait que des parcs publics, des espaces sur lesquels on ne pouvait pas marcher. La ville se développait comme cela avec beaucoup d'infrastructures routières. Puis, avec la prise de conscience, il y a une vingtaine d'années, qu'il y avait des éléments écologiques et de développement durable qui devaient absolument être préservés si l'on ne voulait pas avoir un appauvrissement total à ce niveau-là, on a commencé à réintroduire progressivement la nature en ville sur des espaces déjà construits, ce qui était un peu compliqué. Mais je sais que vous allez développer pendant ces journées l'inventivité des villes pour mettre des jardins dans des endroits qui paraissaient invraisemblables il y a quelques années.

Je crois qu'aujourd'hui les prises de conscience sont là. A nous, dans l'organisation des villes et le développement urbain, d'introduire cette nouvelle manière de jardiner, ou en tout cas de mettre la nature en ville. Car, au-delà du jardin, je pense qu'il y a d'autres espaces que l'on peut partager.

Le jardin en ville a une dimension écologique que tout le monde comprend – réhabiliter la biodiversité, créer des continuités écologiques – mais il a aussi une fonction sociale qui n'existait pas avant d'une manière aussi importante. Les villes sont devenues des endroits où l'individu est souvent très isolé, des endroits qui

accueillent des populations d'origines très différentes qui ont quelquefois un peu de mal à se lier avec les autres. Autour de la nature, du jardinage, nous avons pu créer ces rapprochements, cette convivialité, ce partage d'expériences – ces jardins s'appellent d'ailleurs souvent jardins partagés. Cela permet aux générations de se retrouver, aux personnes de différentes cultures d'échanger leurs savoirs. Ce sont de formidables lieux de rencontre sociale mais aussi quelquefois des lieux de réinsertion. Nous sommes aujourd'hui en marche vers cette prise de conscience et cette rénovation.

Toulouse Métropole est par ailleurs en train de se rapprocher la Garonne. Ce fleuve, à Toulouse comme dans sa périphérie, avait été complètement boudé, nous lui avons tourné le dos. Pourquoi ? Parce que c'est un fleuve impétueux qui avait une fâcheuse tendance à déborder intempestivement et de manière assez violente – beaucoup de digues ont été construites pour l'endiguer. C'est pourtant un fleuve qui avait fait la richesse de la région ; en témoignent les fouilles archéologiques qui attestent d'une vie préhistorique très importante sur ses berges. A Toulouse, beaucoup de maisons sont construites en terre, ce qui donne sa couleur rouge à la ville, mais également en galets de Garonne.

Aujourd'hui, nous avons fait un grand plan de réhabilitation de la Garonne et de vie des villes autour de la Garonne. Il faut dire que le fleuve traverse Toulouse Métropole du sud au nord, donc traverse de très nombreuses villes de notre métropole. Nous y travaillons depuis quelques années maintenant et nous nous apercevons que la Garonne a une richesse extraordinaire sur le plan écologique mais aussi sur le plan des jardins car c'est dans ses plaines alluviales que se trouvaient les jardins. Nous avons un peu oublié ce qui était l'épine dorsale de notre métropole mais sommes aujourd'hui en train de le retrouver.

Je suis maire d'une commune mitoyenne qui était maraîchère, où l'on a perdu les traces du maraîchage mais où on est en train de les retrouver. C'est donc un sujet qui, en tant que maire et vice-présidente de Toulouse Métropole, me passionne énormément parce que je crois réellement à ce projet. Je vous invite à aller voir les quais de la Garonne à Toulouse et les ponts en enfilade, il y a de beaux spectacles en perspective. Merci d'être là et bon travail.

Emmanuel Raoul, secrétaire permanent du PUCA (Plan urbanisme construction architecture)

Merci Madame le Maire, Madame la Présidente, Arlette Sylvestre, de cet accueil. Merci à Martine Koenig, adjointe au directeur général du Développement urbain et durable de la ville du Grand Toulouse de nous accueillir ici pour cette quatrième édition de POPSU Europe. Je voudrais également remercier Francis Duranthon, directeur du Muséum, de nous accueillir dans ces superbes jardins,

ainsi que Virginio Gaudenzi, directeur-adjoint du Muséum d'histoire naturelle, et Olivier Puertas, responsable des jardins du Muséum. Je remercie également les délégations des villes qui participent à ce séminaire, Amsterdam, Berlin, Bruxelles, Lyon, Nantes, Paris avec Paris Habitat-OPH, Strasbourg et Toulouse.

Que montre la présence de ces villes ? Leur présence montre tout l'intérêt qu'elles voient à une comparaison entre les acteurs de la fabrique urbaine. Cet élément de comparaison est un élément-clé de ce séminaire et des recherches POPSU (Plateforme d'observation des projets et des stratégies urbaines). Vous n'êtes pas n'importe qui, vous êtes des acteurs de cette fabrique de la ville et vos connaissances techniques sont donc tout à fait précieuses et indispensables à la constitution de ce programme. La mixité acteurs-chercheurs est évidemment tout à fait au centre de ce POPSU.

Le programme POPSU a été lancé en 2003 par le PUCA. Je suis plutôt un économiste d'origine, donc je suis le vilain petit canard, celui qui n'est pas de la profession de l'urbanisme... mais je crois que la dimension économique est de plus en plus importante dans toutes nos actions, y compris dans la construction de la ville. Ces actions sont menées dans le cadre d'un groupement d'intérêt public qui est maintenant l'Atelier international du Grand Paris, ce qui veut dire que même si Paris en tant que tel ne participe pas à l'ensemble des actions POPSU, il s'intéresse de très près aux travaux qui sont menés. Je voudrais enfin saluer Virginie Bathellier, directrice du programme POPSU au PUCA, qui succède à Danièle Valabrègue partie à la retraite en juin dernier, qui a vraiment porté ce programme.

L'idée de la plateforme POPSU c'est de rendre accessibles des connaissances et des problématiques de la recherche en se penchant sur des projets en cours d'élaboration. L'idée ce n'est pas simplement de voir des éléments réalisés mais bien des projets en cours de construction. Il y a deux parties dans POPSU. POPSU 2 est un programme de recherche en urbanisme qui, sur un certain nombre de thématiques communes, va chercher à creuser un certain nombre de questions. Dans cette version 2, nous avons vraiment cherché à co-produire ce programme avec les villes, c'est-à-dire faire en sorte que les thématiques soient co-décidées par les villes qui participent au séminaire. Faire remonter les préoccupations de la part des acteurs que sont les villes est pour nous une manière de travailler absolument fondamentale.

Le programme POPSU Europe a une dimension comparative entre villes à un niveau européen. Il s'agit là aussi d'échanger sur des projets souvent en cours d'élaboration avec deux séminaires organisés par thème, l'un dans une ville française, l'autre dans une ville européenne. L'idée c'est de mutualiser les

expériences au-delà de l'hexagone. En 2009, nous avons traité des gares TGV et des dynamiques de renouvellement urbain, en 2010 du piéton dans la ville, en 2011 de la ville des créateurs. En 2012, notre sujet porte sur les jardins dans la métropole. Après Toulouse, le deuxième séminaire se déroulera à Berlin. Les axes d'observation identifiés sont « Espace et temporalité du jardin dans la métropole », « Le jardin, ses usages, ses usagers » et « Jardin, biodiversité et écosystèmes ». J'insiste sur cette idée qui est de comparer et de voir comment les approches différentes qu'ont les villes peuvent mutuellement s'enrichir.

Bien sûr, nous sommes très attachés à une valorisation de ces séminaires. Nous mettrons en ligne une publication sur le site Internet POPSU des actes des séminaires de Toulouse et Berlin et des études monographiques des agglomérations. Puis il y aura un ouvrage de synthèse aux *Editions Parenthèses* qui sera publié en octobre 2013 par Jean-Jacques Terrin.

En 2013, selon le même dispositif de deux séminaires, nous traiterons du sujet « Zones inondables dans la ville, renouvellement des approches urbaines et des projets architecturaux ». Vous avez parlé de la Garonne impétueuse, nous avons la même chose dans la région Île-de-France où beaucoup de terres et de foncier qui paraissent disponibles sont en réalité dans des zones inondables. La question qui se pose est de savoir si l'on peut quand même utiliser ces terrains et comment ; est-ce que c'est un urbanisme différent ? Est-ce que cela veut dire pas d'urbanisme du tout ? Cela pose la question du risque que l'on accepte ou pas, du principe de précaution, etc. Ce sont des questions très compliquées mais on ne peut pas pour autant rester immobiles, en particulier si l'on veut rechercher la densité dans nos villes et éviter l'étalement urbain. Nous espérons que de nombreuses villes seront intéressées par ce sujet.

Jean-Jacques Terrin, responsable scientifique de la plateforme POPSU Europe

Nous avons aujourd'hui les représentants des villes d'Amsterdam, Berlin, Bruxelles, Lyon, Paris à travers Paris Habitat-OPH, Strasbourg et Toulouse, ainsi que les quatre experts qui ont été désignés par le PUCA pour suivre ces travaux et rédiger un article qui sera publié dans le livre qui fera état de nos travaux.

Le programme du séminaire tient en trois axes. Nos amis toulousains vont démarrer cette journée par la présentation de la métropole toulousaine. Elle sera suivie par la présentation de la ville de Malaga et la visite de sites. Nicolas Gilsoul clôturera cette journée en nous parlant des villes nord-américaines. Demain, nous démarrerons par des exposés sur le Grand-Lyon, Amsterdam et Strasbourg, puis les experts nous donneront leur point de vue sur l'ensemble des deux journées et nous pourrons ensuite entamer les débats. L'ouvrage que nous allons publier à la

suite de nos travaux nécessite une production de votre part, aussi bien des villes que des experts. Nous sommes à votre disposition pour engranger ces articles, les relire, les rendre cohérents et en assurer l'iconographie.

C'est évidemment un sujet très vaste que nous allons traiter aujourd'hui mais nous souhaitons l'orienter au maximum sur les usages, les usagers. Nous avons à ce sujet-là deux questions que nous aimerions faire ressortir des débats. Tout d'abord quels sont ces usages, comment ils s'organisent, comment ils évoluent et comment ils deviennent des outils de la stratégie de développement de la ville. Ce sujet nous paraît être très actuel dans vos travaux et nous aimerions l'approfondir. Il me semble, compte tenu des nouvelles données et notamment celles qui se recoupent autour des enjeux du développement durable, que ces usages sont en train de changer et ils changent évidemment différemment selon les territoires, selon les pays, selon les villes. Ensuite, nous aimerions faire ressortir les questions d'échelles. Par définition, le jardin est quelque chose qui a une limite, un territoire relativement réduit, même s'il existe de grands jardins. Ce que nous avons observé dans vos travaux c'est qu'il y a tout un enchaînement d'échelles, aussi bien spatiales que temporelles, qui agissent sur la fabrication, la transformation des jardins.

Il y a ensuite dans ces usages un certain nombre de questions qui concernent l'économie actuelle, l'économie de la subsistance par exemple, les jardins utilisés comme moyen de subsistance mais aussi les jardins lieux d'animation, de rencontre, de culture.

Il y a enfin ce que nous n'avons considéré que comme un troisième axe, celui de la biodiversité. Mais c'est bien sur les questions d'usages et d'échelles que nous souhaitons faire l'originalité de nos débats.

La métropole toulousaine

► Les jardins dans la métropole toulousaine ; de la grande échelle à la proximité, zoom sur les jardins partagés

**Anne Péré, architecte-urbaniste, enseignante à l'École nationale supérieure
d'architecture de Toulouse**

Nous allons brosser rapidement un tableau de ce qu'est la métropole toulousaine pour nous axer très rapidement sur deux politiques territoriales qui passent de la micro à la grande échelle, à savoir la politique des jardins collectifs et des jardins partagés de la ville de Toulouse et, à la grande échelle, la politique du Grand Parc Garonne.

La métropole toulousaine, une des agglomérations les plus étalées de France, est portée par une très forte pression urbaine. Elle accueille chaque année près de 20 000 personnes. Sa géographie, ouverte sur un large territoire agricole en partie irrigué par un système de voiries, lui a permis cet étalement et a créé une forme d'urbanisation qui est un mélange entre un territoire d'extensions pavillonnaires et un territoire encore agricole. A l'intérieur de la ville-centre, les jardins individuels restent encore présents. Il y a assez peu de jardins ouvriers, ils restent implantés sur quelques parcelles liées aux grandes entreprises toulousaines. L'étalement urbain et ce modèle pavillonnaire dominant créent au sein de l'agglomération un rapport à la fois très présent à la nature, puisque chacun cultive son jardin, et en même temps distancié parce que, au fur et à mesure de cet étalement, les mobilités, les questions de complexité urbaine se sont densifiées.

Aujourd'hui, les politiques publiques évoluent sur ces questions et tous les documents de planification tendent à protéger à nouveau cet espace agricole comme une valeur importante. En particulier, le projet du schéma de cohérence territoriale, document de prospective, met en avant des protections fortes des territoires agricoles et un projet de couronne verte qui doit permettre la mise en place de grands systèmes de corridors écologiques et naturels. On peut dire que l'on assiste à un renversement des politiques publiques.

La charte pour une agriculture durable a pour vocation d'aller au-delà de la protection des sols, elle commence à mobiliser une véritable politique agricole d'agglomération avec la question de l'agriculture de proximité et la filière de

producteurs locaux et bios dans l'économie locale. Il s'agit de préserver les filières encore existantes mais aussi d'en renouveler d'autres sur des territoires qui restent riches. Plusieurs sites dans l'agglomération sont portés par des politiques publiques d'agglomération, il va y avoir des préservations et de nouvelles constructions de filières.

L'inondabilité a façonné le territoire, a façonné les rapports entre la ville et ce territoire. Dans la ville-centre, il y a un endiguement de pratiquement toutes les zones denses pour ensuite avoir une ouverture du paysage et, en même temps, si l'on parle de jardinage et d'agriculture, toute une série de terres fertiles liées à cette inondabilité. Le Grand Parc Garonne c'est la création d'une identité territoriale de l'agglomération, c'est 40 kilomètres, 3 000 hectares, avec l'idée, à travers ce réseau d'usages multiples, de travailler sur la question d'une appartenance commune.

Les jardins collectifs et partagés, même s'ils sont reconnus collectivement par la métropole, relèvent d'une politique communale. A la fois parce que les contenus sont un peu différents entre ville-centre et périphérie, parce que les terrains et les systèmes mobilisables sont différents, mais aussi parce que c'est une politique de proximité par excellence qui se construit avec les élus locaux à proximité du terrain et les collectifs d'habitants. Les jardins partagés se situent plutôt dans la commune-centre et les espaces plus denses de la ville alors que l'on trouve les jardins familiaux particulièrement en périphérie. Mais la distinction entre jardins familiaux et jardins partagés tend à s'estomper dans les nouvelles pratiques. Beaucoup de jardins familiaux antérieurement jardins ouvriers s'ouvrent à des pratiques collectives.

Les jardins Tourn'Sol qui se situent à Tournefeuille, une commune de la grande agglomération, sont une référence pour l'agglomération toulousaine. Ce sont des jardins familiaux qui ont été créés en 2003 et découpés en petites et grandes parcelles. Il y a beaucoup d'espace pour les activités collectives, des parcelles sont réservées aux écoles, d'autres aux organismes d'insertion, il y a des espaces communs pour les fêtes et les rencontres. L'Association des jardiniers de Tournefeuille pratique beaucoup d'activités dans les jardins et hors des jardins, par exemple un café botanique dans le centre de la ville ou un vide-jardin avec échanges de graines qui s'installe sur les espaces publics de la ville.

Des réflexions et des projets d'agglomération commencent à s'amorcer sur la question des zones d'aménagement et d'habitat portées par la Communauté urbaine. Dans ces zones d'habitat, il a été décidé qu'on trouverait systématiquement des jardins collectifs ou partagés. Ils s'imaginent au cas par cas. Dans la ZAC Balma Gramont et les jardins de Vidailhan, on a imaginé des

jardins en pied d'immeuble qui vont se construire au fur et à mesure avec les futurs habitants.

La Ville de Toulouse a mis en place une politique de jardins partagés avec des objectifs politiques forts en termes sociaux et environnementaux. C'est une politique récente, la charte a été votée seulement en 2009, et dix jardins sont engagés à ce jour. Je vous lis un extrait de la définition de ce projet : « *Les habitants sont garants de la dynamique du jardinage, des pratiques coopératives et éco-responsables. La Ville est garante de l'intérêt général : ouverture à tous les habitants, intégration paysagère, limitation de l'impact sur l'environnement.* » Il y a également un assistant à maîtrise d'ouvrage qui est le bureau d'études paysager Saluterre. Cette politique est menée par le service du développement durable et de l'écologie urbaine et est portée par des élus qui ont, comme Arlette Sylvestre, une sensibilité plutôt environnementale. Il a fallu près d'un an pour arriver à la signature d'une convention. Cette politique reste en deçà des attentes très nombreuses des habitants et un certain nombre de jardins partagés émergent en dehors de cette politique communale. Les jardins des Pavillons sauvages où un collectif d'habitants a squatté des parcelles privées pour en faire des jardins publics ouverts à tous, il y a un potager et un verger, en sont un exemple. Ils ont aujourd'hui une convention avec la Ville de Toulouse pour régulariser cette situation et mettre en place dans le futur ce jardin partagé. Il y a également toute une série de jardins dans des immeubles collectifs de bailleurs sociaux et dans deux universités à l'initiative des étudiants.

Toujours à Toulouse, il y a toute une série de jardins ouvriers et de jardins familiaux qui sont en évolution avec différents types de gestions et de pratiques. Ces jardins s'ouvrent également aujourd'hui à des pratiques collectives, comme le jardin familial de Ginestous où les parties communes représentent 45 % de la surface et où est prévu, en lien avec ces jardins, un jardin partagé. Finalement, les choses se mélangent. En vis-vis des jardins partagés, de plus en plus de petites parcelles individuelles se construisent. A l'intérieur de la ville de Toulouse, les jardins de la Faourette sont d'un autre style. C'est une association du quartier d'habitat social voisin qui en a été à l'initiative. Ce jardin est ouvert au public et des espaces sont réservés aux activités culturelles. Le jardin de la Faourette comporte cinquante-sept ou cinquante-huit parcelles et plus de cent cinquante demandes sont en attente. Ce qui est vrai là l'est aussi ailleurs.

Face à cette forte pression, les habitants et les associations échangent au-delà des jardins. Le collectif d'agglomération « Partageons les jardins ! » développe beaucoup de pratiques pour l'animation du réseau et pour aller au-delà des parcelles des jardins partagés. Il est centre de ressources, organise des événements à l'échelle de la ville comme la fête des courges. Il a également un

char dans le carnaval de la ville et toute une série d'activités festives qui s'organisent en réseau. Une discussion est en cours actuellement avec la Ville de Toulouse pour envisager une animation et des prestations d'accompagnement aux porteurs de projet. Finalement, à travers toutes ces politiques ponctuelles se met en place une véritable politique territoriale et une véritable organisation citoyenne est en train d'essaimer sur tous les quartiers de la ville de Toulouse.

Il y a deux types de jardin. Il y a les jardins qui se situent dans les quartiers de renouvellement urbain, les quartiers d'habitat social, qui sont nés suite à des politiques incitatives menées au départ par la collectivité, mais pas seulement. Puis il y a les jardins qui se situent dans les quartiers de faubourgs, des quartiers mixtes ou embourgeoisés, avec des initiatives plutôt locales et citoyennes. Mais il serait faux de réduire simplement ces jardins à une politique ascendante ou descendante. Les jardins de Monlong sont les premiers jardins partagés de Toulouse, ils ont été créés en 2007. Ils se situent à côté de Bellefontaine, un quartier du Mirail. Ce site a d'abord été investi par la communauté Hmong, une minorité ethnique vietnamienne, qui a commencé à y jardiner sans autorisation. Ce site squatté a finalement été régularisé par la municipalité et ouvert à d'autres avec la mise en place de règles d'organisation. Le montage a été très complexe car il y avait une multiplicité d'acteurs (acteurs sociaux du renouvellement, acteurs de la communauté, autres acteurs du quartier), il y avait eu des gestions différentes, des allers et retours dans le temps et puis une adaptation entre la définition de départ et la définition finale. C'est aujourd'hui un jardin qui marche très bien et qui mixe des pratiques collectives, des pratiques de jardin familial et l'ouverture au public.

Ce qu'il me semble également intéressant de regarder c'est la question de la démocratie à l'œuvre entre politiques publiques et collectifs de citoyens. La collectivité a décidé de donner à ces jardins partagés des règles du jeu claires et d'en être co-acteur. En contrepartie, ces jardins sont mis à disposition gratuitement, ce qui n'est pas le cas pour les jardins familiaux, seule l'eau est payante. Les travaux d'aménagement sont négociés et pris en charge par la collectivité, l'ouverture au public est obligatoire. La règle se construit ensuite par la convention, le jardin partagé n'est pas un objet juridique défini, et ces allers et retours, ces règles, construisent à chaque fois un arbitrage différent et une nouvelle jurisprudence qui fait évoluer la charte.

Le jardin du Verrier, créé en 2009, est emblématique à cet égard. Il est proposé sur un jardin public avec, au départ, un collectif d'habitants décidé à agir rapidement, c'est-à-dire pas dans le délai d'un an de montage de la convention. Il a commencé à squatter un terrain et à jardiner et a proposé un plan d'aménagement du jardin. S'en est suivi un temps de négociation fort avec la

collectivité sur les modes de faire mais aussi sur les questions de responsabilité, sur la représentation juridique, sur qui sont ces habitants et quelles responsabilités ils vont prendre. On est dans un jardin public, donc la question se pose de la responsabilité du jardin collectif dans le jardin public, des heures d'ouverture et de comment se construit ce rapport entre le collectif et le public.

D'une manière générale, quand on regarde ce qui se passe aujourd'hui à Toulouse on peut dire qu'être co-acteur d'un projet est vécu différemment par la collectivité, qui entend défendre l'intérêt général inscrit dans la charte, et les associations qui revendiquent leur capacité à parler de ce bien commun. Autour des jardins partagés, même à la micro-échelle, on retrouve tous les débats sur la participation et la coproduction des projets.

Les jardiniers sont pour beaucoup des acteurs sociaux, leur attente par rapport aux jardins est donc plus large que la question du jardinage. Il y a la préoccupation environnementale et la démonstration d'ouvrir d'autres voies, par exemple de replanter des espèces disparues, de travailler sur d'autres pratiques, de renouer avec un rythme différent – beaucoup parlent du jardin comme d'un espace de repos avec l'idée de se mettre en contraste avec le rythme de la ville – et, bien sûr, la préoccupation vivrière revient. Tout n'est pas idyllique, il y a souvent des divergences dans ces organisations qui restent des organisations collectives. Souvent, les temps de jardinage, les moments de bêchage, de récolte ou d'arrosage engendrent des contraintes qui ne sont pas toujours compatibles avec les attendus qu'en ont les urbains qui idéalisent cette notion de jardinage.

Le jardin de Coll Saint Cyprien est tout à fait emblématique de ces pratiques. Il développe une mixité de pratiques, des interventions, des expositions d'artistes, des apéritifs musicaux, des ateliers pour enfants, toute une série de choses autour de la culture, de l'art et du partage mais est il assez réduit dans sa composition. Il y a aujourd'hui de nombreuses demandes pour participer à ce jardin qui ne peuvent pas aboutir.

Ces jardins représentent, me semble-t-il, un nouveau regard sur les espaces en pleine terre au cœur de la ville. Il y a toute une série de jardins qui s'installent sur des délaissés en marge d'un espace public. C'est le cas du jardin de la Cité Madrid qui est situé en bord de digue, ce qui le protège de la Garonne, ou du jardin du Tintoret qui est placé entre boulevards métropolitains et avenues au cœur du Mirail. D'autres jardins sont installés sur des terrains potentiellement constructibles, comme le jardin temporaire de Fol'Prairie aux Izards qui appartient à une société d'économie mixte qui doit construire et densifier dessus. Ce jardin a été revendiqué par les associations d'acteurs locaux qui se sont approprié ces terrains pour les jardiner.

Ces jardins se situent pour un grand nombre d'entre eux sur des espaces de nature et des jardins publics déjà existants. Cela renvoie à une sorte de mixité des usages qui s'installe sur des espaces de nature en ville où l'on construit une superposition de types et d'usages. Le jardin des 7 Deniers qui est en cours de création en est l'illustration. Il est situé dans un quartier périphérique à côté d'une maison de retraite, d'un centre de loisirs pour enfants et d'un groupe scolaire. Les associations locales ont proposé de tracer un cheminement piéton pour relier deux espaces du quartier qui sont mal desservis et de prendre sur l'espace de la maison de retraite et du centre de loisirs pour construire un jardin partagé qui soit aussi un lieu de passage public.

Un autre point qui me semble également intéressant à regarder c'est la façon dont ces jardins sont dessinés et comment ils organisent une sorte de microsociété, avec des lieux de circulation, des places où l'on s'installe, le rapport entre les parcelles de jardinage privées et les parcelles de jardinage institutionnelles, la façon dont on ferme et l'on ouvre ces jardins – on ouvre et on ferme de temps en temps –, l'obligation d'être ouvert à tous les habitants du fait de son statut public. C'est une manière finalement assez urbaine de regarder l'espace de la ville. On peut faire le parallèle entre ces espaces des jardins partagés et les quartiers qui se construisent aujourd'hui à Toulouse avec ces notions d'îlots ouverts à certains moments et fermés à d'autres.

Le petit travail que nous avons constitué avec la Ville de Toulouse a permis d'amorcer une typologie comparative de l'ensemble des jardins de l'agglomération, de leurs échelles, de mieux comprendre aussi ce qui se joue entre la création et la gestion et d'essayer de voir comment répondre à la forte pression des habitants de la ville pour la mise en place de ces jardins. Dans une agglomération comme celle de Toulouse qui est en forte expansion, la valeur des terrains reste forte et le poids des jardins, même s'il est revendiqué, même s'il est idéologiquement correct, est très relatif face à cette pression. Cet essaimage pose une question à plus grande échelle qui est de savoir comment préserver des jardins au cœur de la ville-centre, comment ces terres peuvent avoir de la valeur et comment cela se retranscrit dans différents documents d'urbanisme. Il me semble que ces jardins posent la question de cette politique publique et de la valeur des terres dans les espaces de la ville dense.

Ares Kalandides, *urbaniste*

Je n'ai pas bien compris quelle était la différence entre les jardins ouvriers et les jardins familiaux.

Anne Péré, architecte-urbaniste, enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse

Les jardins ouvriers sont liés à des grandes entreprises. Il y a des jardins qui appartiennent encore au comité d'établissement d'EDF, il y a aussi les jardins des cheminots. Cela vient des politiques du début du siècle qui avaient installé des jardins en lien avec de grandes entreprises. Quant aux jardins familiaux, ce sont soit des jardins qui ont été repris par la Ville de Toulouse et sont maintenant gérés par elle, soit des jardins qui sont créés aujourd'hui par les collectivités ou des associations anciennes.

Nicolas Gilsoul, architecte

Pourriez-vous préciser, dans ce partage entre Ville et associations, ce que la Ville met à disposition des associations, à qui appartiennent les terrains, est-ce que la Ville apporte un financement, ce genre de choses.

Anne Péré, architecte-urbaniste, enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse

Je parle sous le contrôle d'Isabelle Salvi qui mène ces politiques. A partir du moment où un site est choisi, il y a une phase de négociation avec la collectivité et les habitants sur le projet qui va être mené. Ce projet est financé par la Ville, construit par la Ville, les terrains sont ensuite mis à disposition dans le cadre de la convention qui lie l'association à la Ville. En revanche, l'eau est payante. En contrepartie de ça, la Ville a un droit de regard sur la gestion et sur le caractère de biodiversité écologique de ce qui est mis en place. Il y a également un bilan annuel qui est demandé pour que la convention soit reconduite l'année suivante.

Jean-Jacques Terrin, responsable scientifique de la plateforme POPSU Europe

Ce sont des associations qui sont créées dans le but de cette convention ou ce sont des associations existantes ?

Anne Péré, architecte-urbaniste, enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse

Parfois cela démarre par quelques habitants qui se constituent ensuite en collectif, d'autres fois ce sont des associations locales porteuses de politiques culturelles qui décident d'étendre leurs actions au jardinage. Cela peut venir d'acteurs sociaux dans les quartiers d'habitat social qui décident de mobiliser les habitants sur ce projet. On pourrait construire une histoire de chaque jardin.

Serge Kempeneers, directeur de la division espaces verts, Bruxelles
Environnement

Comment abordez-vous le problème de la qualité des sols, et en partie des risques de pollution, parce que pour produire des légumes il faut quand même avoir un sol de bonne qualité.

Anne Péré, architecte-urbaniste, enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse

Sur le site des Izards, par exemple, la convention est en suspens parce qu'ils se sont rendu compte que les sols étaient pollués.

Isabelle Salvi, Toulouse Métropole

Pour les premiers sites qui ont été mise en place, on a fait des études de sol là où l'on pressentait qu'il pouvait y avoir un souci. Depuis, nous avons mis en place dans notre direction un marché à bons de commande pour faire des analyses de sol. J'aimerais désormais le systématiser.

► **Le Grand Parc Garonne**

Henri Bava, Agence TER

Nous allons maintenant passer à la grande échelle... Je trouve très important que la Communauté urbaine se préoccupe de ces différentes échelles en même temps. Il n'y a pas d'ordre de priorité, on ne commence pas par la grande échelle pour arriver à la petite échelle.

Ce travail sur la Garonne commence dans sa gestation à partir de 2009 en même temps que la création de la Communauté urbaine du Grand Toulouse. C'est à ce moment que se pose la question, à l'échelle de la Communauté urbaine, des espaces publics, de quels sont les espaces qui font référence à cette grande échelle. Bien sûr, l'attention se porte très vite sur le fleuve et ses différents espaces inondables, fleuve qui irrigue l'ensemble de la Communauté urbaine mais qui a été endigué. On a construit des digues qui séparent l'ensemble des villes du Grand Toulouse de l'espace inondable du fleuve. Il y a énormément de pratiques de l'espace du fleuve aujourd'hui mais ce sont des pratiques ponctuelles, il n'y a pas de pratiques sur l'ensemble du territoire du fleuve. L'idée était de créer un grand espace qui fédère le territoire intercommunal.

Il y a différentes eaux, on a des eaux stagnantes, des eaux en mouvement. On a des espaces de nature très importants, notamment dans le nord de la Communauté urbaine, d'où l'idée de développer ce grand projet intercommunal dans le lit majeur de la Garonne qui prend sa source à la confluence avec l'Ariège au sud jusqu'à la commune de Saint-Jory au nord. Sept communes sont directement concernées par l'espace du fleuve : Toulouse, Blagnac, Beauzelle, Fenouillet, Seilh, Gagnac et Saint-Jory. On parle d'un linaire qui traverse toute la Communauté urbaine, c'est-à-dire à peu près 32 kilomètres de fleuve. L'espace, très restreint au centre-ville, s'élargit fortement au sud et au nord. Cela représente environ 3 000 hectares.

Il ne s'agit pas de créer un grand parc au sens du XIX^e siècle sur ces 3 000 hectares, il ne s'agit pas d'aménager ces 3 000 hectares, de les domestiquer un peu comme au XIX^e siècle où l'on recréait des scènes agricoles, champêtres, où l'on imitait la nature. Ici les espaces de nature, les champs existent déjà. Il s'agit de travailler avec l'existant, qui est très riche, d'anciens bras du fleuve créent des espaces humides de nature qui sont très importants pour la faune et la flore. Nous avons également l'île du Ramier qui fait 400 hectares, c'est une sorte de Central Park. Nous avons cette diversité de nature qui traverse l'ensemble du site du nord au sud. On ne recrée pas l'ensemble, on prend en compte cette richesse existante, il s'agit plutôt de faire en sorte que les gens se réapproprient cet espace Garonne depuis les différents quartiers habités tout autour. On préserve l'effet corridor écologique et on valorise le cadre de vie, ce qui est une demande forte des habitants. La demande environnementale, la demande de jardins privés et partagés est très forte. Un maillage piétons/cycles va être créé pour relier les différents quartiers habités à cet espace de 3 000 hectares.

C'est un travail qui dure depuis déjà deux ans, deux ans de discussions en groupes de travail (comités de suivi, comités de pilotage, associations...). Il y a de nombreuses revendications sur cet espace, ce qui fait que l'appropriation intervient par le dialogue beaucoup plus que par une formalisation. De ce dialogue entre les différents comités émerge la volonté d'usages, des usages existants à intensifier et des usages nouveaux à développer concernant le sport, les loisirs, le patrimoine, la nature, la culture. L'élément culturel est très important à Toulouse en général mais il doit aussi investir ce champ de la Garonne. Pour cela, nous travaillons avec un bureau spécialisé dans l'ingénierie culturelle qui s'appelle BICFL. Il s'agit de favoriser une certaine économie en rapport avec le fleuve et cet environnement.

Au fur et à mesure des discussions est apparue l'idée que cet espace, qui s'appelait au départ l'axe Garonne, devienne un espace partagé, un grand parc

public qui s'appellerait le Grand Parc Garonne. Pour essayer d'organiser les débats entre les différents acteurs, nous avons cerné trois grands axes de travail. Le premier axe consistait à travailler au renforcement, à la protection, à la valorisation du cadre paysager et environnemental existant. Le deuxième axe portait sur le réseau des mobilités à créer pour les piétons et les cycles pour que la circulation puisse se faire d'une commune à l'autre, le long de la Garonne ou au travers de la Garonne. Il s'agissait de voir comment irriguer au mieux ces espaces sans effacer les usages et la diversité existante et essayer de résorber les discontinuités et nœuds existants le long du fleuve. Le troisième axe portait sur le développement des usages, sur comment offrir de multiples lieux de vie et d'usages dans l'espace du fleuve.

Nous avons énormément de lieux géographiques et plusieurs confluences. Il y a les îles, les confluences entre le Touch et la Garonne et des réseaux de canaux. On peut donc parler d'un réseau nature très important à l'échelle de la Communauté urbaine de Toulouse. Nous allons y associer un deuxième réseau qui est le réseau de cheminements en modes doux nécessaire à la réappropriation du fleuve. L'idée est non seulement de développer un réseau piétons et cycles mais aussi un fleuve navigable. Nous travaillons avec les bateliers pour créer des connexions d'une rive à l'autre mais aussi avec l'île du Ramier par le biais d'embarcadères avec bateaux-bus. Ces différents embarcadères seront reliés au réseau des tramways et des bus qui sont en cours de développement aujourd'hui. En plus de cette Garonne navigable, l'idée est de créer des plateformes multimodales. Ce sont des allées que nous avons appelées des portes Garonne, qui créeront des entrées sur le Grand Parc Garonne. Elles seront des lieux de rencontre entre des pistes équestres, des pistes cyclables, des chemins et les embarcadères, des points de cristallisation entre les différents modes de cheminement, y compris les voitures, donc avec des parkings à proximité pour que l'on puisse facilement changer de façons de se déplacer.

A l'écoute des demandes des différentes associations, des différents groupes, l'idée est de créer de la polyvalence et non un zoning d'usages, de créer une polyvalence lieu par lieu en fonction de chaque caractéristique. Pour que ce plan-guide, qui est un plan à long terme, ne paraisse pas trop lointain à la population, et donc incertain, nous allons développer quarante opérations pilotes qui seront réalisées dans l'année ou les deux ans à venir. Réparties sur douze sites, en même temps qu'elles vont faire patienter les habitants du Grand Toulouse, elles vont aussi résoudre des problèmes. Par exemple, le site en centre-ville de l'Hôtel-Dieu, une icône de l'architecture toulousaine, est un bâtiment qui plonge directement dans la Garonne mais qui, en même temps, empêche de la longer du nord au sud. Pour y remédier, nous allons créer une nouvelle porte pour les

piétons et ouvrir son jardin à la circulation piétonne. Un travail de reconnexion avec le pont actuel permettra de reconnecter cette grande promenade Garonne.

Les différents ports de centre-ville avaient été conçus dès le départ avec des plans inclinés ouvrant vers l'eau. Avec les problèmes d'inondation, ils ont petit à petit été emmurés, endigués. L'idée est d'ouvrir ces différents ports vers le fleuve. Nous avons également un moulin situé sur une île sur la partie nord de la Garonne qui va devenir une maison de l'écologie, une sorte d'observatoire de la faune et de la flore locales. Voilà quelques exemples de sites pilotes.

Au sein des 3 000 hectares de l'espace Garonne, il y a énormément de terres agricoles, même si elles ont beaucoup diminué du fait des inondations et du développement urbain. Nous avons toutefois ce potentiel de terres agricoles. Dans le site de Ginestous, il y a la ferme Bellerive. Ce sont des territoires agricoles communaux historiquement liés à l'agriculture, au maraîchage, que nous pourrions développer comme jardins partagés ou familiaux parce que nous sommes là à la jonction entre des quartiers nord de Toulouse, nous sommes près du fleuve et dans l'entre-deux nous avons ces territoires agricoles que l'on peut réinvestir en partie par des jardins. Cela représente près de 40 hectares de territoires agricoles communaux dont une partie pourra être dévolue aux jardins.

J'ai oublié de vous parler de la Via Garona qui est la colonne vertébrale du réseau de mobilités douces. Cette voie cycles et piétons va longer la Garonne et relier les différents sites, les jardins, les sites de culture et de loisirs au centre-ville. Chaque habitant devra pouvoir se connecter depuis les centres de quartiers au Grand Parc Garonne et longer la Garonne de bout en bout.

Nous avons des idées sur les grandes connexions mais nous nous soucions également de la proximité. D'où l'idée de ces jardins partagés où les échanges, le dialogue et le travail de la terre concret, la fertilité, peuvent se développer.

Emmanuel Raoul, *secrétaire permanent du PUCA (Plan urbanisme construction architecture)*

Si la Garonne est très impétueuse, elle pose des problèmes d'inondations périodiques et il y a des digues. Est-ce que les digues sont retraitées ou laissées en l'état ? Comment faire en sorte que ces digues ne soient pas un obstacle entre le fleuve et les berges ? Ensuite, malgré les digues, il y a peut-être des inondations, en tout cas sur certaines parties de ces zones dédiées au Grand Parc Garonne. Est-ce que l'on dit que l'on va reconstruire le jardin après l'inondation ou est-ce que le jardin est conçu pour la supporter ?

Henri Bava, Agence TER

Une bonne partie des digues sont à repenser, il faut les reconstituer parce qu'elles commencent à dépérir et qu'il y a un problème de sécurité. Nous pensons à des sortes de rampes pour accéder plus facilement à la Garonne mais aussi à des portes anti-crue par lesquelles on pourrait accéder de plain-pied à la Garonne. Nous avons localisé deux endroits importants pour que cette Via Garona puisse circuler facilement et que les habitants accèdent directement au fleuve.

Il y a aussi des zones où il n'y a pas de digue parce que le terrain se relève naturellement. Dans les terrains où la Garonne est divagante, elle est imprévisible. Le lit du fleuve est mouvant et là il faut faire un travail d'altimétrie. Nous savons que plus nous nous approchons de la Garonne, plus les terrains sont bas et plus ils sont inondables, il faut donc que les différents jardins que nous allons créer à proximité des quartiers soient dans la partie la plus haute possible et même légèrement surélevés. Mais nous ne pouvons pas éviter complètement le risque d'inondation. Nous évitons les inondations les plus courantes mais les crues cinquantennales qui seront difficiles à éviter.

Alfredo Asensi Marfil, directeur du Jardin botanique de Malaga

Pour les territoires dans lesquels il y a de la végétation naturelle, c'est un projet reforestation ? de restauration ?

Henri Bava, Agence TER

Il y a acquisition de la part du Grand Toulouse de terrains naturels pour les protéger. Il ne s'agit donc pas de les aménager, on ne les transforme pas en parc, on les laisse à l'état nature. Il y a juste à la marge un travail de cheminements avec la Via Garona qui va les relier.

Alfredo Asensi Marfil, directeur du Jardin botanique de Malaga

Je suis essentiellement botaniste et pour moi il est très important de restaurer la végétation et de réintroduire les espèces génétiquement protégées de la région.

Henri Bava, Agence TER

Il y a une grande partie qui sera acquise où il y a déjà une très forte diversité, donc il ne s'agit pas pour l'instant de remplacer les espèces existantes. Mais il y a aussi tout un travail sur les rives, pas sur les différents bras du fleuve qui sont des zones naturelles à protéger, où l'on va épaissir la ripisylve existante. Nous allons combiner, il y aura des parties complètement protégées et d'autres où le

corridor écologique sera renforcé de bout en bout sur l'ensemble du linéaire de la Garonne.

Jean-Jacques Terrin, *responsable scientifique de la plateforme POPSU Europe*

Pouvez-vous préciser les problèmes liés à la pression foncière ? Comment gérez-vous cela ?

Henri Bava, *Agence TER*

Le territoire de la Garonne étant inondable, il est inconstructible. La Garonne nous protège de l'urbanisation... C'est un territoire qui a été d'une certaine manière protégé et qui est un énorme potentiel pour différents usages, pour des jardins, pour du loisir, pour du sport et des usages culturels. Ceci ne vaut pas pour les projets hors zones inondables, bien sûr.

Anne Péré, *architecte-urbaniste, enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse*

Dans la zone inondable, il y a aussi des habitats qui se sont construits antérieurement, donc il y a quand même des mixités d'usages. Cela a construit une frontière informelle.

Nathalie Blanc, *CNRS*

Je me demandais quel est le rapport de politique de la ville-centre par rapport aux communes du Grand Toulouse pour mettre en œuvre un projet qui puisse impliquer à la fois cette ville-centre et l'ensemble des communes. Ensuite, est-ce que vous avez cherché à estimer d'un point de vue économique la production de ces jardins en termes d'auto-alimentation ou de sécurisation alimentaire ?

Henri Bava, *Agence TER*

Sur la question politique, je ne sais pas si je peux vraiment répondre.

Gérard Gervois, *directeur de projet à Toulouse Métropole*

Je peux donner quelques points d'éclairage sur la façon dont les élus ont procédé pour mettre en place la gouvernance politique et partenariale – c'est le maître-mot – de ce projet. Comme vous l'avez vu, c'est un projet très vaste qui regroupe les sept communes et que l'on a répertorié en trois secteurs : le secteur central qui couvre la presque-totalité de la ville-centre de Toulouse, qui est quand même une ville qui fait plus de 11 000 hectares de superficie ; la partie également très vaste mais beaucoup plus naturelle en aval de Toulouse qui regroupe les

autres communes ; et une infime partie, très naturelle, mais qui sort du périmètre administratif de la Communauté urbaine, plus au sud.

Suivant ces différentes séquences, ont été mis en place des comités de suivi avec des élus référents qui ont été désignés par le président, Pierre Cohen. Avec ces élus référents, nous avons travaillé avec l'équipe de conception et les services de manière à pouvoir échanger. Henri Bava a insisté sur l'échange qui a été mis en place entre les différents partenaires, c'est ce qui s'est fait au niveau de chacun des comités de suivi. Une fois que nous avons pu travailler de manière partenariale sur ces différentes séquences dans le cadre des comités de suivi, il y a eu des comités de pilotage qui regroupaient la totalité des partenaires et la totalité des séquences pour pouvoir prendre des décisions et avancer sur le projet. C'est la Communauté urbaine qui porte la maîtrise d'ouvrage.

Louis Tissier, *chef du service Espaces verts de la ville de Strasbourg*

Je souhaiterais savoir qui portera la maîtrise d'ouvrage des projets. Est-ce que c'est la Communauté urbaine ou les villes ?

Gérard Gervois, *directeur de projet à Toulouse Métropole*

Dans le cadre du projet, il y a un certain nombre d'opérations pilotes qui ont été retenues et qui doivent s'inscrire sur le court terme, en gros sur les trois ans à venir. La maîtrise d'ouvrage a été confiée à la Communauté urbaine, quels que soient les territoires. Nous assurons nous-mêmes la représentation de cette maîtrise d'ouvrage sur le plan technique et associons les différents maîtres d'œuvre qui ont été recrutés pour travailler sur l'ensemble du territoire. Pour la partie centre-ville c'est Joan Busquets, l'architecte-urbaniste catalan qui travaille en articulation avec le travail qui est mené sur l'ensemble du centre-ville, la ville historique, mais nous travaillons avec d'autres maîtres d'œuvre qui ont été recrutés récemment de manière à pouvoir mettre en forme et réaliser les différentes opérations pilotes, notamment celles qui sont liées dans un premier temps à la navigation. Bien que nous ayons une Garonne impétueuse et tumultueuse, relativement peu navigable, nous avons quand même la chance d'avoir un plan d'eau magnifique, sur Toulouse notamment, et l'articulation avec les canaux nous permet de pouvoir développer la navigation. Mais cela nécessite bien évidemment des travaux d'aménagement sur l'ensemble du linéaire du fleuve.

Femke Haccoû, *architecte-paysagiste, Ville d'Amsterdam*

Vous avez parlé d'inondations mais est-ce que vous avez aussi des périodes de grande sécheresse ? C'est quelque chose que nous connaissons chez nous.

Dans nos rivières, nous avons beaucoup d'eau au printemps mais elles peuvent être très asséchées en été. Comment gérez-vous ça dans votre projet ?

Henri Bava, Agence TER

Nous ne créons pas un parc dans les 3 000 hectares, donc nous n'avons pas beaucoup à transformer les choses, ces espaces sont déjà très verts aujourd'hui avec un climat qui est très chaud en été, avec des crues, des moments très secs et des moments très humides. Nous n'avons en tout cas pas de ligne budgétaire pour replanter l'ensemble des 3 000 hectares. Nous sommes vraiment en train de travailler avec l'existant, qui se débrouille plutôt bien. Il y a une nappe phréatique assez haute, il y a finalement un système autorégulé qui marche aujourd'hui très bien. Nous ne sommes donc pas en train d'imaginer une nouvelle canalisation ou un nouveau système hydraulique de drainage, non, nous laissons le site en l'état.

Serge Kempeneers, directeur de la division espaces verts, Bruxelles Environnement

J'ai beaucoup apprécié que dans vos trois axes principaux il y en ait un qui ait une ouverture sur les lieux de vie et d'usages. Comment arrivez-vous à gérer ce troisième axe avec le premier de la nature ? Chez nous, cela crée très rapidement un conflit sur les objectifs... Est-ce que vous avez mis en place des structures participatives ? Comment comptez-vous gérer cela ?

Henri Bava, Agence TER

C'est là où intervient un peu le travail en plan. Il y a quand même un travail de répartition des usages où parfois il y a conflit, même entre usages. On peut avoir une volonté plutôt de parc de loisirs tranquille, je pense à Blagnac, alors qu'une association de 4x4 existe déjà sur le lieu... C'est difficile parce que quand on dit usages et volonté des différents acteurs, il y a aussi des volontés qui ne vont pas complètement dans le sens d'un plan-guide et d'une volonté globale. Il faut donc arbitrer. Le jeu des comités de suivi est très important, parfois on obtient satisfaction et parfois non, c'est vraiment un dialogue. Quand on parle de diversité d'usages, cela ne veut pas dire qu'il faut qu'il y ait des usages partout, il faut vraiment localiser précisément les usages. S'il y en a beaucoup, il faut faire en sorte que les lieux soient vraiment polyvalents, ce n'est pas un usage par lieu sinon on arrive très vite à peupler ces 3 000 hectares de zonings. Il faut vraiment essayer d'avoir beaucoup d'usages très concentrés sur des lieux précis et laisser ce système ouvert sans le gaver d'usages.

**Serge Kempeneers, directeur de la division espaces verts, Bruxelles
Environnement**

Est-ce que du côté de la municipalité on est prêt à donner des limites à certaines activités, je pense aux 4x4 et à la nuisance sonore, par exemple.

Henri Bava, Agence TER

Comme c'est un plan-guide intercommunal, nous formulons des avis. Si l'on prend l'exemple du 4x4, qui est le plus difficile, nous disons que cette activité est à déplacer hors de l'espace Garonne. Mais comme le territoire reste communal et que les maires ont le pouvoir de décision sur leur territoire, il s'agit ensuite pour chaque maire de faire au mieux avec ses administrés et de trouver la solution. C'est la différence entre le plan-guide et l'aménagement proprement dit.

Gérard Gervois, directeur de projet à Toulouse Métropole

Par rapport au plan-guide qui donne de grandes orientations – on a évoqué les grandes opérations pilotes mais il y en aura d'autres, il y aura plusieurs phases successives parce que c'est un projet qui s'inscrit quand même sur les vingt-cinq, trente ans à venir – il est bien évident que chaque fois que l'on va rentrer dans une phase opérationnelle avec un véritable projet, ce projet va faire l'objet d'une concertation pour pouvoir satisfaire au mieux les usages pour chacun d'entre nous.

**Emmanuel Raoul, secrétaire permanent du PUCA (Plan urbanisme
construction architecture)**

Vous avez très bien présenté les dimensions court terme et long terme pour gérer les impatiences par rapport aux projets de longue durée, on va dire trois ans versus trente ans. Du point de vue des mobilités douces, en particulier cyclables parce que les distances sont assez longues, est-ce qu'on a déjà la continuité ou est-ce que la continuité va être une priorité de façon à couturer ce parc ?

Henri Bava, Agence TER

La continuité, nous ne l'avons pas, il n'y a pas de chemins continus du nord au sud mais l'idéal serait de créer cette Via Garona pratiquement en une fois. Il y a des axes importants à imaginer. Pas tous les axes, pas toutes les mobilités, mais certaines grandes connexions devaient être créées en une phase ou deux. Nous avons commencé à estimer le coût de la Via Garona au total, je ne l'ai pas en tête mais il ne paraissait pas faramineux pour une Communauté urbaine.

Gérard Gervois, *directeur de projet à Toulouse Métropole*

Nous avons effectivement inscrit dès les premières opérations pilotes le travail sur cet axe Via Garona au niveau de la Ville de Toulouse. Nous avons cette chance d'avoir quasiment la maîtrise foncière qui nous permettra assez rapidement de réaliser les connexions. Des cheminements existent déjà en berges de Garonne mais ils ne sont pas toujours connectés, ou pas toujours bien connectés, et surtout ils ne sont pas lisibles. Sans faire de pistes trop sophistiquées parce qu'il faut quand même respecter l'intégration dans le milieu naturel, l'idée est de faire quelque chose qui soit accessible, relativement confortable et surtout lisible.

Suzanne Brolly, *Communauté urbaine de Strasbourg*

Comme c'est dans un corridor écologique, quel type de revêtement avez-vous prévu ? Vous allez travailler en imperméable ou en perméable ?

Guillaume Cantagrel, *équipe projet Grand Parc Garonne, Toulouse Métropole*

Nous allons plutôt essayer de stabiliser des terrains existants – il y a déjà des cheminements en terre – par des liants hydrauliques les plus naturels possible et de garder des revêtements perméables. Cela nécessitera peut-être des entretiens plus réguliers du fait notamment des crues de la Garonne mais comme on est dans des secteurs naturels on va essayer de respecter au maximum la correspondance entre l'aménagement et le contexte environnemental.

Gérard Gervois, *directeur de projet à Toulouse Métropole*

Bien évidemment, on aura un traitement différent dès lors que l'on est en milieu urbain. C'est le cas des aménagements que nous travaillons actuellement avec Joan Busquets où, là, on est plus dans un esprit de quais.

Malaga

Alfredo Asensi Marfil, *directeur du Jardin botanique de Malaga*

Ma communication va porter sur le jardin de la ville de Malaga. Je suis essentiellement botaniste. J'ai été professeur de botanique pendant quarante ans et suis depuis trois ans le directeur du jardin botanique de Malaga. Je crois que tout le monde connaît Malaga, son climat, sa localisation géographique. Pendant des siècles, avec le développement de la Méditerranée orientale et la domination musulmane, cela a été une ville importante. Elle a été incorporée au Royaume de Castille et d'Aragon au XV^e siècle. Durant cette période, il n'y a pas de jardins publics, pas de jardins historiques, il n'y a que des jardins potagers.

Le premier jardin historique de la municipalité de Malaga date du XVII^e siècle. C'est le jardin privé de l'évêque de la ville. C'est un jardin de style français qui a diverses compositions, divers usages. A la même période, le jardin de Notre Dame de la Victoire est un jardin dédié à l'occupation chrétienne lors de la reconquête. Au XVIII^e siècle, il n'y a pas d'espaces verts dans la ville, ils sont uniquement en dehors de la ville, ce sont des espaces horticoles. C'est à cette époque, avec les grandes expéditions, que se développe le commerce des plantes de l'Amérique vers l'Espagne. C'est à cette époque que l'on crée le jardin botanique royal de Madrid.

La transformation de la ville de Malaga vient essentiellement de son port. C'est un port important pour l'exportation des produits, pour l'exploitation industrielle, agricole, etc. Le parc de Malaga est le premier grand parc public de la ville. La flore de Malaga est essentiellement conditionnée par le climat. C'est un climat méditerranéen avec des mois de sécheresse l'été, pourtant la végétation qui s'acclimate ici est d'origines diverses – Asie, Amérique du Sud, Afrique, Europe. Nous avons un bioclimat de caractère subtropical qui permet la culture de diverses plantes exotiques. Le parc de Malaga, le jardin botanique de la Concepción, le jardin botanique de la Cónsula sont essentiellement composés de fleurs tropicales et subtropicales.

La deuxième transformation importante de la ville de Malaga a eu lieu au XX^e siècle. Le parc de l'Ouest, d'une superficie de 70 000 m², a été créé pour donner un équipement à un territoire qui est passé en cinq ans de zéro à 150 000 habitants. Il est très différent des parcs historiques, c'est un parc moderne avec une typologie définie pour répondre à cette urbanisation. Nous travaillons actuellement à un plan directeur des espaces verts urbains. Nous

réfléchissons à quel développement des espaces verts nous voulons pour notre ville, en tenant compte des données climatiques, géographiques et géologiques. Il ne faut pas oublier que la ville de Malaga est entourée de montagnes et tout cet espace est aujourd'hui un parc naturel artificiel, il a été reboisé avec des pins.

Aujourd'hui la ville de Malaga a un service de gestion de planification et d'urbanisme pour la gestion et le contrôle des espaces verts. Le service de la gestion technique et de la conservation est, lui, externalisé. Il y a donc un mélange public et privé pour la gestion des jardins. Un troisième pilier, celui de la recherche et de la participation scientifique, est de ma responsabilité. Je m'occupe de la gestion de l'environnement et du développement durable, principalement de la gestion des espèces végétales qui composent les écosystèmes naturels.

Le plan directeur établit la gestion et l'exécution à partir des critères suivants : la capacité d'interaction avec l'environnement et favoriser le corridor naturel par des voies d'interconnexion de façon à ce que les jardins historiques, les jardins modernes et tous les jardins de la ville soient reliés avec le parc périphérique, soient en connexion avec l'espace naturel. L'objectif est que tous les espaces verts de la ville soient maillés. (*Projection commentée d'images des jardins*).

Jacques Soignon, service des espaces verts et de l'environnement, Ville de Nantes

La dernière image que vous avez présentée donne une notion d'espace à moins de 500 mètres de chaque habitant et de surface minimum de 1 500 m². C'est peut-être le hasard, mais ce sont des chiffres qui sont repris plus ou moins dans d'autres villes. Dans le cadre de Capitale Verte, nous avons présenté également cette notion de couverture de la ville et cette proximité de 500 mètres. Le hasard fait que Vitoria-Gasteiz, qui est une ville espagnole qui est Capitale Verte cette année, avait exactement les mêmes chiffres. Là, je retrouve ça, sauf que vous y rajoutez 1 500 m² que nous avons également même si nous ne l'avons pas mis dans le dossier. Je me demande si c'est le hasard ou si cela correspond véritablement à une taille minimum pour qu'un espace soit socialement complet.

Alfredo Asensi Marfil, directeur du Jardin botanique de Malaga

Je ne sais pas exactement pourquoi.

Anne Péré, architecte-urbaniste, enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse

Ces 1 500 m² sont les espaces à partir desquels il peut y avoir un habitat. Les 500 mètres c'est la distance du saut en pas d'âne de cette biodiversité. Philippe

Clergeau, professeur d'écologie urbaine, définit cette notion de 1 500 m² d'espaces boisés comme une surface minimum pour avoir un habitat qui peut essaimer en pas d'âne.

Jacques Soignon, *service des espaces verts et de l'environnement, Ville de Nantes*

Angers, qui a fait une étude très récemment, parlait de 5 000 m² comme dimension minimale pour avoir au niveau naturel un ensemble de fonctions cohérentes, à partir du moment où il y a une connectivité. Ça, c'est pour l'aspect naturel-biodiversité. Sur l'aspect social, c'est-à-dire en termes d'usages, de capacité à répondre à la plupart des demandes, on est tombés d'accord sur 1 500 m² pour estimer qu'un espace devenait socialement complet dans ses fonctions. Quand je dis social, c'est en termes d'usages, de capacité à répondre à la plupart des demandes, les jardins partagés peuvent être intégrés dedans.

Nathalie Blanc, *CNRS*

Je pilote ce programme avec Philippe Clergeau, nous sommes co-responsables, lui du côté écologie, moi du côté sciences sociales. Il faut savoir que ces chiffres que nous avons avancés lors du colloque Trame verte qui s'est tenu à Paris sont des chiffres schématiques. Ils n'ont aucun caractère normatif, ils sont indicatifs. En réalité, comme l'a montré Hervé Daniel, ils dépendent des espèces présentes, de ce que l'on attend aussi de ces espaces, cela n'a pas de sens de les fixer comme des normes dans l'espace urbain. Mais je sais que les responsables d'espaces verts sont très demandeurs de normes en termes de taille des espaces. Or la question n'est pas tant la taille des espaces que leur qualité et la manière dont ils s'insèrent dans les usages sociaux. C'est quelque chose qui est assez peu abordé, sauf par Hervé Daniel qui a essayé de faire une typologie en fonction à la fois des usages et de la biodiversité présente dans ces espaces.

Ares Kalandides, *urbaniste*

J'insiste sur la question des usages parce que sur les photos que l'on a vues c'étaient des espaces pratiquement vides. Il n'y avait presque pas de gens... par hasard, je suppose. Qui utilise ces espaces ? Comment sont-ils utilisés dans la ville ?

Alfredo Asensi Marfil, *directeur du Jardin botanique de Malaga*

Tous ces espaces sont publics. Les espaces privés c'est le jardin botanique et quelques propriétés privées, très petites. C'est donc un hasard qu'ils soient vides.

**Jean-Jacques Terrin, responsable scientifique de la plateforme POPSU
Europe**

La question qui est posée derrière c'est : quels sont les usages de ces jardins ? Est-ce que ce sont des usages purement récréatifs, de promenade, ou est-ce qu'il y a de nouveaux usages qui émergent ?

Alfredo Asensi Marfil, directeur du Jardin botanique de Malaga

Les jardins historiques sont des jardins pour la promenade, pour le plaisir. Les jardins modernes sont équipés pour la musculation, le football, etc., leur exploitation a été concédée à des entreprises privées. Les espaces verts, les parcs naturels, dépendent de la législation sur les espaces naturels protégés.

Suzanne Brolly, Communauté urbaine de Strasbourg

Une remarque par rapport aux surfaces. C'est vrai que nous sommes toujours en demande de surfaces dans les collectivités mais ce n'est pas tant pour les espaces verts que pour les urbanistes puisque l'on essaie d'intégrer les trames vertes dans le plan local d'urbanisme. Du coup, pour les espaces verts la distance va avoir un impact sur le mode de gestion mais c'est tout. A Malaga, je vois beaucoup d'espaces verts sans plantes, c'est très minéral. C'est à cause du climat ?

Alfredo Asensi Marfil, directeur du Jardin botanique de Malaga

Non. Mais il y a aussi, et ils sont plus nombreux que les espaces naturels verts protégés, des espaces avec de la jardinerie. La végétation de certains espaces naturels a été détruite pendant l'occupation de l'Espagne par la France. Quand elle a abandonné ces territoires, la France a fait la politique de la terre brûlée.

**Serge Kempeneers, directeur de la division espaces verts, Bruxelles
Environnement**

Quand on parle de normes en mètres carrés, en distances, il y a peut-être au niveau de chacun des espaces la notion de la capacité de charge (*carrying capacity*), c'est-à-dire qu'est-ce qu'un espace est capable de supporter de telle sorte à pouvoir éviter qu'il ne soit en saturation très rapidement et qu'il ne se dégrade. Nous sommes fort intéressés par ce type d'approche, en particulier par rapport aux événements puisque, là, on utilise un peu cette notion pour refuser des événements en disant : on a fixé une capacité de charge pour pas plus de 20 000 personnes dans le parc au même moment, etc. Je pense qu'il y a là un élément qui est intéressant à voir parce que, en pleine ville, on peut avoir des lieux qui ont paradoxalement une très haute valeur biologique mais qui ont aussi

une très haute attractivité touristique, événementielle, etc. Ce concept de capacité de charge est donc peut-être aussi un élément dont il faudrait discuter.

Clément Cohen, *directeur du développement durable, Toulouse Métropole*

Est-ce que le jardin botanique a une relation avec l'Agence d'écologie de Malaga ?

Alfredo Asensi Marfil, *directeur du Jardin botanique de Malaga*

Non. Toulouse et Malaga sont dans le programme de CIUDAD.

Clément Cohen, *directeur du développement durable, Toulouse Métropole*

Est-ce que vous avez réussi à mesurer les rapports entre la végétalisation de la ville et les changements climatiques ? Est-ce que vous avez réussi à mesurer des impacts de fraîcheur, notamment en été ? Est-ce qu'il y a des usages qui sont accentués en été par le fait que les habitants cherchent plus de fraîcheur, plus de calme ? A Toulouse, nous estimons que dans trente ans nous aurons à peu près le climat de Cordoue... Je suis donc assez intéressé par cette question.

Alfredo Asensi Marfil, *directeur du Jardin botanique de Malaga*

Je suis un peu critique sur le changement climatique. Je pense qu'il y a un changement climatique particulier dans quelques territoires mais la globalisation du changement climatique, pour moi c'est une foutaise. Il y a des cycles alternatifs des pluies et de la température mais la globalisation... c'est une autre discussion. Il y a vingt-huit années qu'on note un changement mais si on regarde sur un temps plus long on voit que ces variations sont minimales.

Jacques Soignon, *service des espaces verts et de l'environnement, Ville de Nantes*

Je vais compléter par deux informations sur Malaga. La première c'est que c'est une ville verte ; une étude faite par une équipe de recherche d'Amsterdam a placé Malaga comme l'une des villes vertes d'Europe. La deuxième c'est que cette même ville recevra le Congrès des directeurs de jardins espagnols l'année prochaine au mois d'avril. L'Espagne est un grand pays de jardins et de jardins partagés dans le sens où, pour moi qui ai visité beaucoup de jardins, c'est peut-être là où j'ai pu voir la vie sociale la plus intense de toute l'Europe. Ce sont des lieux de vie d'extérieur par nature du fait du climat, bien évidemment, mais dans la sociabilité espagnole cela fonctionne vraiment comme des salons ouverts en permanence, en soirée, etc., où tout le monde se rencontre, toutes catégories sociales confondues. C'est une des grandes forces de l'Espagne. C'est une vraie

démonstration de ce que l'on peut faire dans d'autres pays à l'heure du réchauffement climatique !

Nicolas Gilsoul, *architecte*

Il y a une chose qui est intéressante pour nous dans la réflexion sur Malaga c'est son très fort marnage de populations : 1,5 million d'habitants dans l'agglomération, mais combien si l'on rajoute tous les touristes et autres vacanciers qui arrivent au moment de l'été ? C'est quelque chose qui change complètement la réflexion sur les espaces verts, sur la connexion de toutes ces choses-là.

Alfredo Asensi Marfil, *directeur du Jardin botanique de Malaga*

Il y a dix ans, le tourisme était complètement concentré sur la côte, pas du tout sur la ville. Aujourd'hui, tout ce qui va à la côte arrive à la ville. La ville a changé, c'est un port de croisière très important et elle a le troisième aéroport d'Espagne. Il y a eu beaucoup de transformations qui ont rendu la ville attractive pour le tourisme estival. On peut estimer que la population augmente de 1 million d'habitants pendant l'été.

Martine Koenig

Je voudrais particulièrement remercier Alfredo Asensi qui a fait l'effort de faire une communication en français. Je voudrais aussi dire d'un point de vue personnel que je trouve que votre apport de botaniste est une force pour notre réflexion commune parce que – sans entrer dans un débat sur le changement climatique, je pense néanmoins que l'on observe des modifications – sur les espèces et la végétation l'Europe du Sud aura beaucoup à nous apprendre. De même qu'aujourd'hui on réfléchit en matière d'habitat et de construction sur des modes de vie et des usages qui sont ceux de l'Europe du Sud et pas forcément le modèle de l'Europe du Nord, je pense qu'en matière de botanique vous serez peut-être le laboratoire de demain pour l'Europe.

Visites

Laurent Berthelot, *service de l'écologie urbaine, Toulouse*

Je travaille sur la séquence Garonne aval sur des projets de valorisation des espaces agricoles et naturels. Là, on est dans une configuration un peu différente de ce qui vous a été montré jusqu'ici. On ne voulait pas que la transition soit trop brutale, on reste quand même sur une configuration avec un repère d'espaces de jardins, de jardins familiaux, avec un endroit où il y a une configuration semblable à un jardin partagé. Ensuite, nous aborderons la question de l'agriculture et de la fonction agricole dans son contexte urbain et périurbain, quel est l'enjeu pour la métropole aujourd'hui vis-à-vis de l'intégration et de la prise en compte de ces espaces dans les politiques d'aménagement et de développement de son territoire. Enfin, nous irons voir un site qui est un milieu naturel, une roselière.

Anne Péré, *architecte-urbaniste, enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse*

Là, on est dans des jardins familiaux qui sont assez récents. Dans les communes de l'agglomération, les jardins familiaux sont des jardins récents. Presque chaque commune de l'agglomération met en place, à la demande d'associations nouvelles, des jardins familiaux. Avant, les jardins familiaux existaient aux portes de la ville pour les gens qui étaient dans le collectif.

Laurent Berthelot, *service de l'écologie urbaine, Toulouse*

Je vous présente le site de la roselière des Gourgues. C'est un site caractéristique des zones humides qui fait deux hectares de superficie. Cette roselière était en voie d'assèchement il y a quelques années lorsque la commune a souhaité, avec l'appui d'un organisme qui existe sur Garonne qui est une cellule assistance technique, entretien des zones humides de Garonne. La commune a souhaité réhabiliter et restaurer une dynamique de régénérescence de cette roselière et a pour cela établi un plan de gestion avec cette cellule qui a duré de 2009 à 2011. Lorsque la Communauté urbaine a pris la compétence statutaire pour créer, aménager et gérer un Grand Parc Garonne, nous avons repris la gestion de ce site. Nous avons aussi un site sur Saint-Jory qui concerne 20 hectares où l'on est sur un boisement alluvial et pour lequel nous avons également repris la gestion.

Aujourd'hui, nous avons un plan global de définition des plans de gestion sur à peu près 1 000 hectares de territoire sur Garonne Aval. L'idée c'est de pouvoir

réintégrer ceux qui existent déjà mais aussi d'avoir vraiment une vision globale de la gestion de l'ensemble de ces milieux au regard d'autres usages qui sont prévus, notamment en termes d'ouverture au public, d'équipements, d'aménagements et d'aménagements doux.

Concernant le plan de gestion de la roselière des Gourgues, en quoi a consisté l'opération ? Sur la Roselière proprement dite, le problème c'est qu'il y avait un défaut d'alimentation. Sur ce ruisseau-là, la commune a une convention avec VNF qui gère le canal, il y a une régulation du débit par les eaux du canal du Midi qui vont se jeter dans le bras mort de Garonne et derrière vous voyez le corridor de boisements alluviaux qui délimite l'emprise du fleuve, c'est la berge de Garonne.

Au bout de cette parcelle vous avez une digue qui a été conçue pour éviter des remontées des eaux de Garonne et sur laquelle on a un système de clapet anti-retour des eaux pour que les écoulements n'aillent que dans un sens et ne reviennent pas en période de crue. Puis on a ce ruisseau du Ricotier qui fait l'objet d'une régulation du débit conventionnée avec VNF. Il y avait une buse d'installation qui était à cet endroit-là de la berge et qui permettait de réalimenter en eau la gravière mais les niveaux d'eau étant trop faibles, celle-ci ne fonctionnait plus. Il a donc été mis en place un batardeau au niveau de la digue pour rehausser la ligne d'eau et favoriser l'alimentation de la roselière.

En parallèle, il y a eu une intervention d'écâtage, donc de fauchage des roseaux et de décapage sur dix ou vingt centimètres pour abaisser le terrain naturel et replanter des semis de phragmites. Cela a été fait expérimentalement sur une centaine de mètres carrés. Le site a été suivi pendant trois ans et on a constaté une régénération, un rajeunissement de la roselière. L'expérience va être renouvelée mais à plus grande échelle, on va travailler sur environ 500 m², toujours sur le même principe.

En parallèle, il faut que l'on gère l'apparition d'un certain nombre de milieux qui apparaissent aux abords, des saules, des frênes, pour qu'ils ne gagnent pas sur ces zones humides. Il faut aussi gérer la valorisation de cette réhabilitation, d'où ce cheminement qui est marqué par des plantations pour avoir à terme un écran visuel pour éviter que les espèces soient dérangées car un des objectifs de ce projet était d'essayer de reconquérir l'habitat du héron qui nichait avant sur ce secteur-là et qui est parti. On fait des végétations d'accompagnement avec des essences caractéristiques des zones alluviales de Garonne comme le saule ou le sureau. Cet aménagement est marqué d'un certain nombre de panneaux pédagogiques sur différents thèmes : le rôle de la roselière, les zones humides en

termes d'épuration, de milieux, de biodiversité ; également une référence historique avec une peinture de Matisse.

L'expérience des villes nord-américaines

Nicolas Gilsoul, *architecte*

Le but de mon intervention n'est pas de vous présenter la grande quantité d'expériences américaines mais plutôt de soulever des questions pour alimenter le débat. Je voudrais tout d'abord rappeler le terreau culturel des États-Unis car il est bien évident que chaque ville ou pays va répondre différemment à cette question de nature dans la ville ou de jardins dans la ville. Il est très important, selon moi, de parler du terreau culturel dans lequel ces jardins, ces villes vont se développer.

Je voudrais à ce titre vous montrer deux extraits de films. *Le Nouveau Monde*, du réalisateur Terrence Malick, qui revisite le mythe fondateur des États-Unis, c'est-à-dire l'arrivée du premier colon et sa rencontre avec une jolie indienne. *Je suis une Légende*, du réalisateur Francis Lawrence, qui présente un monde duquel les humains ont disparu suite à un virus, à l'exception de Will Smith qui chasse le cerf au milieu de Time Square. (*Projection*).

Je voulais commencer par ces deux films pour déjà vous plonger dans une ambiance particulière et pour broser quatre concepts-clés des États-Unis. Le premier est la notion de *wilderness* qui désigne cette nature sauvage, ce patrimoine immense des États-Unis qui est protégé depuis 1964 dans le droit américain avec l'invention de réserves naturelles de très grande ampleur. Parallèlement à ça, il y a le mythe fondateur des États-Unis qui est le mythe pastoral, le cowboy. Il y a donc cette notion de sauvage, de nature, de grands paysages et de labour de la terre qui va permettre au pionnier de donner son identité à la terre qu'il va marquer de son travail de jardinier ou d'agriculteur.

Le deuxième est l'hypothèse Gaïa, née en 1979 de la rencontre entre un chimiste anglais, Lovelock, et une microbiologiste américaine, Margulis. C'est une hypothèse qui est ensuite devenue une théorie qui considère que la terre est un organisme vivant qui va pouvoir se débarrasser des microbes que sont les pollueurs en créant des tempêtes et autres mouvements des pôles de la planète. C'est intéressant parce qu'à partir de ce moment on commence à personnifier la nature. Quand tout à l'heure j'entendais dans la roselière que Garonne avait fait ceci, Garonne avait fait cela à Toulouse, il n'est pas étonnant que, il y a quelques semaines, ce soit Sandy qui ait renversé Manhattan et la côte du New Jersey. A

partir du moment où elle s'appelle Sandy, Garonne ou autres, elle devient une personne, personne qui va petit à petit donner corps à un mouvement anti-écologiste, anti-humaniste qui se développe de plus en plus aux États-Unis et qui considère que l'humain est en trop sur cette planète. On le voit très bien sur un autre blockbuster américain, *Avatar* de James Cameron. Ce qui est dangereux c'est la dérive politique que peut prendre cette écologie anti-humaniste car la ville c'est d'abord des humains, ou en tout cas elle a été construite pour des humains. Considérer que la nature doit prendre le pas sur la population peut être dangereux et amener à des dérives comme on en voit actuellement, notamment lors la préparation du Sommet de Rio en Amérique du sud.

Le troisième concept est celui d'Usonia, le mythe de la ville-nature américaine. On voit ce mot apparaître pour la première fois au début du XX^e siècle. C'est une contraction entre Usona (*United States of North America*) et Utopia. L'idée était d'inventer un terme qui permette de rassembler tous les peuples d'Amérique du Nord pour pouvoir les distinguer d'autres Américains que seraient les Canadiens, les Mexicains ou les Sud-américains. Ce terme a été repris par Frank Lloyd Wright dans son projet de *broadacre city* qui était un nouveau mode d'habiter la nature pour être en accord parfait avec elle et ce territoire américain. Ce projet utopique n'était qu'un fragment d'un territoire beaucoup plus vaste rebaptisé Usonia plutôt qu'États-Unis, territoire devenu une nouvelle ville qui avait la taille d'Usonia. Elle était divisée en deux parties principales : un habitat dense mais entremêlé de fragments de nature dont la population avait la taille de la superficie du Texas, le reste des États-Unis étant laissé en réserve naturelle libre. Cette idée d'Usonia a été reprise à petite échelle, notamment par Disney à travers les projets EPCOT qui ont donné les *gated communities* (quartiers sécurisés) qui, juxtaposés les uns à côté des autres, ont créé l'étalement urbain.

Le quatrième concept est celui du système de parcs. Nous connaissons tous les expériences d'Olmsted et de Central Park à New York, du Golden Gate Park à San Francisco ou du Collier d'émeraude à Boston. Ce système de parcs est né aux États-Unis parce qu'Olmsted était revenu d'un voyage en Europe et qu'il avait vu des choses intéressantes que Hausmann et Alphand avaient faites sous l'impulsion politique forte de Napoléon III. Cela a pris aux États-Unis des proportions beaucoup plus grandes, un nouvel urbanisme a été inventé, le *landscape urbanism*. A l'origine, Olmsted était un amoureux de la nature, un botaniste, un fermier qui avait une ferme expérimentale sur Staten Island à New York. Effrayé par le développement de la ville du fait de l'expansion industrielle, il a imaginé ramener un morceau de territoire de ce *wilderness* américain au cœur de la ville.

Depuis les années 80, dans les régions du Colorado, de Washington et de l'Oregon, il y a une pensée régionale et environnementaliste qui permet d'intégrer, notamment à Portland, de grands plans – l'équivalent des SCOT chez nous. La Ville de Portland est en train d'initier un plan de développement pour sa ville à plus 40 ans. Ce que je trouve intéressant dans les expériences américaines actuelles c'est que quand ils le font à plus 40 ans, ils intègrent aussi toutes les problématiques climatiques, dont celle du changement climatique, qui sont en train de leur arriver sur la figure à toute vitesse. Il faut savoir que les États-Unis sont l'endroit sur la planète actuellement le plus touché par les bouleversements du changement climatique. C'est donc un beau laboratoire urbain.

Avant de présenter quelques exemples, je voudrais parler de la notion de résilience urbaine qui est un processus qui amène l'homme à renouer avec son milieu sans opposer la ville à la nature. C'est quelque chose de souple, de transformable et qui prend en compte les évolutions possibles dues aux dynamiques naturelles, aux dynamiques sociales et aux dynamiques économiques. La crise est révélatrice d'opportunités, on s'en rend compte avec les jardins partagés aujourd'hui. Il y a d'autres crises en marche, notamment une crise écologique qui elle aussi peut être révélatrice d'opportunités comme on le voit aux États-Unis.

J'ai repéré deux stratégies principales, les jardins rebelles et les jardins insoupçonnés.

Stratégie 1 : Les jardins rebelles

La plante est considérée comme une arme dans une guerre qui est faite à la ville, à ses pollutions commerciales, visuelles et automobiles. Elle apparaît parfois sous la forme de grenade en terre cuite remplie de terre et de graines en devenir. La plante est une arme, le jardinier est un guérillero qui mène une guérilla, c'est un rebelle. C'est un combat qui s'engage là, et ce depuis les années 70.

Nous commençons par la Green Guerilla à New York parce que c'est là que cela a commencé, dans le petit quartier du Bowery. Il avait été abandonné parce que sa population préférait habiter les pavillonnaires en dehors de Manhattan pour avoir un rapport à la nature. Cette zone de Manhattan vidée de sa population est devenue le lieu de rencontre du deal, de la drogue et autre dérivés. Un petit groupe d'étudiants et d'artistes ont créé la Green Guerilla en s'installant dans une friche et en la travaillant. Le jardin s'appelle le Liz Christy Garden.

Le Pouce Vert est un programme de soutien financier de la Ville de New York. Elle ne donne pas de charte, c'est un soutien financier et un soutien en termes d'outils et de visibilité qu'elle veut le moins interventionniste possible pour donner

le maximum de liberté et de latitude aux jardiniers pour exprimer ce qu'ils veulent dans les jardins. C'est un soutien pour créer le terreau social et le terreau fertile des échanges sociaux pour redynamiser les quartiers. Ce jardin de Liz Christy qui a fait des petits dans le monde entier est né dans un quartier en déprise et aujourd'hui on le voit dans des quartiers très embourgeoisés, à Paris notamment. Donc ce n'est plus une question de subsistance, ce n'est plus uniquement une question de lien social, c'est une question de désir de nature dans les villes.

Deuxième exemple, Baltimore. C'est une expérience artistique qui s'appelle Full Frontal Gardening. Fritz Haeg est un artiste architecte, penseur, qui a mis sur pied un projet artistique financé par des musées d'art contemporain comme le Contemporary Museum de Baltimore. Il y a eu d'autres expériences à Austin, Mapplewood, au Texas, dans le New Jersey, au Kansas, à Minneapolis, chaque fois financées par des musées d'art contemporain. Le principe du Full Frontal Gardening est très simple : 12 millions d'hectares de gazon plantés dans les zones pavillonnaires – c'est le chiffre que l'on obtient si l'on met les gazons bout à bout – cela consomme une quantité d'eau extraordinaire. L'idée est de travailler avec les habitants pour transformer ça en jardins potagers de proximité. Le principe n'étant pas de faire un jardin potager comme une anecdote mais de mettre ces jardins en réseau pour créer un immense patchwork de jardins potagers sur l'ensemble de la ville. Dans les zones pavillonnaires, les règlements intérieurs sont assez rigides, ils interdisent de planter n'importe quoi devant les maisons. Il faut que ce soit du gazon parce que c'est l'espace de représentation qui appartient à tous. A titre d'exemple, je peux citer le cas d'une femme qui a été condamnée pour jardin illégal et risque quatre-vingt treize jours de prison pour avoir planté des tomates, des carottes et des haricots sur le devant de sa maison... L'objectif de ces opérations d'art contemporain est justement de faire changer petit à petit les mentalités.

Troisième exemple, Detroit. La ville de Detroit s'étend sur 360 kilomètres carrés (trois fois Paris). Alors qu'elle comptait 2 millions d'habitants en 1950, il n'y en a plus que 700 000 en 2010 du fait de la crise, ce qui laisse 60 000 friches, plus d'un quart de la ville abandonnée dans les zones pavillonnaires et dans les zones plus denses qui deviennent des lieux de drogue et de deal. Les premiers commerces qui disparaissent sont les épiceries et une étude de 2007 montre que 550 000 habitants, donc plus de la moitié des habitants, vivent dans des secteurs sous-approvisionnés. Ce qui fait que la malbouffe augmente tout comme les problèmes de santé qui y sont liés. Les habitants, qui en ont assez, profitent des zones abandonnées pour créer des potagers de proximité. Ils se mettent en association, en association d'association, et créent un réseau immense qui est aujourd'hui sous la tutelle du Garden Resource Program qui gère plus de

8 000 participants avec plusieurs associations, dont The Greening of Detroit et Detroit Agricultural Network sont les deux plus importantes.

Au-delà de la sécurité alimentaire, du terreau social que cela représente, il y a la notion de pédagogie, de partage et d'apprentissage dès les écoles car les réseaux d'écoles sont directement associés au système. La Ville participe, elle délivre des permis d'occuper des terrains vacants pour une saison de culture.

Quatrième exemple, San Francisco. En 2005, un petit groupe invente le Park(ing) Day, ce qui est une sorte de réappropriation de l'espace public, de guerre contre la place prédominante de la voiture en ville. Pendant une journée, vous payez votre place de parking et vous pouvez l'occuper comme vous voulez. Par exemple, on amène un tapis, un arbre, un banc et on fait un pique-nique. Ce Park(ing) Day a eu tellement de succès qu'il est aujourd'hui suivi dans de nombreuses villes européennes. Cela a tellement bien marché que la Ville de San Francisco a décidé de mettre sur pied un programme qui s'appelle Pavements to Parks qui est un petit programme de soutien et d'encouragement pour mettre en place des parklets éphémères mais qui restent de fait dans le temps assez longtemps. Une charte donne le mode d'emploi pour s'y installer. Le collectif qui a inventé le Park(ing) Day a trouvé le filon... Il met en place aujourd'hui un kit qui permet aux différentes associations de mettre en place ce système de manière très pratique.

Au niveau de la Ville de San Francisco, les commerces riverains payent une redevance, s'engagent sur l'entretien de ces parklets mais ne peuvent pas les utiliser comme terrasses privées parce que le mobilier qui est mis en place est différent du mobilier de leur propre terrasse. Le choix des emplacements de ces parklets dépend de la Ville mais elle indique aux habitants des endroits potentiels d'installation de ces parklets. Il y a différents critères de choix : le manque de lieux publics dans un quartier, le soutien d'une association, la capacité d'attraction pour le quartier, un gestionnaire identifié, qu'il soit privé ou associatif, et la notion de potentiel d'amélioration de la sécurité du piéton et du cycliste. On voit donc se mettre en place, à partir d'une grenade que l'on envoie, un partenariat par la Ville qui met en place quelque chose de plus ou moins pérenne qui va venir s'accrocher sur le système de parcs imaginé par Olmsted depuis le Golden Gate Park.

Cinquième exemple, toujours à San Francisco. L'association Friends of Urban Forest a été créée en 1981 par des gens très dynamiques qui ont décidé que leur quartier serait plus agréable s'il y avait des arbres. Ils ont commencé à planter des arbres d'abord de manière illicite et, petit à petit, la Ville s'est rendu compte que c'était un très bon plan parce que d'abord elle manquait de jardiniers pour

entretenir tous ces espaces et les mettre en place et puis parce qu'il y avait là une énergie potentielle à ne pas négliger. Elle a alors engagé un programme, le Better Streets Plan. Ce programme, mis en place par le maire de San Francisco, apporte un soutien financier et met en place des green jobs en partenariat avec le Friends of the Urban Forest. Il y a des règles qui indiquent comment prendre possession des jardins devant les maisons ou des trottoirs pour améliorer le réseau des espaces publics. Depuis 1981, le Friends of the Urban Forest a planté 43 000 arbres dans San Francisco, soit 42 % de la canopée de la ville ! A San Francisco, la surface des routes représente 25 % du territoire, la place de la voiture est surdimensionnée, mais comme d'autres types de circulations sont encouragés aujourd'hui, on récupère ce territoire en profitant de l'énergie des Green Guerillas.

Les jardins rebelles sont d'abord nés d'une volonté de faire la guerre à la ville néfaste. Avec la crise économique, les différentes villes se sont rendu compte qu'elles n'arrivaient plus à gérer tous les espaces verts et leurs espaces publics et que toute cette énergie pouvait être canalisée et utilisée. D'où les partenariats qui se sont mis en place.

Stratégie 2 : Les jardins insoupçonnés

2,2 millions d'habitants habitent sur le delta de la rivière Mississippi, principalement à la Nouvelle Orléans et sa conurbation. Les zones humides représentent 75 000 kilomètres carrés et on a compté que, depuis 1900, il y a environ 65 kilomètres carrés de zones humides qui disparaissent chaque année. On a donc presque tout grignoté, notamment du fait de l'urbanisation, des barrages et toute une série de choses.

La première stratégie c'est la colonisation en patchwork, à petite échelle, qui est petit à petit récupérée, encouragée par la Ville, et qui bascule aujourd'hui sur l'espace public de la rue, du trottoir ou du boulevard. Les jardins insoupçonnés, ce sont tous ces jardins qui font vivre la ville et qui permettront de faire vivre la ville de demain malgré les bouleversements de la crise écologique.

Premier exemple, Chicago. Le plan action climat engagé par la Ville prévoit une réduction de 25 % des effets dus au changement climatique. Il y a plus de 5 millions de mètres carrés de toitures vertes, ce qui est plus que le reste de toutes les toitures vertes des États-Unis. Cela fait écho à ces questions de pas japonais qui sont un nouveau type de relation d'une toiture à une autre par dissémination de certaines espèces. Cela crée en tout cas un nouveau paysage qui se superpose au paysage urbain. Ces toitures peuvent être des jardins potagers, des sedums, etc. Ces jardins qui sont insoupçonnés depuis l'espace de la ville participent à la résilience urbaine de la ville.

Deuxième exemple, New York. En 1979, l'architecte Steven Holl projette sur 2,3 kilomètres d'une portion de voie ferrée désaffectée dans le Lower West Side un jardin public continu, mais ce projet reste dans un tiroir. En 2004, les associations de riverains fondent l'association Les Amis de la High-Line qui récolte des fonds très importants pour le projet de végétalisation de la voie. Elle présente ce projet au nouveau maire, Michael Bloomberg et, ensemble, ils vont décider de développer ce parc public. C'est un projet qui est assez différent de celui de Liz Christy Garden qui était quelque chose d'assez amateur. Ici, on fait appel à des concepteurs mais c'est soutenu et financé en partie par Les Amis de la High-Line.

Troisième exemple, New York. Governors Island est une ancienne île militaire. C'est une île perdue dans la mesure où elle est condamnée par la montée des eaux annoncée à New York. Mais comme il n'y a plus énormément d'espace dans New York pour créer de nouveaux jardins publics, on décide d'en faire sur Governors Island. L'idée est de transformer cette île perdue en icône de cette nouvelle résilience urbaine en recyclant les démolitions des bâtiments en place pour créer une nouvelle topographie qui va permettre de faire face à la montée des eaux, prévue de 5 mètres sur les dix, quinze ans à venir.

Je vais terminer par deux exemples qui sont des projets dont la réflexion a été financée par le MoMA et le MoMA PS1, des musées d'art contemporain. C'est intéressant de voir que Liz Christy Garden et aujourd'hui les nouvelles réflexions à grande échelle partent d'un petit noyau d'artistes qui ont peut-être la possibilité de se débarrasser des réglementations ou des contraintes pour essayer de voir plus loin et ensuite être suivis aux quatre coins de la planète par des réalisations concrètes.

Le premier projet est celui de Lower Manhattan. L'idée est d'adapter l'île de Manhattan pour réduire les risques d'inondation de l'Upper Bay en créant une épaisseur résiliente, c'est-à-dire un rivage étendu constitué d'un mélange de jardins, de zones maraîchères, de jardins absorbants et de nouveaux urbanismes qui vont combiner parcs publics et pénétrants, murs protecteurs et développement urbain.

Le deuxième projet est celui de Palisade Bay, sur les côtes du New Jersey. Il concerne les bords de Kill van Kull et Bayonne qui sont des zones d'habitation et d'industries de verre et de matériaux de construction notamment. L'idée est d'imaginer un recyclage de toutes les matières verre à grande échelle en les accumulant et les utilisant comme un nouveau terreau dans l'estuaire. Ces décharges de verre géantes vont créer une nouvelle topographie dans l'estuaire, vont provoquer de nouveaux courants marins, de nouvelles énergies qui vont être

récupérées pour produire de l'énergie mais surtout pour casser les déplacements d'eau lors des tempêtes. L'idée est celle d'un recyclage pour retravailler un jardin sous-marin invisible mais qui va servir à la ville de New York et à l'ensemble des villes de la conurbation. Là, il n'y a pas de renaturation mais une notion d'invention d'un nouveau paysage qui est celui de la ville de demain.

J'aime beaucoup cette phrase de John Brinckerhoff Jackson : « *Il semble que nous vivions dans une période où les vieux paysages disparaissent tandis que de nouveaux paysages prennent lentement forme, fondés sur de nouvelles relations et de nouvelles attitudes vis-à-vis de l'environnement.* » Je pense qu'aujourd'hui les États-Unis sont en train de travailler sur quelque chose qui est de l'ordre de ce que Olmsted a mis en place au XIX^e siècle avec le grand système de parcs mais dans une vision qui est celle d'une ville écologique et résiliente qui, à mon avis, peut nous apprendre pas mal de choses.

Bruno Marmioli, *architecte-paysagiste*

Il y a un petit ouvrage qui s'appelle *La Pelouse américaine* qui reprend le thème des graminées sauvages en expliquant que le patriotisme américain se mesure au degré d'entretien des pelouses en front yard plus ou moins entretenues en fonction du degré d'attaque ou d'agressivité des pays limitrophes. C'est un bon indicateur pour montrer à quel point la démarche artistique doit tordre le bras à des valeurs culturelles qui sont extrêmement ancrées aux États-Unis dans le principe de Nation.

Beuys est le premier à avoir initié ces démarches spontanées et collectives dans l'espace public quand il a lancé la plantation de 7 000 chênes. C'est intéressant de voir à quel point de cette initiative phare est née une succession d'enfants de Beuys qui maintenant redeviennent hyper légitimes puisqu'on en arrive à des concepts urbains qui transcendent même le travail des urbanistes.

Serge Kempeneers, *directeur de la division espaces verts, Bruxelles Environnement*

Tu n'as pas vraiment parlé du Landscape Urbanism. Je pense à Wallstroem qui a publié des bouquins là-dessus. Je ne sais pas s'il faut parler d'une école, d'une tendance, mais c'est en tout cas quelque chose qui apparaît de plus en plus dans les réflexions.

Nicolas Gilsoul, *architecte*

Tout à fait, mais je ne pensais pas que c'était l'objectif du colloque. Même les jardins insoupçonnés sont un petit peu rebelles. Je pensais que c'était indispensable d'en parler parce que ce sont d'autres jardins qui font partie de la

construction de la ville et l'on voit que les deux sont en train de trouver des synergies.

Dans les interviews de Richard Reynolds, il y a quelque chose de très intéressant par rapport à ces jardins rebelles, c'est ce combat qu'il y avait entre d'une part les jardiniers rebelles, en tout cas le combat perçu, et d'autre part les concepteurs ou les entreprises de jardinage qui travaillent pour les villes et qui voyaient ça d'un très mauvais œil. Il dit la chose suivante : « *Les paysagistes ont tendance à préférer les projets prestigieux. L'objectif est de susciter admiration et respect, d'impressionner les médias locaux, de créer du capital culturel pour que la ville puisse jouir de son image de marque et de bien remplir le portfolio de l'architecte. Les Green Guerillas sont des fantassins libres tandis que les paysagistes sont des grands stratèges positionnés loin de la ligne de feu et qui se fient à leur infanterie et à leur cavalerie mécanisées pour réaliser et entretenir leur vision.* » Je pense que cette vision est un peu dépassée. Aujourd'hui, le rôle du paysagiste, en tout cas en France, est davantage celui d'un médiateur culturel dans ces jardins. Je pense qu'il y a des choses à deux vitesses.

Jacques Soignon, service des espaces verts et de l'environnement, Ville de Nantes

Il y a un réseau qui s'appelle le Jardin dans tous ses états qui a été en France le déclencheur de beaucoup de choses. Il y a eu un premier congrès à Lille en 1997. C'étaient des agitateurs qui vivaient vraiment en marge et déjà presque des guérilleros dans leur manière de vivre. Aujourd'hui, il est amusant de voir que c'est considéré très sérieusement dans la plupart des villes.

A Nantes, nous avons suivi assez rapidement cette affaire, cela nous a plu. Aujourd'hui, nous jouons un peu les guérilleros, c'est-à-dire qu'on lance des choses en événementiel dans la ville à grande échelle et derrière on « crée la panique ». Cette année, on a planté 2 000 fruitiers en centre-ville, quelques milliers de légumes, y compris dans les ronds-points en plein centre. Et ce qui devait être a priori éphémère se prolonge parce qu'on sent bien que le public adhère très vite. C'est un mouvement absolument passionnant qui mérite d'être beaucoup plus analysé.

Nathalie Blanc, CNRS

Je voudrais revenir sur l'importance qu'il y a à distinguer ces différents types de vert du point de vue des processus sociaux qui sont derrière. Parce que derrière la notion de ville résiliente, il y a aussi l'idée qu'il y a une société urbaine, qu'il y a des gens qui vont être plus ou moins capables de résister et pour lesquels le vert ou la nourriture constituent un moyen de s'adapter à des changements

environnementaux. Je crois qu'il faut distinguer cela du verdissement des toits de Chicago, par exemple, où la question de la biodiversité n'est souvent pas prise en compte, c'est juste utilisé comme un « tampon isolant ». Je crois donc qu'il est important de ne pas avoir une approche uniquement formaliste de ces questions du vert. C'est un peu le reproche que je faisais à La Ville fertile, c'est d'avoir une vision non problématisée du point de vue des populations, du point de vue de la critique sociale.

Pour revenir à la question du vert et de l'adaptation au changement climatique, on constate que les plans climat portent beaucoup sur des systèmes urbains qui s'adaptent, donc ils se donnent les moyens de l'adaptation, mais peu sur les populations.

Nicolas Gilsoul, *architecte*

Par rapport aux toitures de Chicago ou autres, je ne peux pas m'empêcher de considérer que l'ensemble de ces toitures est un jardin potentiel extraordinaire au niveau biodiversité et que l'on peut aller beaucoup plus loin que le plan action climat.

Nathalie Blanc, *CNRS*

On a travaillé sur l'impact en termes d'isolation thermique et de biodiversité de ces toitures végétalisées. Il y a d'abord la question de la terre à amener et de la profondeur nécessaire pour avoir un type de biodiversité qui soit intéressant. Après, il y a la question de la contiguïté de ces espaces avec d'autres et, souvent, la distance est très importante entre ces buildings. Puis, du point de vue de la sécheresse cela pose un vrai problème parce que ce sont des espaces qui sont beaucoup plus soumis au rayonnement solaire.

Nicolas Gilsoul, *architecte*

A Harvard, ils ont mis en place un jardin-laboratoire sur une des toitures de New York qui est également un relais migratoire pour les oiseaux. En plus, c'est un milieu autonome. Je comprends que cela pose plein de problèmes, mais de la même manière que s'ils mettaient tout le verre pour retransformer l'ensemble de l'estuaire cela poserait des problèmes techniques extraordinaires. En même temps, je pense que c'est en ayant des visions utopiques là-dessus que l'on soulève ensemble une question qui me semble fondamentale : on imagine les plans à plus trente ans aujourd'hui ici sur des évolutions de populations mais peu sur des évolutions de climat ou des évolutions d'écologie. Olmsted disait qu'il ne travaillait pas sur les villes pour lui ou ses enfants mais pour ses arrière-petits-enfants. Je pense que si l'on commence à travailler pour nos enfants, ce sera déjà pas mal.

Bruno Marmioli, *architecte-paysagiste*

Ces toitures végétales créent effectivement de l'icône abondamment utilisée mais elles créent peu de patrimoine parce que l'on ne sera jamais en mesure de mettre sur une toiture des structures de terre végétale susceptibles de supporter des ligneux, des grands arbres. C'est extrêmement surfacique. La question de temporalité de ces interventions se pose car ce qui fonde la patrimonialisation du végétal c'est son inscription dans le temps. Donc plutôt le rapport à l'arbre que le rapport à la couverture herbacée que l'on peut mettre à 25 mètres de hauteur.

GrandLyon

Juliette Castay, responsable du service écologie, Grand Lyon

Nous allons observer trois jardins et analyser leur développement et la pratique du jardinage en ville, la manière dont ils influencent les dynamiques de fabrique du territoire urbain de l'agglomération. Mais, avant tout, il nous semblait important de vous présenter quelques éléments sur notre territoire et sur l'histoire des jardins de l'agglomération lyonnaise.

Le Grand Lyon est un territoire de 51 500 hectares constitué de 58 communes qui correspondent à neuf bassins de vie avec, en termes urbains, le fleuve Saône et le fleuve Rhône principalement. Le Grand Lyon c'est 1 282 000 habitants, près de 600 000 logements et 660 000 emplois. Il est important d'avoir en tête que le SCOT fixe à l'horizon 2030 un objectif de 150 000 habitants supplémentaires. 50 % du territoire est composé d'espaces naturels et agricoles. Il y a un enjeu à préserver cet équilibre entre ville et nature, entre espaces naturels et agricoles et espaces bâtis.

Le Grand Lyon est une institution qui a été créée en 1969 avec, pour compétences, les services publics urbains (eau, assainissement, propreté, voirie), l'économie d'urbanisme avec notamment le PLU communautaire, les actions de soutien en faveur de la préservation et de la promotion des espaces naturels. En 1992, il y a eu la création de la mission écologique, l'adoption d'une charte de l'écologie et la définition d'une trame verte permettant de définir un réseau d'espaces naturels peu ou pas bâtis de la périphérie vers le centre-ville, avec un enjeu et un objectif de préservation et de valorisation.

Dans le cadre de cette dynamique de trame verte, le Grand Lyon a adopté en 2006 une nouvelle politique communautaire, « Jardinons le Grand Lyon », en faveur des jardins collectifs, la compétence des parcs et jardins publics restant une compétence des villes. Le Grand Lyon a voulu impulser une nouvelle dynamique sur de nouveaux jardins en ville qui se décline en quelques grands axes : assurer le maintien des jardins collectifs existants, car il y a une réalité historique des jardins collectifs sur le Grand Lyon ; accompagner les initiatives communales pour implanter de nouveaux jardins ; intégrer le jardin comme un élément d'aménagement urbain ; profiter des jardins pour encourager des pratiques de jardinage respectueuses de l'environnement ; encourager le développement du jardin comme outil de rencontre et de lien social. « Jardinons

le Grand Lyon » est donc conçu dans une dynamique partenariale en lien avec les communes et les associations du territoire dans une véritable logique de réseau.

Béatrice Charre, association *Le Passe-Jardins*

Je vais vous faire une présentation rapide de l'histoire des jardins du Grand Lyon. Les premiers jardins ouvriers sont nés à cinquante kilomètres de Lyon, à Saint-Etienne en 1894. Le mouvement des jardins ouvriers a été créé à Lyon en 1896. Les cités-jardins et les jardins d'entreprises, ou jardins ouvriers, se sont développés à Lyon au début du XX^e siècle. Jusqu'à dans les années 50, il y a eu une vague de développement de jardins municipaux avec plus de 400 parcelles créées sous le mandat d'Édouard Herriot. Après-guerre, le nombre de ces jardins diminue fortement, neuf sur dix disparaissent. C'est à ce moment que les jardins ouvriers deviennent des jardins familiaux – contrairement à Toulouse, pour nous jardins ouvriers ou familiaux c'est la même chose.

Au début du XXI^e siècle, une nouvelle dynamique s'enclenche avec les jardins partagés. Une loi votée au Sénat en 2003 – elle n'a pas été votée à l'Assemblée nationale – apporte une reconnaissance légale à l'émergence des jardins d'insertion et des jardins partagés aux côtés des jardins familiaux en définissant un grand ensemble appelé jardins collectifs. Ces jardins collectifs sont donc composés de trois sous-ensembles : les jardins familiaux, dits également ouvriers ; les jardins d'insertion, qui sont des jardins type jardins de Cocagne accueillant un public en difficulté qui va produire un maraîchage biologique qui sera vendu à un réseau d'adhérents ; les jardins partagés, qui regroupent toutes les autres formes de jardins, notamment des jardins qui ont des objectifs de création de lien social et de développement d'activités culturelles et ludiques dans l'espace public.

La dynamique des jardins partagés se développe sur le Grand Lyon avec l'association le Passe-Jardins qui se crée en 1998, l'association Le Jardin dans tous ses états et une convention partenariale entre le Passe-Jardins et le Grand Lyon en 2000 pour accompagner l'émergence de cette nouvelle forme de jardins. Le premier jardin partagé de l'agglomération a vu le jour en 2001.

Aujourd'hui, selon les trois formes de jardins collectifs, nous avons 65 sites de jardins familiaux qui représentent 75 hectares et 4 000 familles, soit environ 53 familles à l'hectare. Nous avons 6 sites de jardins d'insertion qui représentent 11 hectares ; ce sont des jardins avec une vraie vocation productive, avec des emplois. Puis il y a 70 sites de jardins partagés qui représentent 5 hectares pour 1 300 familles, soit 260 familles par hectare. La superficie totale des jardins du Grand Lyon est de 90 à 100 hectares actuellement.

Nous avons sélectionné trois exemples sur les 140 jardins existants pour éclairer les trois axes d'analyse du séminaire : l'espace et la temporalité du jardin dans la métropole ; la dimension vivrière du jardin pour une économie de la subsistance ; la place des jardins dans l'aménagement de la métropole durable.

Premier exemple : Le jardin de Brin d'Guill. Nous sommes en centre-ville, dans le 7^e arrondissement, dans le quartier de la Guillotière. Depuis 2003 l'association Brin d'Guill a engagé des actions de végétalisation participative, elle a développé toute une démarche de jardinage du quartier. Le jardin n'est pas clos, n'est pas défini, avec l'idée du jardinage qui va diffuser dans tout un quartier. Cela se traduit par un jardin, Ilôt d'amaranthes, qui fait environ 150 m² ; une opération appelée Jardins nomades ; une opération de végétalisation des trottoirs des rues ; une opération de compost de quartier.

Le premier jardin a été le jardin de l'artiste Emmanuel Louisgrand. Il l'a créé en appui avec une galerie du quartier, avec des financements dans le cadre de la politique de rénovation urbaine puisque nous sommes dans un quartier en contrat urbain de cohésion sociale sur lequel il y a un projet de renouvellement urbain qui existe depuis des dizaines d'années. Des immeubles sont rachetés au fur et à mesure et détruits, il y a beaucoup de dents creuses et de zones de friches. Dans ce quartier, il y a donc eu un projet d'artiste avec un visuel très fort de cages orange avec au début une plantation d'amaranthes mais les habitants n'y avaient pas forcément accès dans un premier temps. Ce projet s'est déroulé en plusieurs phases, au fur et à mesure de l'avancée des démolitions du quartier.

En 2004, une association d'habitants a commencé à investir les petites friches, des parcelles de l'ordre de 50 à 100 m², avec des bacs. C'est ce que l'on a appelé l'opération Jardins nomades. Ces terrains, appartenant au Grand Lyon, ont été squattés par les riverains. De petites dents creuses pas trop entretenues ont été végétalisées par les habitants pour créer ces petits jardins nomades avec l'idée qu'ils pourraient être déplacés. Les habitants ont ensuite récupéré le jardin d'artiste ; ils l'occupent et l'animent aujourd'hui.

La troisième opération a été la végétalisation des trottoirs avec l'opération Petits Brins Urbains. Cela s'est fait en partenariat avec les espaces verts de la Ville de Lyon via l'opération micro-implantation florale (MIF). Il y a un partenariat entre les services espaces verts et les services de la voirie pour créer des microfissures dans les trottoirs. Ces fissures sont ensuite adoptées par les riverains qui les végétalisent dans le cadre d'opérations festives dans le quartier.

La dernière opération a été un compost de quartier mené avec une autre association du quartier. Les habitants amènent leurs déchets ménagers végétaux pour alimenter le compost qui vient ensuite alimenter les jardins.

Une des grandes caractéristiques de l'association Brin d'Guill, qui comporte soixante-dix familles adhérentes, est la dimension de convivialité et d'animation du quartier avec un certain nombre d'événements. Nous sommes là dans un quartier qui comporte une population très mélangée, avec des personnes en grande précarité et de nouveaux arrivants.

La question que nous pose cette expérience c'est la prise en compte dans le cadre du renouvellement urbain des expérimentations citoyennes qui vont préfigurer les mutations urbaines du quartier, puisque ce quartier est toujours en cours de transformation. Ces expériences qui sont menées depuis presque dix ans ont été reprises dans les projets du Grand Lyon pour le réaménagement du quartier.

Deuxième exemple : Le jardin les Pot'iront. Là, nous sommes à la périphérie de l'agglomération. La commune de Décines est une commune périurbaine de 27 000 habitants qui avait un fort patrimoine de maraîchage en déprise. Dans le SCOT, il a été retenu que cette zone limitrophe à la zone de captage d'eau potable du Grand Lyon reste une zone maraîchère. La commune met en place du rachat de terrain, 2 hectares sont achetés permettant l'installation d'agriculteurs pour une production en circuits courts.

En 2008, une association s'est créée sur l'est lyonnais sur le modèle d'une association de l'ouest lyonnais, Côté Jardins, qui existe depuis une vingtaine d'années, avec pour but de produire du maraîchage biologique pour ses adhérents. La commune a mis à disposition un terrain de 3 hectares où ont été implantés des tunnels de production, un local bureau et outillage, un puits, etc. L'objectif de cette association est de cultiver collectivement un jardin selon des méthodes agrobiologiques et de répartir la production entre ses adhérents ainsi que de favoriser le développement de toutes les activités culturelles, sociales, scientifiques, pédagogiques et économiques qui s'y rattachent. C'est un peu le concept de la crèche parentale. Une crèche parentale ce sont des familles qui se regroupent pour salarier des professionnels de la petite enfance qui vont s'occuper de leurs enfants et qui assurent à tour de rôle une présence auprès des enfants en complément des salariés permanents. Là, des familles se regroupent pour salarier un maraîcher professionnel qui va produire leur alimentation familiale, en échange de quoi ils partagent les tâches maraîchères avec lui.

Aujourd'hui, il y a 105 adhérents pour 85 parts-paniers, ce qui veut dire que 85 paniers sont livrés hebdomadairement. Les personnes s'engagent à six journées de participation par an, notamment pour la récolte, deux journées de culture et des journées de chantier divers. La dimension conviviale est très importante dans ce projet. Le maraîcher est salarié 60 % de son temps à l'année et un saisonnier

à 30 %. Le projet est économiquement autonome car les adhésions des membres permettent de financer l'intégralité du budget de fonctionnement. Le fonctionnement annuel est de 35 000 euros (salaires, intrants, semences, petits équipements) et les recettes annuelles sont autour de 42 000 euros. Des subventions de la Région Rhône-Alpes, du Grand Lyon et de la Fondation de France à hauteur de 129 000 euros ont permis de financer une partie du démarrage et de l'investissement initial.

Cet exemple nous présente une nouvelle forme de production agricole qui va interroger les réflexions actuelles sur l'agriculture urbaine et périurbaine et la production/consommation par des circuits courts et sur l'utilisation des terres non urbanisables à la lisière de la ville et des terres agricoles périurbaines.

Coralie Scribe, paysagiste, association *La Jardinière Partageuse*

Troisième exemple : Les jardins de Fontanières. Je vous propose de transcrire une expérience de jardinage, puisque je jardine dans ce jardin, et un regard de paysagiste : cette espèce de double échelle que ma pratique me permet d'avoir. Ce jardin est en quelque sorte un nouveau jardin de plaisance et de production dans la métropole lyonnaise. Il va me permettre de développer trois analyses, trois pistes de travail : le jardin-site, le jardin-arche et le jardin-pépinière.

Le site de Fontanières est un site de 1,5 hectare qui se situe en face du Confluent. La Balme est un paysage très important à Lyon, c'est un coteau à l'ouest de Lyon qui offre des points de vue très singuliers sur la ville qui font vraiment partie de l'identité du paysage de la Saône. C'est surtout une géographie très capricieuse, impétueuse d'une certaine manière puisque Balme vient du latin balma qui veut dire grotte. Il y a donc des risques d'éboulements de terrain. Ces jardins existent encore, tout simplement parce que ce site n'a pas pu être urbanisé. Ce n'est pas une terre inondable mais elle présente d'autres risques.

Une des caractéristiques de Fontanières est d'être une ancienne maison des champs. Au XVI^e et XVII^e, la noblesse lyonnaise installe sur ces coteaux privilégiés, plein ouest avec des vues lointaines, des maisons des champs, lieux de culture et de villégiature qui permettent de quitter la ville en en restant tout proche et en y développant des lieux de production de proximité.

En 1930, cette maison des champs, qui fait une dizaine d'hectares, est séparée en trois lots : un premier lot de logements ; une résidence de luxe est construite dans les années 80 sur le deuxième lot ; le troisième, la partie potager, inconstructible, va rester en l'état. En 1940, la guerre éclate, il y a pénurie alimentaire et le verger-potager est divisé en parcelles de jardins de survie. En

1995, le site est mis en vente et les jardins, qui n'intéressent personne (car inconstructibles), sont abandonnés. Il faut attendre dix ans pour que Frédéric Reynaud, paysagiste lyonnais, rachète le terrain et décide de le restaurer. En dix ans, ces parcelles de jardins vivriers ont été regagnées par la nature. C'est une notion importante. Aujourd'hui, il y a 80 jardiniers, 40 parcelles de 100 à 300 m², un rucher de 30 ruches, des espaces en belvédères collectifs, des prairies, etc.

En 2006, le terrain est racheté et 80 jardiniers participent à la restauration du site (défrichage, débroussaillage, élagage des vieux arbres fruitiers, restauration des cabanes, reconstruction de murs de clôtures en pisée, etc.) et les parcelles sont distribuées. Aujourd'hui, les jardins sont totalement occupés par ces 80 jardiniers. Il y a 10 % de retraités, qui sont les anciens jardiniers, 50 % de couples avec enfants, plutôt jeunes, et 40 % de célibataires. Une parité hommes/femmes a été instaurée. Les pratiques de jardinage sont résolument écologiques. Les jardiniers doivent donner au minimum une demi-journée de travail collectif par an. Ces jardins sont loués 35 euros/mois pour une parcelle de 100 m² avec un bail renouvelable annuellement.

Je vous propose maintenant d'aborder une première idée qui est l'idée du jardin-site, l'enjeu étant de planifier et de composer à l'échelle du paysage de la métropole des jardins-sites de cultures et de villégiature. Les jardins de Fontanières sont intéressants parce qu'ils portent la question du jardin à une échelle géographique et de grand paysage. On se rend compte que le jardinage est une façon de limiter l'érosion des sols, de gérer l'eau, de cultiver une végétation qui va empêcher la balme de glisser. Les jardiniers entretiennent d'une certaine façon le paysage. Le site de Fontanières participe également à la composition d'un paysage à la croisée de deux projets urbains très importants, le projet des rives de Saône, des kilomètres de rives qui sont en cours d'aménagement, et le projet d'aménagement du quartier de la Confluence. Le jardin-site perpétue un dispositif paysager dans la tradition des maisons des champs, c'est-à-dire « être en ville et pouvoir s'en évader très rapidement ». En effet, on constate dans la pratique qu'un certain nombre de citadins peut produire sa nourriture, s'évader à deux pas de la ville-centre mais aussi s'approprier l'usufruit collectif du sol de la ville et y trouver une certaine légitimité en le rendant visible depuis l'espace commun. C'est finalement cette idée d'ailleurs et de grand paysage que l'on a dans le jardin.

Regardons maintenant le jardin-arche. L'enjeu est d'ancrer sur le territoire de la métropole des jardins-arches où s'hybrident nature et culture. Ce n'est pas facile à expliquer mais je vais tenter de le faire. Le jardin est un clos où l'on cultive le meilleur ; c'est une définition. Le jardin-arche, notamment à Fontanières, est un espace clos mais perméable, poreux à la nature où l'on cultive le meilleur mais de

la biodiversité sauvage et domestique. Le jardinier en est l'acteur, le gardien, et j'irais même jusqu'à dire l'entremetteur. Or aujourd'hui le jardinage écologique et « jardiner avec la nature, jamais contre », pour citer Gilles Clément, cela ne coule pas de source dans les jardins.

Le positionnement du site de Fontanières, au cœur de la balme lui donne une force, une évidence, une vitalité écologique. Le jardinier s'inscrit spontanément dans un territoire plus vaste, un écosystème, la balme, la Saône, « les éléments », et il adopte un mode de jardinage naturellement écologique. Les jardins de Fontanières sont très singuliers parce qu'ils renaissent en 2006 sur un site marqué par la tradition des jardins familiaux, qui est quand même notre patrimoine, et l'abandon à la nature, à la friche, parce que la nature est très vite vigoureuse sur cette balme. Du coup, cet héritage entre nature et culture a d'une certaine manière libéré les usages, l'esthétique associée au jardin traditionnel. Il n'y a pas d'a priori. Il a ouvert l'esprit, l'imaginaire des jardiniers ainsi que les pratiques.

Il me semble que ces jardins-arches, jardins-abris, refuges, vont devenir un maillon nécessaire à l'équilibre de la métropole. Les jardins ne sont plus positionnés en creux de l'urbanisation, en négatif des constructions où en attente d'aménagements. Les jardins-arches devraient être planifiés, implantés dans des espaces généreux et nobles de la métropole, en contact avec la nature, favorisant un brassage de la biodiversité et rendant évidentes les pratiques de jardinage écologique qui ne sont pas du tout évidentes aujourd'hui. On peut rêver d'un archipel de jardins-arches qui enrichissent les corridors écologiques, les trames vertes, les domaines agricoles, les lisières périurbaines. Le jardin des Pot'iront est sans doute un jardin-arche et un jardin-site, à sa manière.

Le jardin-pépinière est le lieu privilégié où l'on rassemble et protège les espaces comestibles de la métropole. L'idée c'est de passer du terrain au terroir et de conforter ces jardins-pépinières, conservatoire de la biodiversité non plus sauvage mais domestique, de la biodiversité nourricière. Lyon est une capitale gastronomique, ne l'oublions pas, c'est quand même quelque chose qui compte, qui a une histoire très singulière par rapport à l'horticulture, par rapport à l'obtention de variétés. C'est un véritable patrimoine. Dans ces jardins tout simples, des citoyens, des citoyens-jardiniers vont mettre en œuvre des pratiques et des espaces pour conserver la Reine-claude d'Oullins, la Calville des Monts d'Or, etc.

Jardins-sites, jardins-arches, jardins-pépinières... Nous avons une boîte à idées qu'il faut ouvrir aux multiples acteurs de la ville avec l'idée de passer d'une boîte à idées à une boîte à outils.

La Guillotière, le jardin de la ville dense. Il y a aujourd'hui un réaménagement urbain sur ce quartier et l'on se demande comment les maîtres d'œuvre, qui découvrent finalement une nouvelle façon de concevoir les espaces publics de la Guillotière, vont composer en inventant avec les habitants qui sont impliqués dans le quartier. Quelle dynamique en tirer pour enrichir les espaces publics, les programmer, les concevoir différemment ?

Pour le site de Pot'iront, une question vient à l'esprit. Là, on est vraiment sur un tissu périurbain, avec beaucoup d'agriculture néanmoins, et il faut stopper « l'hémorragie de l'étalement urbain ». Ce modèle du lotissement avec maisons, petits jardins, barbecues, piscines, serait donc remis en question. La programmation de nouveaux logements collectifs qui laisse place à des jardins-arches, à des jardins-sites, ne peut-elle pas répondre à de nouvelles aspirations et de nouveaux usages ? Ces jardins peuvent-ils s'inscrire concrètement, puisqu'on parle d'outils, dans le cadre de la révision en cours du PLU ?

A Fontanières, un service des balmes gère tous les coteaux, y compris celui du Rhône. Ce service ne peut-il pas s'appuyer sur l'expérience des jardins de Fontanières et réviser sa réglementation dans une ville qui se densifie ? La balme de la Saône est en grande partie classée au PLU en espaces boisés classés, elle est donc figée. Ne pourrait-elle pas retrouver ses usages originels de jardins, d'agriculture urbaine, de maisons des champs ?

Par rapport à ces outils, la question est de savoir si le moment est venu d'associer ces jardins à une nouvelle dynamique de grands projets, de voir comment ils peuvent s'inscrire dans une politique d'aménagement du territoire. Une des pistes que je veux donner c'est l'idée de jardins-ressources, créer un réseau de jardins autour des savoir-faire jardiniers sur l'ensemble du territoire de la métropole parce que les expériences sont éparpillées mais nombreuses. Il y a l'idée de mailler le territoire autour de ces savoir-faire.

Ces nouvelles formes de jardins n'existeraient pas sans les jardiniers-citoyens, ce sont eux les acteurs de la métropole jardinée. Aujourd'hui, il ne suffit pas de faire des jardins, il faut aussi faire des jardiniers. Au XXI^e siècle, les populations métropolitaines n'ont plus de contact avec la terre. On rêve beaucoup de jardin mais comme nous sommes coupés de nos racines et de ces savoir-faire, on peut comprendre que ce soit difficile. Je pense aussi qu'il faut inventer de nouveaux métiers de jardiniers, il faut créer des métiers de jardiniers régisseurs, de jardiniers animateurs. En tout cas, il n'y aura pas de jardins sans jardiniers et sans jardinage.

Il faut changer de modèle, chercher d'autres façons de jardiner en ville et dans la métropole, à toutes les échelles, imaginer le nouveau jardin métropolitain. Ces

jardins peuvent être une matière, un outil pour réfléchir à une nouvelle programmation de jardins. A Fontanières, on a des parcelles de 100 à 300 m² dans un cadre écologique généreux, on a des urbains habitant en hyper-centre, de classe moyenne, plutôt jeunes, pour moitié des femmes – je rappelle que les jardins familiaux sont historiquement masculins – et pour moitié célibataires. C'est une catégorie de population qui n'a pas accès aux jardins familiaux et qui n'a pas forcément les moyens d'acheter une résidence secondaire – ce n'est d'ailleurs pas le but de la ville durable. Cette catégorie de population est prête à payer un loyer mensuel, ce qui revient moins cher que de prendre la voiture pour aller à la campagne ou s'acheter un panier bio dans une AMAP. La question c'est de savoir pour qui faire des jardins et comment. Vaste question... Les initiatives que nous avons vues sont des initiatives privées. Je me demande s'il ne faut pas encourager le partenariat public-privé pour la création de nouveaux jardins. Rappelons que les premiers jardins ouvriers furent créés par des patrons d'usine qui a priori n'étaient pas des philanthropes. Les futurs jardins sont de nouveaux équipements d'intérêt public qui portent des valeurs et des enjeux pouvant sans doute attirer de nouveaux financements.

Juliette Castay, responsable du service écologie, Grand Lyon

Je vais conclure ce voyage autour de trois exemples sur l'agglomération lyonnaise qui nous interpellent sur la place des jardins dans la métropole. Les jardins collectifs du Grand Lyon concernent environ 21 000 personnes sur 90 hectares. Nous sommes vraiment sur des initiatives-laboratoire où l'on invente au quotidien avec les acteurs du territoire de nouvelles formes, de nouvelles propositions, de nouvelles structures à la fois en termes de paysages et d'outils.

Nous nous interrogeons actuellement sur quelles nouvelles perspectives et quels nouveaux outils pour conforter les nouveaux modèles et sécuriser le foncier. Le Grand Lyon est actuellement en train de réviser son PLU et la question se pose d'avoir des parcelles classées en jardins avec un règlement adapté pour faire en sorte que cette spécificité d'occupation du sol soit actée dans les documents de planification. Puis il faut peut-être s'interroger sur un changement d'échelle. Est-il raisonnable, et sous quelle forme, de se fixer par exemple un objectif de 50 % d'urbains concernés par les jardins ? Mais quels urbains ? Tous les urbains ? Les urbains du centre-ville ? Et quelle typologie de jardins ? Jardins d'usage ? Jardins-paysages ? Jardins-sites ? Jardins vivriers ? Ce sont toutes ces questions qui se posent à nous aujourd'hui et dont je vous propose de débattre ensemble.

Ares Kalandides, *urbaniste*

Je demande pourquoi, dans les jardins partagés, vous comptez en familles alors que vous nous dites que ce sont très souvent des célibataires qui participent à ces jardins. Je vois là une petite contradiction. Vous avez également dit que la moitié des jardiniers étaient des femmes ; est-ce qu'il y a réellement un partage du travail au jardin entre hommes et femmes ? Comment les personnes du troisième âge s'inscrivent-elles là-dedans ? Je voudrais également savoir comment fonctionnent les jardins-nomades.

Béatrice Charre, *association Le Passe-Jardins*

On devrait plutôt dire foyers que familles. Un foyer équivaut à une adhésion. Comment fonctionnent les jardins-nomades ? Les habitants ont amené des bacs mais ils ne se sont pas encore promenés puisque les terrains qui ont été investis en 2004 ne sont toujours pas construits. Les jardins sont donc restés là où ils ont été implantés. Mais l'idée est que ces bacs, qui sont posés sur des palettes, puissent être déplacés avec des transpalettes.

Coralie Scribe, *paysagiste, association La Jardinière Partageuse*

Par rapport à la question hommes/femmes, je n'ai pas développé. Je n'oppose pas les jardins et les jardins familiaux mais c'est un héritage que nous avons qu'il faut réinterroger. Les jardins sont masculins et il est vrai que c'est plus difficile pour une femme... J'en parle d'autant mieux que j'ai jardiné pendant dix ans dans les jardins familiaux, j'ai été la première femme à débarquer dans une section de 200 jardiniers... Les femmes jardinent différemment, elles jardinent des fleurs, elles ont un autre rapport à la terre. Du coup, sans faire de généralités, quand il y a une parité hommes/femmes il y a des pratiques qui changent et l'espace change aussi, il est plus coloré... On laisse des espaces pour les enfants et tant pis si les semis ne lèvent pas, ce n'est pas grave. Il y a beaucoup plus de cultures non productives. C'est beaucoup plus familial dans ce sens-là.

Par rapport aux personnes plus âgées, dans les jardins familiaux il y a un partage de connaissances notamment, elles ont un certain savoir-faire. Il n'y a pas de solidarités particulières pour donner un coup de main ou pas, cela se fait naturellement. On parlait de biodiversité, là il y a un peu de tout, il y a toutes sortes de jardiniers, de populations, de la mixité, de l'intergénérationnel.

Béatrice Charre, *association Le Passe-Jardins*

Dans certains jardins ouvriers, à Lyon, on a une amende si on met trop de fleurs dans le jardin... Certains règlements sont assez archaïques... Les jardins partagés réinterrogent cette dimension. Ensuite, il y a toute la variété des jardins

et, par exemple par rapport aux personnes âgées, quand il y a un jardin à proximité d'une maison de retraite, elles viennent dans le jardin pour avoir des activités de jardinage. L'idée c'est de sortir les jardins des institutions, que ce soit l'école ou la maison de retraite. Le jardin est dans le quartier et les différents publics viennent dans ce jardin de quartier.

Emmanuel Raoul, secrétaire permanent du PUCA (*Plan urbanisme construction architecture*)

Dans l'expérience que vous avez montrée qui est dans une commune périurbaine, on a une sorte de professionnalisation du maraîchage, il y a un maraîcher professionnel qui est embauché par les familles. On voit bien que dans ce type de système on a des cycles de production des fruits et légumes. A un moment donné, on a tout d'un coup telle production qui devient disponible, à un autre moment c'est telle autre production, et il y en a qui sont stockables et d'autres pas. Comment fait-on pour les productions non stockables ? Est-ce qu'il y a une commercialisation de la production non stockable qui ne peut pas être autoconsommée par les familles ? Est-ce qu'il y a des échanges qui se font ? Comment cela se gère dans le concret ?

Béatrice Charre, association *Le Passe-Jardins*

C'est tout l'art du maraîcher que de faire un plan de culture adapté aux besoins de ces familles. Il connaît ces besoins à l'avance parce qu'il les a interrogées pour savoir ce qu'elles aimaient. Il y a une zone de stockage mais on peut dire qu'il y a peu de surplus. Ce système veut que l'on consomme les légumes de saison. Le lissage de la production sur l'année est techniquement compliqué mais pas impossible. Il existe au sein du Grand Lyon un laboratoire de transformation qui peut être mis à disposition des jardins, mais pour l'instant ils ne transforment pas. Ce sera peut-être une prochaine étape. Certains jardins de Cocagne le font.

Bruno Marmioli, *architecte-paysagiste*

A un moment donné, vous avez considéré que vous mettiez tous les jardins dans un ensemble nommé jardins collectifs. Vous avez anticipé une loi, qui s'est effectivement arrêtée à l'entrée de l'Assemblée nationale, dont la volonté était d'homogénéiser le statut des jardins, les jardins familiaux ou ouvriers qui bénéficient d'un statut légal et puis les jardins partagés qui n'en bénéficient pas. Vous anticipez le vote de la loi mais, en même temps, c'est tacite. Qu'est-ce que vous pouvez mettre ensuite en place réglementairement pour sécuriser le foncier, donner des droits, éventuellement accorder des subventions ? Parce que quand on est face à la construction d'un SCOT ou d'un PLU, sur le plan réglementaire cela ne tient pas.

Juliette Castay, responsable du service écologie, Grand Lyon

C'est un enjeu pour nous aujourd'hui mais pour lequel nous n'avons pas forcément toutes les clés. Ce sont des questions que l'on pose et que l'on se pose au sein du Grand Lyon dans le cadre de la révision du PLU. Pouvons-nous mettre en place des emplacements spécifiques ? un classement spécifique NJ, par exemple ? Aujourd'hui, nous n'avons pas la réponse.

Il y a une autre interpellation qui est récurrente au Grand Lyon. Lorsque le Grand Lyon met à disposition des terrains pour des jardins, terrains qui relèvent de réserves foncières en vue d'opérations de construction et d'urbanisation, que le projet qui a mis cinq ou dix ans à émerger arrive et que les terrains sont mis en vente, même si c'est ce qui était prévu initialement cela peut générer des frustrations et des crispations assez fortes. On sent bien qu'il y a aujourd'hui une espèce de tiraillement entre le Grand Lyon aménageur et le Grand Lyon valorisant la biodiversité et une dynamique de pratiques du jardin autrement. Il y a des choses à régler et aujourd'hui les réponses ne sont clairement pas là.

Béatrice Charre, association Le Passe-Jardins

Un budget a été alloué par le Grand Lyon à ces jardins sur fonds de concours des communes. Le Grand Lyon finance 40 % des investissements et il y a ensuite un financement pour l'animation du réseau. Il y a quand même des lignes budgétaires identifiées, sachant que le fonctionnement des jardins doit ensuite être pris en charge par les communes. Par exemple, la Ville de Lyon fait un appel à projet aux associations de jardins pour leur fonctionnement.

Nathalie Blanc, CNRS

Il y a un schéma de cohérence écologique au niveau régional qui va être appliqué. Est-ce qu'il va s'imposer au PLU communautaire ? Et, dans ce cas, quel lien faites-vous avec la possibilité de sécuriser le foncier pour les jardins en question ?

Béatrice Charre, association Le Passe-Jardins

Je sais juste que le SRCE est en cours d'élaboration en Région Rhône-Alpes. D'après ce que j'en ai compris, je crois que ce sont des éléments à très grande échelle par rapport aux enjeux des jardins. Il y a actuellement un travail à réaliser avec les services de la Région en charge de l'élaboration du SRCE pour que l'on prenne en compte la petite échelle et que cela intègre également des éléments que nous avons intégrés dans notre logique trame verte au Grand Lyon puisque la politique « Jardinons le Grand Lyon » est bien pour nous un des éléments de la politique de trame verte : il y a le travail sur l'agriculture périurbaine, le travail sur

les espaces naturels et le travail sur les jardins. Au niveau du SRCE, il semblerait que l'on soit plutôt sur une vision grand réseau de corridors écologiques. Il y a donc sans doute une articulation à trouver avec ces dynamiques à l'échelle régionale pour que les documents de planification soient sur des logiques de compatibilité.

Juliette Castay, responsable du service écologie, Grand Lyon

La Région Rhône-Alpes est dans une démarche de diagnostic des jardins partagés de la Région, parce que cela ne se développe pas que dans la métropole lyonnaise... Les Assises des jardins partagés de la Région auront lieu le 12 avril. Il y a une réflexion au niveau régional sur la mise en place d'une politique de soutien à ces jardins. Une synergie reste à trouver entre le niveau régional et le niveau communautaire.

Virginie Bathellier, directrice du programme POPSU

Je voulais savoir si dans les projets ANRU on intégrait systématiquement des projets de jardins partagés ou familiaux.

Juliette Castay, responsable du service écologie, Grand Lyon

Je ne pense pas que ce soit systématique. Par contre, dès qu'il y a une initiative ou un frémissement de quelque chose autour des jardins sur un territoire ANRU, c'est identifié et les partenaires des politiques trouvent assez facilement des interlocuteurs, des associatifs pour pouvoir aider au montage de projets. C'est l'intérêt du dispositif qui est mené depuis de nombreuses années à Lyon. Nous ne sommes pas dans une logique de systématique, au moins les outils et les acteurs sont connus. Nous sommes assez régulièrement interpellés au service écologie par des gens de la direction de la politique de la ville sur des besoins exprimés. Des acteurs de terrain au niveau communal interpellent également les associations pour dire qu'il faut faire émerger un projet de jardin dans le cadre d'un programme de rénovation urbaine.

Béatrice Charre, association Le Passe-Jardins

Le parti-pris du Grand Lyon n'était pas d'imposer des jardins mais d'être dans la réponse à l'initiative. Mais il y en a beaucoup, des projets de jardin se développent dans presque tous les projets ANRU.

Ares Kalandides, urbaniste

Est-ce qu'il y a eu des conflits ou une résistance contre les jardins, surtout en centre-ville ? Si oui, quelle a été l'argumentation ?

Béatrice Charre, *association Le Passe-Jardins*

Les huit premières années du développement des jardins, il y a eu peu de conflits. Au niveau de l'association, nous accompagnons tous les démarrages de projets – nous avons une vingtaine de projets par an à l'étude – et avons peu constaté de conflits en milieu urbain. Maintenant que cela devient plus visible, plus connu, et que c'est parfois la mairie qui propose aux riverains que tel terrain pourrait devenir un jardin, des conflits peuvent apparaître. Dans le III^e arrondissement de Lyon, nous avons par exemple eu un conflit assez fort avec des riverains qui étaient contre. Ils avaient peur que cela fasse du bruit, que les gens fassent des barbecues et que cela sente mauvais, etc. Donc une peur du changement de l'espace qui est à côté de chez eux. Il y a eu des réunions publiques assez houleuses où s'affrontaient les pour et les contre. Au final, après avoir mené un travail pour intégrer ces oppositions notamment dans le montage du règlement intérieur du jardin, une partie des opposants sont aujourd'hui dans le jardin.

En fait, quand un jardin s'implante dans un lieu, il devient souvent le révélateur des tensions et conflits existant dans le quartier. J'ai connu récemment un conflit sur l'agglomération lyonnaise, dans un quartier d'habitat social où il y avait d'importants conflits avec le bailleur, qui était par ailleurs porteur du projet de jardin. Il y a eu des manifestations et des pétitions contre le jardin de la part d'un certain nombre d'habitants, même si d'autres étaient pour, qui s'opposaient par principe à tout ce qui venait du bailleur.

Serge Kempeneers, *directeur de la division espaces verts, Bruxelles Environnement*

J'avais une question par rapport au troisième jardin, celui qui est sur les coteaux, une propriété privée qui appartient à quelqu'un qui sait très bien ce qu'est le paysage. Est-ce qu'un plan d'aménagement a été fait pour conserver cet aspect paysager en y intégrant le côté productif ?

Coralie Scribe, *paysagiste, association La Jardinière Partageuse*

C'est un jardin-paysage. C'est pour cela que je parlais du jardin-arche et du jardinage écologique. On n'a pas fait table rase parce que, sinon, on aurait modifié sensiblement le paysage. On a gardé tous les vieux cerisiers, on a conservé le parcellaire, on a conservé un maximum de ces anciennes cabanes en bois qui donnent toute la poésie à l'espace. Il y a eu un travail participatif. Pas de plan, en fait. C'est aussi une autre façon d'exercer notre métier de paysagiste. On a fait vraiment avec les gens mais aussi avec des matériaux. Nous sommes paysagistes mais aussi jardiniers. Il n'y a pas eu de recomposition mais il y a des

projets, notamment pour révéler beaucoup mieux l'eau mais c'est aussi une question de moyens parce que c'est un projet qui ne bénéficie d'aucune subvention. Ce sont les loyers qui remboursent le prêt d'acquisition et qui vont permettre de réaliser d'autres investissements.

C'est un paysagiste qui a acheté le terrain parce qu'il fallait sauver ce site dont personne ne voulait, y compris la collectivité. Il s'est embarqué dans cette histoire et a embarqué avec lui 80 personnes.

Jacques Soignon, *service des espaces verts et de l'environnement, Ville de Nantes*

Je crois que ces jardins fonctionnent parce qu'il y a une qualité paysagère qu'on lui donne actuellement, il y a de l'investissement. J'ai le souvenir des premières opérations à Lille avec les vieux canapés à bout de souffle, les vieux matériaux, etc., où l'on avait senti que l'intégration était difficile parce que les riverains avaient tendance à assimiler cela à des installations nomades, à des bidonvilles. Nous, nous avons toujours voulu mettre de la qualité pour augmenter la valeur de l'endroit. Depuis que nous sommes sur cette option-là, finalement guère plus chère, le résultat est positif. On a aujourd'hui une très bonne acceptation de ces espaces-là dans toute la ville.

Béatrice Charre, *association Le Passe-Jardins*

Il faut accompagner ces projets. Il y a de l'ingénierie sociale et de la maîtrise d'œuvre sociale sur la création de ces sites.

Coralie Scribe, *paysagiste, association La Jardinière Partageuse*

Et de l'accompagnement sur les pratiques de jardinage éco-responsable. Parce qu'on est loin du compte...

Amsterdam

Femke Haccoû, *architecte-paysagiste, Ville d'Amsterdam*

La ville compte 800 000 habitants, un chiffre dont nous sommes fiers, et la région 2 000 000. Nous sommes situés dans la partie nord de l'Europe, un petit pays, un petit pays humide entouré d'eau. Tous nos projets prennent cet élément en compte. Le fleuve divise la ville en deux parties. Il constitue en quelque sorte une barrière. Les zones plus défavorisées sont plus à l'extérieur ainsi qu'au nord de la rivière qui sert de frontière. Nous sommes considérés comme une ville ouverte. Nous avons des corridors verts qui pénètrent la ville en tous sens. La zone de polders se trouve au nord et nous avons toute une série de canaux, des prairies et plusieurs parcs, des parcs plus anciens comme le Vondelpark, ou plus récents comme le Westerpark.

A de multiples reprises nous avons été frappés par des crises et nous essayons à chaque fois de réagir. En dépit de ces crises, nous essayons d'envisager de nouveaux programmes. Lorsqu'il s'agit de programmes d'urbanisme, nous pensons évidemment à l'aspect foncier et essayons de gagner sur la mer, c'est là notre défi majeur, pour accroître l'habitat et permettre aux gens de s'installer. C'est ce que nous appelons la nouvelle terre. Nous allons construire et gagner sur ces zones humides. Un grand nombre de projets étaient envisagés mais ils sont un petit peu à l'arrêt à l'heure actuelle. Nous disposons cependant d'un grand nombre de zones non construites et de nombreux jardins émergent en différents endroits. Nous avons une importante population turque notamment qui vit et s'implique dans ces jardins. Le long de l'axe sud, la population est très dense et les zones non construites sont utilisées par les restaurants pour cultiver leurs propres produits qu'ils utilisent ensuite en cuisine et proposent aux clients. A l'est de la ville, des enfants conduisent des projets au sein des différents jardins. Plus vers le centre-ville, une zone plus riche, les parcelles non construites peuvent être utilisées comme jardins nomades.

En 2010, nous avons lancé la vision prospective de la ville qui donnait toutes les lignes directrices pour le développement urbain à l'horizon 2040. Vous voyez sur la carte qui concrétise cette vision qu'il y a beaucoup de vert et qu'il n'y a pas de frontières entre Amsterdam et les villes limitrophes d'Amsterdam, pas de limites. Le vert devient la couleur majeure d'Amsterdam. Le processus de planification de la ville nous a conduits à discuter avec les villes avoisinantes pour pérenniser ces espaces verts. Le vert est à la mode, il est plus important que jamais chez nous.

Le maire de New York lui-même a évoqué ce point. Il y a deux semaines des articles hollandais ont indiqué que M. Bloomberg envisageait une Silicon avenue dans New York. Il a dit : « *Nous avons des parcs, c'est un grand changement dans notre manière de voir notre ville !* » Tout comme New York, nous essayons de nous fonder sur une économie basée sur la connaissance afin d'améliorer tous ces espaces verts. Nous avons beaucoup de jeunes chez nous mais ils manquent d'espaces publics pour se rencontrer, collaborer entre eux, voire travailler. Pour beaucoup d'habitants, les parcs sont une véritable extension de la salle de séjour. Les partis politiques, de droite comme de gauche se font les avocats de cette tendance.

Nous avons des jardins ouvriers qui sont proches de la voie de chemin de fer. Nous avons des zones agricoles urbaines, des terrains de sport. Les cimetières sont souvent conjoints à des jardins. Les parcs sont un véritable défi pour nous. Nous avons différents types de parcs et chacun d'entre eux a ses propres activités, ses propres fonctions dans le tissu urbain. Le « parc de poche » est un parc enchâssé dans du minéral mais avec pas mal de vert. Nous avons des parcs plus larges avec des zones de jeu pour les enfants. Nous avons les parcs de quartier qui peuvent être utilisés pour la vie de tous les jours, pour les marchés ou pour des événements spécifiques. Nous avons ensuite des parcs plus grands qui peuvent accueillir des événements à grande échelle, des événements sportifs, etc. Dans les City parks, vous pouvez avoir des cafés, des restaurants, ce qui veut dire que vous pouvez accueillir davantage de gens. Vous avez également des parcs où vous pouvez même disposer de la connexion wifi, ce qui veut dire que vous pouvez y travailler. Dans les parcs ouverts, vous avez la possibilité de pique-niquer, de passer la journée, voire un peu plus de temps.

Ces parcs sont des espaces conçus pour les habitants, ils ont tous une signification, un sens social. Les plans d'eau font toujours partie de nos espaces verts. Nous avons besoin de chacun de ces espaces verts. Nos villes sont de plus en plus grandes, nous avons à gagner du terrain sur la mer. Comme Amsterdam croît de 9 000 habitants tous les ans, nous devons pouvoir accueillir de plus en plus de gens et les inciter à rester dans nos villes pour renforcer l'économie et la vie de la ville, ce qui est bien sûr une ambition considérable. Traditionnellement, les étudiants venaient à Amsterdam et partaient à la fin de leurs études. Aujourd'hui, ils s'installent. Nous avons donc de plus en plus de jeunes et les familles s'enracinent. Mais la pression sur les espaces publics ne fait que s'accroître. Un travail de recherche mené en 2009 par Jos Gadet sur l'évolution de la fréquentation du Vondelpark depuis les années 70 a mis en évidence l'explosion du nombre de ses utilisateurs. Il y avait tellement de monde

le 1^{er} avril dernier que la police a dû venir pour chasser les gens et fermer le parc afin d'éviter des émeutes...

Pourquoi y a-t-il ce type de situation ? Tout simplement parce que les gens aiment les parcs, c'est un mode de vie, c'est à la mode. Ceci conduit au fait qu'ils peuvent être vraiment trop encombrés. Comme je le disais tout à l'heure, cette économie basée sur la connaissance nous incite à créer du social et de l'activité dans les parcs et pas uniquement au printemps ou lorsqu'il fait beau. Ils sont utilisés quotidiennement : pour des événements culturels, pour faire du sport, pour le plaisir... Les parcs ont quelque chose à offrir à chaque moment de l'année. On observe également un véritable lien entre la valeur du foncier et le succès de ces parcs. Lorsque nous avons étudié Westerpark qui est situé au nord-ouest de la ville, on a vu que le développement de son utilisation allait de pair avec le développement du quartier alentour. Dans les années 70, ce quartier était occupé par des squats mais petit à petit il a été reconstruit et les gens qui s'y sont installés ont ouvert des bars, des cinémas, des entreprises et se sont approprié le parc.

Cela nous a fait réfléchir parce que le développement de tout ce qui est vert ce n'est pas uniquement de l'écologie, de la protection des espèces, de la faune et de la flore, c'est également un bon retour sur investissement. Nous sommes un pays humide entouré d'eau, ce qui est un véritable défi pour l'avenir. Nous sommes menacés par la pluie, par l'eau des rivières, des fleuves et de la mer. C'est quelque chose que nous avons à gérer en permanence même si nous sommes protégés par des digues. Nous devons trouver de nouvelles façons de stocker l'eau, nous devons revoir nos systèmes de climatisation.

Nous avons également à relever des défis à plus court terme. Nos parcs sont surpeuplés, envahis par des déchets multiples, nous dépensons entre 500 000 et 800 000 euros par an pour les entretenir. La situation n'est pas très bonne. Nous allons donc devoir réfléchir à tout ceci mais également aux baux. Comment allons-nous faire pour offrir dans le futur la même qualité que celle que nous offrons aujourd'hui à la lumière des nouveaux défis qui se posent à nous ? Pour y arriver, il va falloir trouver de nouveaux partenariats. Devons-nous aller dans le sens des États-Unis où de grandes entreprises investissent dans les parcs ? Par exemple, Boeing et BP vont sponsoriser des grands parcs comme le parc du Millenium. Les temps ont changé, l'argent se fait rare, et pourtant nos objectifs sont les mêmes.

À l'heure actuelle, de nouvelles tendances se font jour. Nous avons des jardins communautaires, des jardins de famille, on voit de plus en plus d'enfants dans la ville, les entreprises s'impliquent au sein des villes. On voit également les

interactions en ligne. Nous n'avons pas de toits vraiment plats, ils sont plutôt triangulaires, ce qui n'est pas idéal pour des couvertures végétales mais nous essayons toutefois d'aller dans ce sens pour pouvoir stocker de l'eau.

L'agriculture urbaine se situe plutôt à la périphérie nord et ouest de la ville. Nous organisons des jardins dans lesquels la production des légumes est locale, donc proche du consommateur. Il y a de nouveaux mouvements qui sont en faveur du manger local et cette pratique colle parfaitement à cette nouvelle tendance qui consiste à protéger sa santé. Les gens apprennent ainsi à se caler sur ces nouvelles tendances. Nous avons aussi des jardins nomades en centre-ville, c'est très à la mode. Il est intéressant de voir qu'un grand nombre d'entreprises sont prêtes à jouer le jeu, à participer à ces projets. Nous avons par exemple une marque de bière et une banque qui participent à ces projets de jardins urbains. *(Projection d'un film illustrant ces projets).*

À l'ouest d'Amsterdam, on trouve des jardins familiaux ou communautaires dans des quartiers habités par une importante population de travailleurs turcs et marocains plutôt défavorisée. Ils cultivent ces jardins et consomment ensuite leur production. Ces jardins sont ouverts à tous, pas seulement à une classe donnée de la société.

Les jardins permettent aussi d'établir du lien entre les gens, de trouver de nouvelles façons de reconstruire un esprit communautaire qui s'était un peu perdu dans le temps. Un habitant a essayé de réaliser son rêve en créant l'an dernier un événement dans la cour d'une ancienne école où vivent des étudiants. Il y avait un jardin totalement abandonné juste à l'arrière de cette école et il a décidé d'en faire un jardin temporaire. Tout le monde s'est enthousiasmé, les gens ont commencé à en parler ensemble et c'est aujourd'hui un véritable succès. À tel point que le syndic qui dirige cette résidence d'étudiants a décidé de s'impliquer dans ce projet. Les gens de l'école qui résident dans ce bâtiment sont à même de montrer ce qu'ils font, quels sont leurs projets et cela ne fait que renforcer l'esprit communautaire. Le week-end prochain une équipe française va venir faire un documentaire sur ce projet.

Il y a beaucoup d'enfants à Amsterdam, c'est une ville jeune, et je travaille beaucoup sur ce sujet. J'ai conçu en tant que paysagiste pas mal d'aires de jeu pour les enfants parce que je crois que c'est intéressant d'inciter les jeunes à jouer dans la nature. Ces aires de jeu situées en centre-ville aident les jeunes à appréhender la nature, à être plus proches d'elle, à s'entraider. Je pense que c'est important pour leur développement personnel.

Une tendance venue des États-Unis pénètre le pays. Il y a deux ans, nous avons décidé de lancer un programme de plusieurs milliers d'heures de travail volontaire

mais on ne savait pas trop comment organiser les choses au départ. Et puis les gens ont eu envie d'aller aider. Des boîtes comme IBM sont tout à fait prêtes à participer à ces projets verts et même à y participer concrètement en donnant des heures.

Trust Noord est une autre initiative qui a pour but de faire du lien entre les gens dans des endroits moins favorisés de la ville. Ils collectent des fonds et demandent à des volontaires de s'impliquer pour organiser des événements dans les parcs, les nettoyer. Ils essaient également de sortir les gens de l'isolement en proposant de nombreuses activités. Il y a des adolescents, des enfants, toutes catégories d'âge dans ces parcs-là.

A quoi ressemblera la ville dans le futur ? Nous avons des données vertes complètement ouvertes qui peuvent être consultées par tous les habitants. Nous avons un projet qui s'appelle Play ! Amsterdam. Toutes les aires de jeu sont actuellement à l'étude. Nous essayons également de voir où l'on va planter telle ou telle plante, tel ou tel arbre, telle ou telle essence. Tout cela peut être visualisé et donne en temps réel la façon dont les gens exploitent ces espaces verts et ces jardins. Nous essayons non pas de réglementer mais de susciter la création de réseaux, de soutenir et d'accompagner les différentes initiatives comme celle de Farming the City qui est un projet de vente et d'innovation alimentaire. Je crois que nous avons un gigantesque potentiel.

Mais est-ce que cela suffira pour maintenir ces parcs surpeuplés ? Est-ce que cela suffira à faire de notre ville une ville durable et forte économiquement dans le futur ? Avons-nous besoin d'autres acteurs pour que cela soit possible ? Je me demande, comme cela se fait par exemple aux États-Unis où certains parcs sont subventionnés et « adoptés » par de grands hôtels, de grandes entreprises, si nous n'allons pas devoir nous aussi faire « adopter » nos parcs. Cela fait partie des choses qu'il faut envisager et dont il faut discuter.

Nathalie Blanc, CNRS

Travaillez-vous avec des chercheurs sur ce sujet ?

Femke Haccoû, architecte-paysagiste, Ville d'Amsterdam

Nous travaillons avec des chercheurs des trois universités d'Amsterdam et essayons d'associer nos forces. Nous avons pas mal de financements par le passé mais ils ont connu des coupes sombres récemment, donc la recherche est un petit peu ralentie. Mais nous conduisons aussi nous-mêmes des projets de recherche.

Nathalie Blanc, CNRS

Comment appliquez-vous ces résultats de la recherche ?

Femke Haccoû, architecte-paysagiste, Ville d'Amsterdam

Nous avons des collaborations dans le sens où nous échangeons les données et, comme je le disais, en tant que municipalité nous conduisons nos propres travaux de recherche. Nous avons des données ouvertes, donc nous pouvons les partager. Comme nous avons été à l'initiative de ce partage, d'autres personnes jouent maintenant le jeu et partagent leurs propres ressources avec nous.

Béatrice Charre, association Le Passe-Jardins

Par rapport au programme Farming the City, comment la municipalité appuie-t-elle ce programme ? Vous recensez les initiatives ? Vous en développez ?

Femke Haccoû, architecte-paysagiste, Ville d'Amsterdam

Nous recensons tous les projets. Nous les soutenons également puisque nous soutenons une plateforme, un programme, nous invitons des gens, nous organisons des réunions avec tous les gens qui peuvent être impliqués, nous soutenons des travaux de recherche. En ce sens, nous sommes des facilitateurs. Nous avons coutume de légiférer sur tout, nous avons une quantité incroyable de règles, de réglementations. Aujourd'hui, nous essayons de ne pas dire non mais plutôt de dire : « *Ce n'est pas une mauvaise idée, comment faire pour que ça marche ?* » Car l'innovation est un des buts de l'avenir, d'un avenir durable de la ville. Je crois que cela va dans le sens de la création du développement d'un nouveau mouvement de relation entre producteurs et consommateurs.

Béatrice Charre, association Le Passe-Jardins

Comment traitez-vous la question de la pollution atmosphérique ou de la pollution des sols par rapport à la production en agriculture urbaine ?

Femke Haccoû, architecte-paysagiste, Ville d'Amsterdam

En ce qui concerne la pollution des sols autour des villes, je dois dire que nos sols ont toujours été des terres agricoles, donc ils sont de bonne qualité. Ce n'est pas un problème. Nous n'avons pas de problème en ce qui concerne l'eau, nous avons des bassins de décantation et de désalinisation qui sont suffisants, nous avons de l'eau fraîche, de l'eau potable. En revanche, en ce qui concerne la pollution de l'air, nous voulons utiliser nos couvertures d'arbres pour qu'elles fassent office de climatisation pour la ville. Nous pensons utiliser les vents dominants pour que l'air chaud puisse être chassé plus facilement. Pour en revenir à la pollution des sols en centre-ville, avec les jardins temporaires nous

sommes dans des containers, donc sans contact avec le sol. C'est ainsi que nous essayons de gérer les différents types de pollution.

Jacques Soignon, *service des espaces verts et de l'environnement, Ville de Nantes*

Quelle est la dimension de votre bureau d'études ?

Femke Haccoû, *architecte-paysagiste, Ville d'Amsterdam*

J'étais sûre que vous alliez me poser la question ! Nous avons 800 000 habitants et j'ai un bureau d'études pour l'ensemble de la ville de 150 designers et dessinateurs. Mais je ne sais pas si cela va perdurer... Je pense que l'on ne sera plus que 50 en janvier prochain....

Jacques Soignon, *service des espaces verts et de l'environnement, Ville de Nantes*

Combien avez-vous de mètres carrés d'espaces verts et de jardiniers ?

Femke Haccoû, *architecte-paysagiste, Ville d'Amsterdam*

Je ne suis pas très bonne en chiffres... Mais j'ai des documents qui vous donnent toutes les statistiques, la localisation des espaces verts et des zones de loisirs. Les 150 dessinateurs couvrent les espaces publics, les architectures des ouvrages d'art comme les ponts, pas uniquement les jardins. Nous avons 200 kilomètres carrés d'espaces qui ne sont pas seulement des espaces verts. Il est vrai que nous avons beaucoup de ressources mais nous entrons dans une phase nouvelle qui va nous demander de faire preuve de beaucoup de souplesse et de créativité car la situation change. Nous avons remarqué que, grâce au potentiel des gens, leur intérêt pour ces initiatives, nous pouvons être une ville très enthousiaste sur ce sujet.

En ce qui concerne le nombre de jardiniers, je ne sais pas. Nous avons sept districts et chacun a sa propre façon de gérer les choses. Les districts du nord dépensent 3 euros par mètre carré pour l'entretien, mais d'autres comme Vondelpark disposent de financements considérables ; ce sont plusieurs centaines de milliers d'euros pour l'irrigation, le contrôle des déchets, le nettoyage, etc., qui sont dépensés pour ce parc du centre-ville.

Louis Tissier, *chef du service Espaces verts de la ville de Strasbourg*

Est-ce que vous avez recours au secteur privé pour l'aménagement et l'entretien de ces espaces ?

Femke Haccoû, *architecte-paysagiste, Ville d'Amsterdam*

C'est la ville qui prend en charge ces aspects car nous n'avons pas encore de partenaires privés qui s'investissent. Nos impôts locaux étant très élevés, il est tout à fait normal que nous donnions aux citoyens ce que nous leur avons promis. La cerise sur le gâteau serait probablement un partenariat avec le privé qui pourrait co-investir dans les espaces verts privés. Nous essayons de trouver de nouvelles façons d'appréhender le problème. Par exemple pour Westerpark, si nous prenons en compte les problèmes de pollution, nous arrivons à un coût considérable de 40 millions d'euros pour la conception d'ensemble du parc. Mais pour le Rembrandpark, un parc proche de Westerpark qui a à peu près la même taille, nous n'avons plus que 1,5 million d'euros pour faire la même chose. Cela veut dire que les fonds diminuent et que le challenge est grand.

Strasbourg

Suzanne Brolly, *Communauté urbaine de Strasbourg*

Je travaille sur les thématiques de ville en nature, biodiversité, zéro pesticide. La Communauté urbaine de Strasbourg c'est 28 communes, 468 386 habitants, on peut l'appeler métropole, et 306 kilomètres carrés. Cela représente 43 % de la population du département du Bas-Rhin et 25 % de la population alsacienne. La ville de Strasbourg c'est 271 708 habitants et 78 kilomètres carrés.

C'est une ville qui est fondée sur un territoire d'eau que l'on ne voit pas, on est en effet sur une nappe phréatique d'environ 80 milliards de mètres cubes pour la partie alsacienne et la partie allemande. C'est vraiment notre réserve en eau potable mais aussi celle de la plaine alsacienne, y compris du côté allemand. Nous avons de nombreux cours d'eau, dont le Rhin auquel nous tournons le dos, des canaux et des gravières encore en activité.

Nous sommes actuellement en train de faire un inventaire de toutes les zones humides et, a priori, il y en a énormément. C'est un peu l'identité de notre territoire. C'est aussi ce qui a permis de préserver beaucoup d'espaces puisque c'étaient des zones humides qui n'étaient pas forcément constructibles, mais cela évolue avec les nouvelles techniques d'appropriation du territoire avec l'urbanisme. On a un certain nombre de zones inondables qui sont suivies par une personne au sein du service de l'écologie urbaine.

78 % du territoire est structuré par la présence du végétal. Nous avons des corridors écologiques forts avec de grands réservoirs de biodiversité. Les forêts rhénanes, classées en réserve naturelle, représentent 2 000 hectares aux portes de la ville et permettent aux habitants de se retrouver très rapidement en pleine nature. Nous avons des connexions écologiques plus ténues avec les alignements d'arbres et les successions d'espaces végétalisés isolés. C'est ensuite à nous de traduire ces éléments en vrais corridors écologiques ou de les renforcer pour construire notre trame verte.

A l'échelle de la ville de Strasbourg, nous avons un patrimoine historique qui a influencé la construction de la ville. Les fortifications ont concentré le développement intramuros de la ville mais aussi un lien aux jardins important. Dès le XVIII^e siècle, on retrouve dans les archives de la ville la place des jardiniers qui représentaient une corporation ayant le droit de vote dans la cité. A la différence des autres métiers, ils étaient les seuls à avoir trois représentants qui

avaient le droit de vote dans la commission municipale. Ce n'était pas la classe aisée, ils étaient juste au-dessus de la catégorie des serviteurs mais ils étaient quand même bien représentés. Le gène du jardin est donc ancré dans la ville depuis très longtemps au niveau des habitants.

La cité-jardin du Stockfeld est une des premières manifestations de cette forme urbaine moderne, théorisée par l'Anglais Ebenezer Howard en 1902 sur le continent européen. Construite en 1902, elle est installée sur 24 hectares et s'est vu récemment accorder 1 hectare supplémentaire. Ce n'est donc pas une cité-jardin qui disparaît mais au contraire qui progresse, avec une place importante concédée au jardin nourricier. La population qui réside dans cette cité est composée d'ouvriers, de classes populaires.

La stratégie urbanistique de la ville est principalement de ne plus consommer de l'espace, d'arrêter de grignoter des espaces agricoles et de concentrer son développement intramuros. La ville a choisi de se développer suivant l'axe Heyritz Kehl, en réinvestissant des espaces sur d'anciennes friches industrielles principalement sur des sols pollués. L'objectif est aussi de recréer un lien entre la France et l'Allemagne, notre voisin, et ne plus lui tourner le dos. C'est assurer le rayonnement de la ville par rapport à son statut de capitale européenne, par rapport au monde des étudiants et à la place de l'Université de Strasbourg. C'est aussi offrir une ville à tout un chacun avec un fort développement de l'habitat et une ambition de mixité des espaces. Pour les nouvelles constructions, nous faisons en sorte qu'il y ait à la fois du tertiaire et de l'habitat pour tous, on ne compartimente plus les espaces. Au niveau du rayonnement, c'est aussi développer un véritable quartier d'affaires, le Parc d'exposition en cœur de ville, et ne pas l'installer à l'ouest de la ville, là où le développement se faisait traditionnellement.

Dans les nouveaux projets, on essaie d'intégrer les jardins avec des projets de toitures végétalisées, des jardins un petit peu partout, en sachant que sur l'axe Heyritz Kehl dont les sols sont pollués ce ne sera pas des jardins en pleine terre. Nous voulons offrir une ville où chacun puisse vivre, travailler, se loger, se divertir, s'épanouir en trouvant toutes les aménités nécessaires et utiles à son épanouissement individuel, familial et collectif. Nous travaillons un urbanisme de la mixité urbaine par rapport aux fonctions, aux générations, aux catégories sociales, ce qui sera le gage de réussite des projets urbains et d'économie des flux. Nous développons également de nouveaux quartiers là où nous avons déjà un développement des transports en commun. Nous avons aussi un grand réseau de pistes cyclables. Nous souhaitons inventer une ville qui réponde aux défis écologiques et climatiques, ambition qui figure dans le PADD du PLU. Nous

sommes actuellement en train de faire le PLU communautaire et travaillons avec toutes les communes de la CUS avec un axe dédié à la trame verte.

Inventer une ville qui réponde aux défis écologiques et climatiques c'est aussi de faire de la trame verte et bleue une structure cohérente et visible, amplifier la structure du végétal, relier les espaces verts et les rendre accessibles. Des ceintures vertes existent déjà dans la ville. Avec les cours d'eau et les zones non aedificandi, nous avons un patrimoine vert préservé. La première ceinture de Strasbourg (Glacis) est morcelée. Nous devons travailler à la préserver et à veiller à la reconnexion de ses segments pour recréer et assurer les continuités écologiques. Il faut ensuite faire en sorte que cela rayonne vers la ville, le cœur de ville, où les demandes de nature sont importantes. L'idée est de relier tous les espaces verts, chaque arbre, et d'imaginer des corridors dans les rues.

Dans les grands projets fondateurs pour la fabrique urbaine, il y a la démarche Ecocité – Ville de demain, une opportunité d'accompagner le développement urbain durable et l'innovation du territoire. La biodiversité a fait partie des enjeux retenus pour mettre en avant la fabrication de notre projet urbain mais cela reste encore aujourd'hui le parent pauvre de ces projets. Nous travaillons beaucoup sur tout ce qui est énergie mais en sommes encore au stade du tâtonnement pour la biodiversité. Avec Ecocité c'est toujours cette volonté que l'agglomération, qui s'étalait jusqu'à présent vers l'ouest et les Vosges, se retourne à 360° pour que l'on construise la ville avec nos voisins allemands via le tramway qui va aller jusqu'à Kehl, avec une vision d'une ville plus compacte mais confrontée à des prévisions de croissance très importantes. Nous allons en effet développer un maillage de transports mais qui n'aura de sens que s'il est pleinement utilisé.

Nous avons un travail à faire sur le rapport ville-nature, les ressources naturelles étant considérées jusqu'à présent comme des contraintes. Il nous appartient de faire évoluer cela pour qu'elles deviennent l'atout du territoire, l'atout du projet urbain, et ne soient plus considérées comme une source de contraintes pour pouvoir construire. Par exemple, pour le projet urbain d'Ostwald situé en zone humide, nous avons mis en avant la zone humide plutôt que d'essayer de remblayer et la faire disparaître. A travers l'idée de construire l'alliance ville-nature, il s'agit aussi de préserver et valoriser les espaces naturels et agricoles. Nous avons une politique d'agriculture périurbaine et urbaine en relation avec la Chambre d'agriculture pour faire en sorte que les terres agricoles soient des terres propices à la biodiversité. Nous allons développer des corridors écologiques, y compris sur les terres agricoles, et faire en sorte que l'on réduise au maximum les intrants chimiques pour préserver notre ressource en eau et la biodiversité. Et, au-delà, construire sur la base de ces espaces la dynamique

d'une nouvelle métropole durable et solidaire où les questions de l'eau, de l'agriculture, de la gestion du climat sont essentielles.

La nature est devenue un élément indispensable à la métropole, le faire-valoir de la densité. L'excipient c'est la nature en ville qui sert à faire passer la « pilule » de cette densité urbaine, on met un peu de jardins, on repeint en vert... Notre travail, à Louis Tissier et moi-même, c'est de faire en sorte que cette peinture ne soit pas que de la peinture mais que nous arrivions à avoir une vraie fonctionnalité écologique. C'est vraiment le défi d'aujourd'hui car demain il sera trop tard.

Construire l'alliance ville-nature appelle un défi, celui de l'inversion du regard. C'est le message que nous faisons passer dans tous les services pour que le socle naturel soit la base de nos projets et qu'on imagine le territoire également en fonction du non-bâti. Dans cette logique, les espaces agricoles et naturels deviennent des éléments de composition intrinsèques du territoire, un espace qui s'organise et se structure globalement.

Avant, nous étions dans une ville policée où l'on utilisait des désherbants, où la nature n'avait pas vraiment sa place. Aujourd'hui, c'est une ville un peu fouillis que l'on voit naître avec des jardins dans les écoles, dans l'espace public, les mares peuvent aussi réapparaître en cœur de ville et les cours d'eau sont renaturés. Cette vision est partagée par le maire et le président de la CUS, ils nous soutiennent dans notre démarche mais cela reste encore très expérimental parce que nous n'avons pas toutes les réponses aux questions que nous nous posons sur comment renaturer l'espace public et sur la pérennité des aménagements que l'on développe. Nous manquons pour l'instant de recul pour y répondre.

Louis Tissier, *chef du service des espaces verts, Ville de Strasbourg*

Je voudrais rappeler en préambule que les jardins que nous gérons sont des jardins publics qui représentent environ 400 hectares sur la ville de Strasbourg. Il y a également 1 200 hectares d'espaces naturels sur le territoire de la ville elle-même, dont 800 aux portes de la ville classés en réserve naturelle. L'enjeu sera de les préserver tout en assurant une fréquentation du public car ils sont très prisés.

A Strasbourg, il y a eu une période importante nommée la Neustadt. C'est l'époque d'occupation allemande – qui correspond à l'époque d'Hausmann à Paris – où les jardins, les arbres, sont utilisés comme un élément de composition urbanistique. Une partie de la ville a été construite sur ce concept. Dans l'histoire de Strasbourg, il y a les cités-jardins dédiées aux ouvriers qui sont des espaces de loisirs et assurent un complément de revenu ou un apport nourricier. Une autre

caractéristique de la ville de Strasbourg est l'existence historique de jardins familiaux, qui datent du début du XX^e siècle. Ils sont liés à l'industrialisation des cités, à l'arrivée d'ouvriers dans les villes ainsi qu'à une influence germanique. Ils se sont beaucoup développés pour atteindre le chiffre de 7 500 entre les deux guerres et ont assuré la subsistance des Strasbourgeois pendant ces périodes difficiles.

Un autre trait marquant, contemporain celui-là, est le Parc naturel urbain (PNU). C'est un concept qui prend en compte un territoire basé sur une préservation et une mise en valeur du patrimoine naturel tout en acceptant des zones d'activité, des constructions et un certain nombre d'habitations, le point fédérateur étant la nature et les cours d'eau.

La façon dont sont aujourd'hui organisées la conception et la mise en œuvre des jardins découle d'abord d'une volonté politique d'une ville-nature, c'est-à-dire que la ville se construit autour de la nature et non l'inverse. Cette demande de jardins est liée, selon nous, à un besoin de lien social. Le mode de vie fait que les gens ont du mal à se rencontrer, à échanger et le jardin est facteur de lien social, ou un lieu de partage et d'entraide dans le cadre des jardins d'insertion. Le dernier élément est la crise économique qui aujourd'hui justifie la pratique du jardinage pour permettre un complément de revenus et assurer une nourriture de qualité.

Je vais maintenant vous parler des différentes formes de jardins que nous connaissons à Strasbourg. Les jardins familiaux sont les plus nombreux, ils sont au nombre de 4 800. Ce sont de grandes parcelles de 150 à 200 m² et c'est vraiment le jardinier sur son territoire qui organise le jardin à son image avec une partie loisirs et une partie de production. C'est très individualiste. Il y a un règlement des jardins qui oblige les gens à consacrer un tiers de la surface aux activités de cultures légumières. Il y a eu une évolution importante au fil des ans. Jusque dans les années 60-70 c'étaient essentiellement des cultures vivrières, puis le jardin est devenu progressivement un jardin de loisirs, les cultures ont été abandonnées au profit d'aires de jeu, de barbecues, donc des lieux de rassemblement, le jardinage devenant un prétexte. Il faut que nous soyons vigilants par rapport à ça parce qu'il y a aujourd'hui entre deux et trois ans d'attente pour obtenir un jardin. Sur les 4 800 jardins, environ 3 000 sont gérés par la Ville, les autres sont gérés par quatre ou cinq associations.

Le règlement interdit les produits pesticides. Un gros travail est fait là-dessus parce que c'est déclaratif et nous n'avons pas les moyens de contrôler chaque jardinier. Nous les encourageons également à la pratique du compostage pour

démontrer que le jardin peut s'auto-suffire. Les jardins familiaux représentent 170 hectares de territoire qui participent à l'image verte de la ville.

Suzanne Brolly, *Communauté urbaine de Strasbourg*

Nous avons vraiment à mettre en œuvre une révolution culturelle pour faire évoluer les pratiques car les jardiniers qui se soucient de l'environnement et de la biodiversité et font du jardinage naturel sont parfois montrés du doigt ou fortement critiqués. Nous avons formé les agents pour leur faire comprendre ce que l'on attendait d'un jardin. Nous avons également fait de petites plaques pour que les jardiniers qui jardinent au naturel mettent en avant leurs pratiques et montrent l'exemple, mais comme on a beaucoup de jardins familiaux on a un travail très important à faire car ce n'est pas parce que c'est écrit dans le règlement que c'est intégré par tous.

Louis Tissier, *chef du service Espaces verts de la ville de Strasbourg*

Les jardins partagés sont arrivés à Strasbourg un peu tardivement en raison du nombre important de jardins familiaux. Ils sont créés en milieu urbain relativement dense par des catégories de populations plutôt privilégiées mais également intégrés dans les opérations de rénovation urbaine. Nous en avons aujourd'hui une dizaine. Il y a une nécessité d'accompagnement pour porter le projet, pour aider les gens à la pratique du jardin naturel, voire au niveau technique. Le portage du projet est une nécessité parce que nous souhaitons que ce soit une gestion associative. Cela implique la création d'une association, ce qui n'est pas évident au départ parce que ce sont des individus qui ne se connaissent pas. Il faut fédérer les énergies, faire en sorte que les gens se comprennent parce qu'ils ne sont pas toujours issus des mêmes cultures. Il faut créer les conditions pour que ces jardins partagés fonctionnent de manière collective et nous sommes aidés en cela par l'association Eco-Conseil. Nous allons jusqu'à faire du porte à porte pour trouver des volontaires, cela ne se fait pas naturellement.

Suzanne Brolly, *Communauté urbaine de Strasbourg*

La complexité quand on prévoit des jardins dans les projets urbains c'est que le jardin n'existera que s'il y a des jardiniers et l'envie de jardiner. Cette envie existe chez de nombreuses personnes mais pas forcément pour jardiner de façon collective. Or nous ne pouvons pas répondre à une demande importante de jardins familiaux. Dans le centre de Strasbourg on voit une « boboïsation » des jardins, les habitants font leurs plans de jardin ensemble, ils sont complètement autonomes. C'est un peu le jardin utopique, car on ne parviendra pas à avoir des jardins comme ça dans toute la ville. En même temps, quand on a des jardins dans les projets urbains, ils ne sont pas forcément mis sur l'espace public mais

aussi sur les espaces privés, donc nous n'avons aucune garantie qu'ils seront utilisés en tant que jardins plus tard.

Louis Tissier, *chef du service Espaces verts de la ville de Strasbourg*

Nous avons inventé un nouveau concept, « le potager urbain collectif », pour essayer de répondre à la demande très forte de jardins. L'espace disponible se raréfiant, nous avons mis en place de petites parcelles individuelles, variables en fonction des situations des personnes, qui font entre 20 et 80 m². Ces jardins sont gérés directement par la collectivité qui a un contrat individuel avec chaque locataire de parcelle. Le loyer demandé est modique. Nous souhaitons que ces parcelles soient dédiées prioritairement aux cultures vivrières et aimerions insuffler un esprit collectif. Cela se traduit par une cabane collective dans laquelle il y a des armoires à outils individuelles, des points de compost collectifs et des tables qui permettent de faire des manifestations conviviales. C'est encore expérimental, nous en avons créé deux cette année, et nous profitons de toutes les opportunités comme des opérations de restructuration de jardins familiaux existants classiques pour augmenter le nombre de parcelles en réduisant leur taille.

Comme dans toutes les villes, les jardins familiaux sont soumis à la pression immobilière et des lotissements de jardins disparaissent. Les municipalités successives, toutes couleurs politiques confondues, ont adapté le principe suivant : si un jardin familial est détruit, il doit être reconstitué. Jusqu'à maintenant, on avait les espaces disponibles pour le faire mais cela va devenir plus difficile. Par ailleurs, il y a une prise en charge financière par l'opérateur à l'origine de la destruction de ces jardins.

Nous développons également la présence d'arbres fruitiers dans la ville pour apporter un élément nourricier aux habitants. Nous avons réalisé une opération de 5 000 plantations d'arbustes petits fruits de type groseilles, cassis, framboises et une opération pédagogique de plantations d'arbres fruitiers dans les écoles par rapport aux enfants, également pour apporter un peu de production fruitière. Nous développons aussi des plantations fruitières dans les espaces verts publics. C'est une action expérimentale, des problèmes juridiques pourront peut-être se poser mais nous avons essayé de jouer le jeu pour voir quel serait le comportement des habitants. Nous avons d'autre part créé trois vergers collectifs. La collectivité assure la gestion de la partie technique et met ces vergers à la disposition d'associations centres socioculturels qui pourront, à travers les vergers, organiser des animations, des ateliers pédagogiques et de la convivialité pour les habitants.

Une autre opération qui marche bien est la prise en charge par les habitants d'aménagements et d'entretien d'un certain nombre d'espaces sur la voie publique. Nous avons quelques exemples de conventions passées avec les habitants que nous avons assistés d'un point de vue technique, mais ce sont eux qui assurent l'entretien d'un certain nombre d'espaces réduits, des pieds d'arbres dans des rues nouvellement aménagées et plantées. Nous avons également des conventions pour l'entretien de bacs plantés sur l'espace public.

Suzanne Brolly, *Communauté urbaine de Strasbourg*

En attendant de savoir où passeront les corridors dans la ville, nous testons la renaturation de l'espace. Quand il y a des envies de jardiner venant des habitants et relayées par les directions de proximité, nous faisons en sorte de prévoir un aménagement qui sera jardiné par les habitants plutôt que par les jardiniers de la ville. Nous ne voulons pas de cultures nourricières sur ces espaces parce qu'ils sont à proximité des voitures, c'est du jardinage pour le décor mais aussi pour la biodiversité, ce sont autant de baies dont les oiseaux se nourriront. Le lien avec les jardiniers de la Ville est important car il faut arriver à travailler en concertation entre habitants et agents de la Ville ; les habitants ne volent pas le métier des jardiniers mais il faut qu'ils arrivent à travailler ensemble. C'est tout nouveau et ce n'est pas dans les habitudes des jardiniers de la Ville de voir les habitants qui jardinent leurs espaces... C'est une révolution culturelle mais il y a vraiment une bonne volonté de la part des agents car on leur a beaucoup demandé ces dernières années. Au départ, ils étaient là pour faire de la gestion horticole, puis faire de la gestion différenciée, de la gestion écologique, et maintenant ils doivent céder leurs plates-bandes aux habitants... C'est un peu difficile pour eux et l'on a besoin d'un peu de compréhension de la part des habitants pour qu'il y ait une symbiose sur l'espace public.

Louis Tissier, *chef du service Espaces verts de la ville de Strasbourg*

Ces projets ont aussi pour objectif de favoriser la biodiversité. Nous pratiquons des inventaires faune-flore sur des nouveaux projets pour voir la potentialité des sites et faisons aussi de la communication sur la présence de cette biodiversité en partenariat avec l'université avec des suivis de la flore et de la faune. Ce qui a révolutionné l'image des espaces verts ce sont le zéro pesticide et la mise en place de la gestion différenciée, qui tendent à les rendre beaucoup plus naturels. Les actions pour la biodiversité s'accompagnent d'un projet « abeilles », un insecte emblématique de cette biodiversité.

Suzanne Brolly, Communauté urbaine de Strasbourg

Dans les thématiques travaillées dans la Zone atelier environnementale urbaine, il y a un grand volet sur la perception de la nature par les habitants, un volet sur la fonctionnalité des corridors fluviaux ainsi qu'un gros travail sur les espaces verts.

Au début, on parlait du zéro pesticide et, progressivement, nous parlons d'herbes folles et de biodiversité. La nouvelle image de la ville n'a plus rien à voir avec les espaces policés. Ce sont les habitants eux-mêmes qui portent cette thématique, ils enlèvent les pavés dans leur rue pour planter des fleurs, il y a toutes sortes de jardinages qui apparaissent avec la mention « Nourriture à partager », on en voit un petit peu partout dans la ville. Nos espaces verts se transforment en potager urbain expérimental. Le Semis liberté, c'est les habitants qui sèment entre les pavés mais ce n'est pas du type guerilla gardening parce qu'il y a une concertation avec les agents. C'est important. On attendait auparavant des agents de la voirie qu'ils arrachent toutes les herbes sur les trottoirs et, maintenant, quand ils arrachent une herbe qui a été semée par un habitant, ils se font réprimander... Autant les jardiniers de la ville ont dû changer leurs pratiques, autant l'agent de la voirie a dû intégrer que c'étaient des herbes désirées et non plus indésirables.

La municipalité actuelle a fait un gros travail sur la démocratie participative en initiant des ateliers urbains qui permettent de travailler la vision de la ville de demain. La fabrique du PNU se fait en concertation permanente avec les habitants qui demandent que les bâtiments intègrent plus la nature, que l'on soit plus tourné vers la nature et que l'on puisse jardiner dans la ville. Ils participent très activement à toutes ces démarches participatives. (*Projection d'un film*).

Emmanuel Raoul, secrétaire permanent du PUCA (Plan urbanisme construction architecture)

Je repartirai d'une notation que vous avez faite en disant que, dans le cas des cultures de pieds d'arbres ou de trottoirs, comme on est très prêts des voitures il ne s'agit pas de cultiver des fruits et des légumes, de les récolter et de les manger. Mais la pollution atmosphérique ne s'arrête pas au bord des trottoirs, on a ces problèmes de pollution atmosphérique sur l'ensemble de la ville. En discutant avec les responsables du jardin du Luxembourg, à Paris, où il y a une école d'horticulture et certains types de cultures maraîchères, ils m'ont dit avoir interdit la récolte des produits de cette école pour ces raisons de pollution bien que l'on soit dans un grand parc, mais un grand parc urbain de centre-ville. Je rajoute à cela que l'on a vu hier un exemple de récupération d'eaux de pluie dans un des jardins que l'on nous a présenté, or l'eau de pluie dans une ville est a priori particulièrement sale. Il se trouve que l'on était dans un jardin où l'on ne

récoltait pas les produits, donc on était dans un bon cas. Comment traitez-vous cette question ? Peut-être que Strasbourg n'est pas pollué et que vous êtes une exception en France...

Suzanne Brolly, *Communauté urbaine de Strasbourg*

Je pense qu'il faut arrêter d'imaginer que la ville est plus polluée que la campagne. Autour de Strasbourg, nous avons de grandes cultures, de la maïsiculture, et si l'on fait une analyse d'air ou d'eau au niveau de ces cultures, ce sera peut-être pire qu'à Strasbourg. Les quantités en produits phytosanitaires ne s'arrêtent pas aux portes de la ville et les routes passent aussi dans les campagnes. Si nous interdisons à Strasbourg de manger des fruits dans les parcs, il faut également arrêter les jardins familiaux, plus aucun jardin n'a de sens dans la ville.

Louis Tissier, *chef du service Espaces verts de la ville de Strasbourg*

Cette interdiction concerne essentiellement les jardins qui sont implantés sur la voirie car il y a les gaz d'échappement à proximité mais également le problème des chiens. On a une responsabilité collective vis-à-vis des gens qui cultiveraient des fruits et des légumes et qui les consommeraient. C'est essentiellement pour ça. Après, la pollution est diffuse et, dans les jardins familiaux ou les parcs, ce n'est pas tout à fait la même problématique.

Jean-Jacques Terrin, *responsable scientifique de la plateforme POPSU Europe*

Quand on regarde vos photos et vos chiffres, on a l'impression que les jardins sont complètement invasifs dans la ville. Par contre, vous nous avez dit que vous étiez dans une démarche très expérimentale. Où se trouve l'expérimentation dans cet ensemble ?

Suzanne Brolly, *Communauté urbaine de Strasbourg*

C'est expérimental parce qu'il y a cette explosion de jardins. On a les jardins familiaux qui existaient et qui font le patrimoine de la ville mais il y a aussi toutes les autres formes de jardins qui ont explosé ces deux dernières années. En tant que service, il faudrait que l'on mette en place un accompagnement approprié pour faire en sorte que les légumes ne soient pas plantés n'importe où et qu'il y ait une démarche zéro pesticide appliquée partout. Or, en termes d'animation, nous n'avons pas mis les moyens à la hauteur des habitants jardiniers.

Louis Tissier, chef du service *Espaces verts de la ville de Strasbourg*

C'est essentiellement un problème de relation au jardin. C'est-à-dire qu'il faut trouver un équilibre entre l'espace public accessible à tous et l'appropriation de certaines parcelles par les habitants, qui représente une forme de privatisation. Cet équilibre est expérimental.

Ares Kalandides, urbaniste

Ma question s'adresse à tous. Je reviens à l'histoire de la pollution. D'un côté, on essaie d'apprendre à travailler sans pesticides dans les jardins, de l'autre côté on a des villes parfois très denses. Je ne pense pas à Berlin ou à Amsterdam mais à des villes du Sud. Est-ce que quelqu'un connaît des recherches qui nous montrent vraiment comment ces légumes et fruits produits en centre-ville sont pollués ?

Louis Tissier, chef du service *Espaces verts de la ville de Strasbourg*

Nous avons été confrontés à un problème de pollution des nappes phréatiques où il y avait du captage d'eau et également une pollution des sols. Nous avons fait des mesures mais le problème c'est que l'on trouve ce que l'on recherche... Par exemple, des hydrocarbures ou des métaux lourds. Nous sommes arrivés à des situations, mais qui sont des situations extrêmes, où la consommation des légumes a été interdite pour des populations fragiles, des nourrissons ou des personnes âgées, de manière temporaire.

Ares Kalandides, urbaniste

Il y a deux choses. Il y a la pollution biologique, la contamination, qui est une chose, et la pollution chimique qui est autre chose. Qu'est-ce que vous avez trouvé ?

Louis Tissier, chef du service *Espaces verts de la ville de Strasbourg*

On a trouvé des métaux lourds et des dérivés de benzène essentiellement puisque c'était un problème de pollution par du trichloréthylène. La difficulté c'est que les analyses sont souvent des échantillons et il est très difficile d'en tirer des généralités, et puis ça coûte très cher. Sur un lotissement de jardins familiaux de 2 hectares, on a dépensé 17 000 euros.

**Serge Kempeneers, directeur de la division espaces verts, Bruxelles
*Environnement***

Les réponses sont dans d'autres réseaux que les nôtres. Il y a des réseaux qui s'appellent Ville Environnement Santé et, à l'intérieur de ces réseaux, il y a pas mal d'études qui sont faites sur la pollution atmosphérique, le plomb dans les

conduites d'eau, etc. Il y a des épidémiologistes, des hygiénistes, etc. Il faut donc créer ce lien avec un autre type de réseaux. Au niveau de Bruxelles Environnement, on a des équipes qui travaillent sur la problématique de santé. On est vraiment dans un tout autre monde et parfois on ne voit pas les choses de la même façon. Mais il y a effectivement des problèmes de coûts d'analyse qui sont effectivement colossaux, et les impacts sur la santé demandent des recherches sur des périodes extrêmement longues pour pouvoir donner des résultats.

Coralie Scribe, paysagiste, association La Jardinière Partageuse

Au colloque des Villes jardinées, à Strasbourg, il y a un mois, la Ville de Paris nous a expliqué qu'elle lançait un programme d'analyse sur ces questions de pollution. Il y aurait donc des travaux de recherche assez précis là-dessus d'ici la fin de l'année. Mais les premiers pollueurs sont souvent les jardiniers et c'est cela qu'il faut arrêter. On se retrouve face à des paradoxes incroyables, « le zéro pesticide » est encore un enjeu très fort dans les jardins.

On se retrouve aussi sur des études urbaines où l'on a des quartiers qui sont entre une bretelle d'autoroute et une usine. Nous n'avons pas parlé du couloir de la chimie à Lyon... On se retrouve sur des quartiers où les gens sont complètement coupés de la nature et de tout, on essaie de réintroduire des jardins et on nous dit que c'est pollué et qu'on ne peut rien faire. Alors qu'est-ce qu'on fait, concrètement ? C'est invraisemblable ! On parle beaucoup des fruits, mais il y a aussi beaucoup de fleurs à cultiver, on peut faire des bouquets... Il y a tout un tas d'activités à imaginer autour du jardin. Or, on en arrive à ne plus toucher la terre et à interdire même la cueillette des fleurs pour ramener un brin de couleur chez soi. Là, il faudrait aussi tous se mettre d'accord parce qu'on ne peut pas continuer de telles aberrations.

Béatrice Charre, association Le Passe-Jardins

Une étude a été faite à Berlin, dont *Le Canard Enchaîné* s'est fait l'écho cet été, sur la pollution des fruits et légumes cultivés intramuros. Cette question de la pollution des fruits et légumes en ville nous revient quelque part en boomerang, il faudrait ne plus rien faire... C'est comme quand on a dit qu'il fallait détruire les arbres bordant les routes parce qu'il y avait eu beaucoup d'accidents. Après, c'est la question de la place de la voiture par rapport aux jardins dans la ville.

Jean-Baptiste Marie, chargé d'étude POPSU Europe

Comment mettez-vous concrètement en œuvre la gestion différenciée ?

Louis Tissier, chef du service *Espaces verts de la ville de Strasbourg*

La gestion différenciée porte d'abord sur les éléments verts. On veut conserver une tradition horticole parce qu'il y a des lieux, des jardins qui s'y prêtent, mais on a diminué nos fréquences d'intervention sur l'espace. C'est un compromis entre les potentialités des espaces et leur usage. Concrètement, dans les endroits très fréquentés, si les pelouses sont utilisées par exemple pour faire des pique-niques, il vaut mieux tondre plus fréquemment pour que l'herbe ne se couche pas. Nous avons quatre classes de gestion. La mise en œuvre du zéro pesticide s'est faite à moyens constants. Les élus sont très sensibles aux questions économiques mais souhaitent malgré tout augmenter le patrimoine entretenu et faire face au zéro pesticide.

Le zéro pesticide qui laisse apparaître des herbes folles dans les allées nous a obligés à mettre une gestion globale en cohérence avec la présence de ces éléments de nature. On a donc une évolution très importante avec des espaces beaucoup plus naturels, qui vont des espaces horticoles vers pratiquement de la gestion écologique où il y a très peu d'intervention humaine.

Suzanne Brolly, *Communauté urbaine de Strasbourg*

Avant, la gestion différenciée était propre au service espaces verts. Maintenant, elle s'applique aussi au service propreté urbaine, au service des sports, au service des cimetières et au service de l'éducation.

Jacques Soignon, *service des espaces verts et de l'environnement, Ville de Nantes*

Pour répondre à Ares, on a aussi ce genre de problèmes. Il y a une université de la Roche-sur-Yon qui fait une étude actuellement sur le sujet avec nous. Nous avons été confrontés à des problèmes de pollution arsenic, plomb en particulier. A noter que, dans plusieurs cas, c'étaient des pollutions naturelles. Là, cela devient compliqué parce qu'on se retrouve aujourd'hui à aménager un nouveau jardin de 3 hectares dans un couvent où il n'y a jamais rien eu et il va falloir que l'on change le sol alors que l'on a des sœurs centenaires qui ont fait des potagers là-dedans pendant des années. Dans certains cas, il faut que l'on change le sol parce que l'on a du plomb natif et aussi parce que les niveaux d'acceptation ont été aujourd'hui augmentés avec les normes européennes. On se retrouve donc dans une situation assez complexe.

La situation la plus kafkaïenne pour moi, très récente, a été, dans une opération de jardins partagés où l'on avait des sols pollués que l'on a changés mais où on n'a pas voulu abattre les arbres, de nous engager à être certains que l'on n'irait pas jardiner au pied des arbres au risque d'avoir une pollution des cultures... On a

été obligés de signer, de s'engager et de prévoir quelque chose par rapport à ça. On voit un niveau de protection aujourd'hui qui est en train de monter énormément mais je ne sais pas où cela va nous amener. Jusqu'à l'abattage des arbres, pourquoi pas ?

Coralie Scribe, paysagiste, association *La Jardinière Partageuse*

Le problème de la terre fertile, de la terre végétale est un vrai problème parce que si le sol est pollué dans le couvent, on va aller chercher d'autres terres : on va faire des analyses, on va décaper une zone industrielle qui est en train de se construire ou autres, mais là aussi on va découvrir que c'est pollué !

La parole aux experts

Jean-Jacques Terrin, responsable scientifique de la plateforme POPSU Europe

Nous organisons ce cycle de séminaires depuis déjà quelques années. Nous avons commencé par les TGV et le rôle de la grande vitesse dans les stratégies des villes, puis nous sommes passés par une échelle un peu plus petite, les piétons et la marche dans la ville, et nous nous sommes intéressés l'année dernière aux créateurs et aux entreprises créatrices. Lorsque nous avons lancé l'idée de nous intéresser aux jardins dans la ville, nous nous sommes dit que nous n'allions jamais intéresser grand monde, nous ne voyions pas très bien quelles villes allaient se mobiliser sur ce sujet-là. Je dois donc vous dire mon étonnement de voir la moitié de l'Europe se pencher hier sur trois poireaux et quatre tomates... Cela m'a fait dire que c'était un sujet qui était au moins aussi sérieux que celui des gares TGV et des dynamiques urbaines.

Par rapport aux thèmes que nous avons abordés jusqu'à présent, il y a des phrases qui sont revenues régulièrement au cours de ces deux jours : « *Les réponses ne sont pas là.* », « *On n'a pas encore les bonnes réponses.* » Plusieurs personnes ont dit : « *On est en train de chercher.* » Ce n'est pas ce que nous avons eu comme impression dans les séminaires précédents où l'on nous a proposé des solutions qui étaient déjà non pas en état d'expérimentation mais beaucoup plus éprouvées, testées, validées. Le débat que nous allons avoir est d'autant plus intéressant qu'il pose aujourd'hui plus de questions qu'il ne donne de réponses, ou en tout cas il y a un nombre important de réponses à la même question, et c'est ce qui fait la richesse de ce débat.

Je propose que chacun des experts que nous avons désignés fasse une petite introduction en posant ses propres questions et puis que nous entamions le débat en essayant de fédérer ces questions.

Bruno Marmioli, architecte-paysagiste

C'est presque démagogique de le dire, le jardin dans la métropole est un consensus. D'ailleurs, toutes les présentations ont insisté sur l'espèce de trame historique pour légitimer les actions en cours en les légitimant en partie par l'existence antérieure de jardins, en disant que c'est dans la continuité historique, sociale, etc., des lieux. Il est donc normal que l'on exhume et que l'on refasse

naître sous d'autres formes contemporaines des jardins. Il y a une petite ambiguïté dont il faudrait débattre, qui concerne la définition des jardins collectifs. Pour moi, le jardin collectif est celui dans lequel on jardine, c'est-à-dire qu'on a une pratique du jardinage qui est soit portée par les services espaces verts, les jardiniers de la Ville, soit par les habitants, mais où à un moment donné il y a une action, action qui n'est pas forcément extrêmement lourde, extrêmement fastidieuse. Qu'est-ce que jardiner ? C'est porter une attention particulière aux choses. Quand on énonce cette maxime sur le fronton de la cabane du jardinier, on vient saper cinquante ans de pratiques horticoles...

Deuxième point, il me semble que les outils réglementaires qui sont mis à disposition pour que la collectivité s'organise ou organise son territoire ne sont pas adaptés. On a vu que dans le cas du Grand Lyon c'est un EBC. Un EBC pour des jardins, je ne vois pas la relation. On a aussi parlé ailleurs de zones N, NJ, indexées. Sur le plan de la réglementation PLU, il existe un flou, un tâtonnement.

Ensuite, dans le cadre des services espaces verts, quand on fait l'analyse de la part des budgets alloués aux services espaces verts par rapport aux autres budgets, on est sur des montants dérisoires. Exactement comme quand on fait l'analyse des parts allouées aux paysages ou aux jardins dans un projet urbain, on est sur des montants dérisoires. Or il se trouve qu'il y a une dissymétrie, voire une distorsion entre ce moment-là et la façon dont on utilise le jardin, le végétal ou la peinture verte comme outil de propagande politique. Là, on a quelque chose à creuser pour reprendre le pouvoir, redonner une légitimité qui se concrétise financièrement, matériellement, en termes de moyens humains, etc.

A l'intérieur de ces services espaces verts, on le sait, en gros depuis les années 50, c'est une sorte de canal qui s'appelle l'ingénierie horticole où l'on est quand même orienté vers la production. On commence à travailler sur des questions de diversité, on fait intervenir des botanistes, etc., mais ceux qui maîtrisent la fabrication, et donc dans une certaine mesure le module de concertation, sont quand même des gens qui sont issus de filières horticoles. On voit bien qu'il y a un manque criant d'autres professions, des paysagistes en premier lieu, très probablement des sociologues, des animateurs qui pourraient faire cette interface et qui changeraient radicalement la relation des services espaces verts et donc de la ville aux habitants pour ne plus courir derrière les initiatives collectives des habitants mais essayer de les devancer, ou au moins de mieux les accompagner.

Nicolas Gilsoul, *architecte*

J'aimerais souligner sept points, sept pistes de réflexions à partir de ce que l'on a pu échanger pendant ces deux journées.

Une première chose qui revient souvent c'est la notion d'identité, le jardin comme valeur identitaire, la nature comme valeur identitaire, le morceau de paysage comme valeur identitaire. Aujourd'hui, en perte d'identité par le biais du brassage, de la globalisation, etc., on recherche une nouvelle valeur identitaire qui se niche souvent dans le jardin. On peut peut-être s'interroger là-dessus parce qu'il y a eu des dérives dans le passé et l'histoire peut peut-être nous expliquer des choses là-dessus.

La deuxième chose est que la plupart de ces actions se font en contraste avec la ville. Il y a encore une très grande séparation entre ville et ce qu'on appelle la nature – on pourrait faire un séminaire juste sur le mot nature... Il y a une séparation très forte et on l'a vu de manière assez flagrante dans le film de Strasbourg. J'ai trouvé très courageux de votre part d'amener ça sur la table. Comment s'adresser à un grand public sans prendre les gens pour des idiots, en répondant à une partie de leur attente mais en apportant d'autres connaissances ? On entend de plus en plus parler de corridor écologique, de continuum écologique dans toutes les villes de France et de Navarre, moi j'aimerais militer pour des corridors de connaissance. C'est très compliqué. Les scientifiques ne sont pas toujours d'accord entre eux sur les chiffres et les politiques attendent des chiffres pour mettre des règles.

Troisième chose, les microsociétés. Bien souvent dans ces jardins partagés, familiaux ou autres, on voit se mettre en place des questions de microsociétés avec la question physique de la fermeture, de la limite de ces zones-là. Je pense que l'on pourrait s'interroger sur ces microsociétés parce que si on les transpose à ce qui s'est passé au niveau urbain ou architectural avant, en juxtaposant ces microsociétés on va peut-être se retrouver avec un étalement de microjardins protégés... C'est une question qui peut devenir inquiétante au niveau sociologique. Certains, au nom du rapprochement d'un terreau fertile partagé, revendiquent des connaissances ou des pratiques et s'enferment dans des opérations en marge qui s'enferment pour se protéger.

Quatrième chose, on a vu assez souvent qu'il y avait un glissement qui passait du design à la programmation. La question du dessin et de la forme de ces espaces n'est bien souvent plus la question principale. La question principale est celle de la programmation, qu'elle soit écologique, sociale ou d'accompagnement médiateurs, etc. J'aimerais donc vous interroger sur la question de la forme parce que je note une chose qui me surprend. Personne ne veut vivre dans un espace bétonné, mais pourquoi est-ce que la ville verte future est obligée de transformer la fontaine circulaire avec des gros cailloux qui sont mis l'un à côté de l'autre ? Je pense là à l'exemple de Strasbourg. Est-ce que l'on est obligés d'avoir un look « ma cabane au Canada » ou de jardins pseuso-fleuris où tout le monde est

gentil, où tout le monde fait un barbecue et se partage les idées, les graines, et où l'on vit tous dans un monde merveilleux en dehors de la ville et contre les pots d'échappement ? Est-ce que cela doit nécessairement prendre une forme aussi naïve ? Pour moi, c'est une question de forme mais peut-être que je me trompe et que la forme n'a plus aucun intérêt aujourd'hui. On le voit de plus en plus dans le travail des paysagistes, la forme ne nous intéresse plus, ce qui nous intéresse ce sont les relations et les échanges, même au niveau écologique.

Suzanne Brolly, *Communauté urbaine de Strasbourg*

J'ai en tête le projet Austerlitz que nous ne vous avons pas montré ce matin. Quand on nous a montré le projet, c'était très beau, c'étaient de belles formes circulaires mais, au niveau de la biodiversité et des connectivités, cela n'avait pas de sens. Il y a toujours ce problème entre la forme et les fonctionnalités écologiques qui ne sont pas toujours respectées.

Nicolas Gilsoul, *architecte*

Je suis d'accord. En tout cas, il faut inventer de nouvelles formes qui correspondent à nos nouveaux usages.

Cinquième point, la question de la gestion qui est revenue assez régulièrement. Une phrase très intéressante a été dite ce matin : « *Le futur ce n'est pas uniquement de faire des jardins, c'est aussi de faire des jardiniers.* » Je pense que c'est essentiel. Il y a un engouement parce qu'on a un besoin de nature, un désir de nature, il y a un engouement aux quatre coins de la planète pour mettre du vert à peu près partout, même en défonçant les trottoirs pour planter trois graines. Mais comment va-t-on les arroser ? Qui va les entretenir ? La Ville n'arrive plus à les entretenir parce qu'on n'a pas tous la chance d'avoir 150 designers à la direction des espaces verts comme à Amsterdam, la plupart du temps ce sont trois personnes qui se battent en duel parce qu'elles viennent de formations horticoles différentes... Je pense que l'on pourrait aussi s'interroger sur toute cette bonne volonté, cette énergie à canaliser de tous ces citoyens qui veulent mettre des plantes partout.

Sixième point, la question de la stratégie et de la communication. Bruno en a parlé, c'est ne pas tomber dans le marketing et dans le greenwashing mais voir ce que l'on arrive à communiquer et comment. C'est un vrai travail de pédagogie qui commence même avant l'âge de 8 ans.

Enfin, dernier point, et un grand merci à POPSU parce que l'on a vu des pratiques quand même très différentes mais où l'on était tous plus ou moins dans des climats assez différents de celui de Malaga. Je pense que c'est intéressant d'avoir eu une approche dans un climat différent avec aussi une autre

particularité très forte qui est ce marnage de populations entre la vie de tous les jours et l'afflux de tourisme immense au moment de l'été parce que, ça, c'est aussi le futur de pas mal de nos villes. Il suffit de voir l'estuaire de la Gironde, de Royan jusqu'à Bordeaux on a des villes mortes à certains moments et surpeuplées en période estivale. Il faut donc voir comment ces réseaux de jardins fonctionnent ou peuvent fonctionner dans ce type d'espace.

Jean-Jacques Terrin, *responsable scientifique de la plateforme POPSU Europe*

A Malaga, il y a le marnage humain mais aussi le marnage botanique qui est assez exceptionnel. J'ai demandé à notre collègue d'essayer de développer ce qu'il a finalement à peine esquissé dans sa présentation.

Alfredo Asensi Marfil, *directeur du Jardin botanique de Malaga*

Les grands parcs et jardins de la ville de Malaga sont une combinaison de plantes américaines et d'autres pays mais ce sont surtout des plantes subtropicales. Nous avons un climat méditerranéen, thermo-méditerranéen, sec. La pluviosité est de 60 litres/m² et en été il y a la sécheresse. Nous y remédions par un apport d'eau pendant cette période jusqu'à l'automne où les pluies reprennent. L'aménagement des jardins tient compte de ces facteurs climatiques.

Nathalie Blanc, *CNRS*

Je vais surtout réagir en tant que chercheur et environnementaliste sur les questions que je me pose par rapport aux jardins et aux exemples qui ont été apportés ici par différentes villes, sur les enjeux du jardin par rapport aux questions d'environnement. Je voudrais ressaisir cette question du jardin et du jardinage en ville par rapport à ces questions d'environnement, donc en rupture par rapport à ce qu'a dit Bruno, avec l'histoire qui a fait le lit du jardin, en tout cas au XIX^e siècle, sauf à appeler environnement la question de l'hygiénisme qui a prévalu dans le rapport aux jardins à cette époque.

Il me semble que pour parler de la scène de la recherche en ce qui concerne l'environnement – je ne le dirais pas à tous les collègues parce que je me ferais débouter immédiatement –, on assiste dans cette analyse d'écologie urbaine à une prééminence des enjeux naturalistes en ville avec des analyses, et les trames vertes le montrent, qui sont des analyses urbaines qui font le plus grand cas des questions de biodiversité urbaine, des questions d'écosystème urbain.

Quand j'ai fait ma thèse, à l'époque personne ou très peu de personnes travaillaient sur ces questions, donc travailler sur l'écosystème urbain avait tout son sens. Aujourd'hui, quand je travaille par exemple pour la Commission

européenne sur ces questions d'environnement, je vois que les naturalistes, tous ceux qui analysent le système ville de façon à la fois modélisante, à la fois naturaliste au sens le plus large du terme, prennent largement toute la place. C'est pour cela qu'il me semble que les jardins mettent en avant quelque chose de tout à fait important, c'est le poids des cultures. Par là, je ne veux pas dire simplement agriculture urbaine, pas seulement la question des identités mais la question des cultures plus généralement, des cultures du jardinage, de ce que cela veut dire de pratiquer et de se représenter à nouveau ces espaces du vivant qui sont tout à fait inédits, en tout cas du point de vue de l'histoire récente des villes.

Évidemment, on peut faire toutes ces critiques, faire attention au greenwashing, faire attention au marketing, etc., il n'empêche qu'il me semble que les jardins sont un terrain d'apprentissage, de ressaisie de cette question environnementale à partir de la base. Et, ça, c'est un peu nouveau.

Je voudrais insister sur la question des cultures et des identités. Il ne s'agit pas juste de se saisir des questions des cultures à partir de : je me sens bien ici, ça me réancre par rapport à mon identité toulousaine, strasbourgeoise, etc. Par culture, si l'on reprend l'étymologie, en tout cas d'un point de vue scientifique, il s'agit avant tout d'analyser ce qui fait société au travers d'un certain nombre de pratiques et de rituels que pratique un groupe humain. Là, on est dans l'ordre de l'observation de ces pratiques et de ces représentations dans ces espaces du vivant que sont les jardins en ville. Et il me semble important, avant de critiquer, de voir ce qui se fait dans ces espaces-là et donc de promouvoir un dispositif de recherche qui fasse contrepoids au dispositif naturaliste et qui promeut ces jardins comme une façon de se ressaisir de la question environnementale mais à partir d'une question sociale et culturelle. Il me paraît important que les villes fassent aussi ce jeu-là au nom des populations avec lesquelles elles travaillent. Ça, c'est un premier point.

L'autre point sur les cultures c'est de dire qu'il y a différentes cultures dans les villes, on est tous dans des villes métissées aujourd'hui, en Europe en tout cas. On ne peut plus prétendre juste faire l'identité de la Garonne, on fait l'identité de quelque chose qui est très multiple et, du point de vue de ce jardinage, du point de vue de se ressaisir du vivant en ville, on est véritablement devant des acteurs qui sont extrêmement divers. On a des inégalités, on a des différences qui peuvent se traduire en matière d'inégalités, en matière de rapports de pouvoir dans la ville. On parle de gentrification à proximité des espaces verts mais ce n'est pas seulement une question de gentrification, c'est aussi des inégalités en termes d'accès à la ressource, il y a différents phénomènes. En tout cas, il me semble important d'y prêter attention.

Vous aurez compris, en tout cas en ce qui concerne ces grands projets européens sur les villes, que ces processus ne peuvent pas être analysés seulement par des modèles mais doivent mettre en jeu ce que les villes essaient de plus ou moins mettre en jeu, à savoir des manières de construire collectivement des espaces du vivant, même si cela pêche parfois ici et là.

Pourquoi parle-t-on tout d'un coup à ce point-là des jardins ? J'ai vu émerger ce mouvement quand j'ai fait des rapports pour le PUCA dans les années 2000-2008. Quand je me ressaisissais de ces enjeux à l'échelle européenne, on me disait que c'étaient des petits trucs, que ce qui compte c'est l'habitat passif, ce sont les éco-techniques, etc., et j'avais toujours un peu l'air ridicule avec mes habitants et mes jardins ou mes habitants et mes animaux... Il y avait un peu l'idée que c'était un truc de femmes. Il y avait toujours une dévalorisation et une déqualification de ce mouvement. Là, je suis contente de voir que c'est tout d'un coup ressaisi de quelque chose d'autre, ressaisi aussi par le sentiment de la catastrophe ou de la nécessité d'opérer une transition en termes de gestion des espaces urbains ou de politique des espaces urbains.

Si l'on fait l'hypothèse que ces jardins, ce jardinage de la ville, ces villes jardinées, participent d'une ville en transition, il me semble qu'il faut promouvoir de nouveaux outils d'analyse par rapport à cette question de la transition. Là, je prêche un peu pour des choses que j'essaie de promouvoir dans le champ de la recherche. C'est-à-dire que plutôt que d'analyser juste les représentations pratiques des personnes, il faut, me semble-t-il, analyser la manière dont les espaces dans lesquels elles travaillent, le milieu riche avec lequel elles interagissent, leur permettent d'agir différemment et de s'adapter aux changements qui vont venir de manière différente. En tant que politique de la ville, vous offrez un milieu, vous offrez des possibilités d'agir et c'est cette interaction qui est importante.

Aujourd'hui, cette interaction porte un nom du point de vue de l'analyse des politiques publiques, c'est celui de *capabilities* dont vous avez peut-être entendu parler. C'est un terme qui est promu notamment par Amartya Sen, prix Nobel d'économie, qui montre à quel point il ne s'agit pas seulement en termes de politiques publiques d'offrir un milieu mais de voir en quoi ce milieu permet à des gens d'agir différemment et de se représenter leur avenir et leur capacité de s'adapter de manière différente. C'est un point auquel il me semble que ces jardins répondent en partie, ou en tout cas essaient de répondre, à travers la question de l'alimentation, par exemple. Ils offrent des possibilités d'accès à des ressources qui permettent de gagner du pouvoir d'agir. C'est un point qui me semble aussi à mettre en avant.

J'aimerais intervenir sur un dernier point qui est celui de la question éthique. J'ai beaucoup travaillé sur cette question et continue à y travailler. Qu'est-ce que cela veut dire une vie heureuse ? On ramène toujours cela à des questions de grande morale, alors que l'éthique est un comportement individuel, c'est l'idée de sa vie heureuse en accord avec l'environnement dans lequel on se trouve. Il y a une éthique qui avait été promue à un moment donné par Martine Aubry qui est l'éthique du *Care*. Il s'agit d'une éthique du soin, qui vient d'un mouvement américain notamment, de l'attention portée aux choses. A l'époque, quand on a parlé de ça, on ne parlait pas du tout d'environnement et progressivement on s'est rendu compte que cette question concernait aussi le soin porté à un certain nombre d'espèces autour de soi et que cette éthique, ce soin, ce souci de la reproduction du milieu dans lequel on se trouve – qui est souvent, en ce qui concerne l'environnement de proximité, le fait de femmes – avaient une valeur particulière qu'il ne fallait pas forcément dénigrer.

J'insiste sur ces trois points positifs à condition de savoir les voir et à condition aussi d'en faire une force de proposition au niveau politique et pas simplement un constat qui serait cantonné à la sphère des politiques de proximité. Il faut en faire une vraie question par rapport à ça. Un des enjeux des trames vertes ce n'est pas simplement du point de vue de la réintroduction en ville de la biodiversité, c'est aussi essayer de voir en quoi cette politique des trames vertes peut avoir des enjeux sociaux via notamment le jardinage, mais un jardinage entendu comme extrêmement large, avec une typologie des jardins qui peut être variée. Jardiner cela peut être aussi prendre soin de la biodiversité, jardiner cela peut être diverses choses. Je crois qu'il faut se saisir de cette opportunité des trames vertes et bleues pour essayer de connecter ces mouvements de proximité de jardinage à cette espèce de sécurisation foncière qui, pour l'instant, n'a pas encore atterri au niveau local et des PLU.

Pascal Amphoux, *Contrepoint projets urbains, Lausanne*

Il y a beaucoup de choses qui ont été dites et que je partage largement. Je trouve cinq ou six points qui peuvent peut-être être formulés en termes d'enjeux pour avancer sur des plans différents, selon des postures différentes. Dans l'exposé du Grand Lyon, j'ai bien aimé l'effort de parler des « jardins-sites », des « jardins-arches », des « jardins-pépinières » à propos du jardin des Balmes, parce que j'y vois un enjeu conceptuel – qui porte sur la façon de concevoir les choses. Je trouve que cette dimension du jardin-site est un argument très transversal, qui pose la question du passage de la petite échelle à la grande échelle, où la question de l'articulation des échelles devient très profonde et première dans le

projet, qui ne concerne plus que le projet naturaliste, mais précisément aussi le projet urbain ou le projet nature.

Sur le « jardin-arche », j'étais un peu inquiet sur le terme parce que, si j'ai bien compris, c'est la référence à l'arche de Noé... Cela m'intéresse beaucoup au niveau des représentations et du vocabulaire... Le côté abri, le côté refuge..., mais où s'hybrident nature et culture, abandon et traditions, la préservation et la renaissance... Et il me semble que cela pose vraiment la question du rapport entre la perspective de la protection, ici la protection de la nature si l'on généralise un peu les choses, et une perspective de création ; cela veut dire que cette dimension de refuge n'est plus simplement le refuge *cocooning* un petit peu nostalgique, mais au contraire quelque chose de plus prospectif, qui est par exemple un refuge d'ordre biologique, un espace de réserve sur le plan sociologique, etc.

Sur le « jardin-pépinière », là aussi je trouve que cela pose la question du jardin protection parce que, si j'ai bien compris, il s'agit d'une dimension un peu « conservatoire » (conservatoire de cultivars anciens ou autres activités associées), « pépinière » au sens productif du terme. Moi, cela fait vingt ans, dans les projets urbains, que j'essaie de proposer une « pépinière urbaine » à l'endroit d'un grand chantier, où l'on plante une portion de territoire stratégique pour en geler l'aménagement pendant cinq ou dix ans, y planter les arbres qui sont peu à peu transplantés dans les espaces du projet urbain à mesure que se constitue avec les sujets restants une place majeure ou un parc emblématique. Mais je n'ai jamais réussi à faire ce truc-là. Je ne suis pas le seul, on est nombreux, mais peut-être que l'on y arrivera un jour.

Je vais recouper ce qui a été dit sur la question du passage du « faire jardin » au « faire jardinier » autour de cette question des nouveaux métiers, le « jardinier animateur », le « jardinier régisseur », etc. Je pense que c'est insuffisant et que l'on doit trouver des termes plus spécifiques. Ce n'est pas seulement une association entre un animateur socioculturel et une compétence biologique, ce sont vraiment des inventions plus fondamentales, mais on n'a pas les mots... Les expériences sont souvent des espèces d'associations un peu naïves entre « du socioculturel » et du « gentil naturaliste ». En même temps, il faut arriver à trouver dans les expériences qui sont faites des arguments plus profonds qui soient les indices de vraies mutations.

Tout cela donne déjà une série d'enjeux par rapport à la mutation actuelle du statut des villes, du passage de la grande ville à la métropole, à la grande agglomération, du passage du projet urbain au projet de plus grande échelle encore, etc. Je trouve que cela s'articule sur quelque chose qui pour moi est un

enjeu méthodologique, que je mets en œuvre dans ma pratique de projet, mais qui vient pour moi de travaux de recherche plus anciens, dans lesquels j'ai toujours été conduit à distinguer trois postures différentes ou trois types fondamentaux de rapport au monde : la posture paysagère, la posture médiale, et la posture environnementale. Cette distinction est un peu homologue aux trois écologies de Félix Guattari.

C'est l'idée suivante. Il y a trois types de regard, ou trois types de façon de faire projet sur le territoire. Soit on s'extériorise, on objective et on est dans une attitude « environnementale », c'est-à-dire que l'on va utiliser des données qui, certes, ne sont jamais objectives mais dont on essaie d'accroître le degré d'objectivité avec les techniques dont on dispose. Soit on est « enfouis dedans », en actes, et dans ce cas c'est la dimension de l'usage qui est privilégiée : le milieu, ou plutôt la « posture médiale », c'est tout ce que j'oublie ou tout ce que je ne perçois plus parce que je suis enfoui dedans. Là, ce sont les pratiques sociales et la façon dont les gens se comportent, « d'ordinaire », dans les espaces dont on parle aujourd'hui, et où ils n'ont pas conscience de.... Bien sûr, s'ils jardinent, ils ont conscience de jardiner, mais ce qui est intéressant dans l'espace public urbain c'est ce que l'ambiance végétale génère : certes des pratiques « environnementales », peut-être botaniques ou horticoles, mais aussi douze mille autres pratiques ordinaires qui sont la pratique amoureuse, le chahut en groupe, le sport, toutes les choses que vous décrivez et que vous observez aussi..., tout cela se fait de façon implicite par rapport à ce type de territoire. Il n'y a certes pas de déterminisme de la forme du jardin sur la pratique sociale, mais il y a des inductions, il y a des interférences, il y a des relations et c'est là une deuxième dimension très importante. Puis, la dimension paysagère... C'est celle qui va ramener le rapport sensible au territoire du jardin, le rapport « esthétique », au sens stylistique mais surtout au sens étymologique de « ce qui me touche », au sens où il génère des effets sensibles qui peuvent être de l'ordre de l'enveloppement, de la coupure, du tropisme, de l'ubiquité, etc., toutes sortes d'effets sensibles que peut produire la configuration spatiale du jardin et qui fait que l'on est susceptible de basculer dans une situation qui peut devenir contemplative, qui peut devenir jouissive, etc. Je pense que c'est une troisième dimension importante.

Mon plaidoyer c'est alors que, au niveau de l'analyse comme au niveau du projet, on hybride ces trois dimensions-là. On voit trop souvent des choses extrêmement performantes sur le plan environnemental, sur le plan du cycle biologique, avec des technicités formidables, mais qui ne disent rien sur le plan sociologique. Ou alors des pratiques horticoles exemplaires mais, du point de vue esthétique, des régressions totales par rapport à l'art des jardins. Je plaide toujours pour une

espèce d'argument fondamental d'hybridation de ces trois grandes postures-là. Le jardin-site, le jardin-arche ou le jardin-pépinière m'intéressent à partir du moment où « le jardin, c'est les trois » – et je pense que cet argument est vrai aussi bien pour l'analyse que pour le projet.

Des enjeux économiques, je dirai très peu de choses puisque cela a été très bien dit par Bruno tout à l'heure, sur ces distorsions entre la part de financement qui est attribuée au végétal par rapport à de l'espace bâti et sur la part que cela représente dans l'argumentation politique ou dans les idéologies ou les imaginaires contemporains. Mais c'est compliqué, parce que c'est difficile de réduire ça à des aspects strictement économiques. Je pense à quelque chose qui m'a frappé à la suite d'une visite à Tempelhof, on voit ça aussi en Suisse et dans différents pays, on voit que les budgets qui sont attribués aux services d'espaces verts dans les institutions publiques des villes, souvent, sombrent. C'est particulièrement caricatural à Berlin qui a perdu un nombre d'employés absolument incroyable en quelques années. Puis, de l'autre côté, on voit l'implication habitante avec tous les exemples donnés qui sont formidables, où les gens se mettent à entretenir l'espace public qui ne peut plus être entretenu dans les conditions financières d'aujourd'hui. Cela touche l'Espagne de façon encore plus forte que chez nous.

Il y a crise économique, donc on fait un transfert, on fait chuter l'emploi public au profit d'une activité bénévole ou associative des habitants... Ce n'est pas mal, sans sombrer dans un marxisme simpliste, de s'interroger sur le sens de cette évolution. Je trouve qu'il y a une vraie problématique pour des chercheurs : essayer de penser cela par rapport aux situations de crise que connaissent nos pays : on compense et on utilise du bénévolat, on fait de l'insertion en payant 1 euro les gens, avec des cautions qui sont politiquement affreuses, voire scandaleuses. Mais il ne faut pas non plus tomber dans la caricature inverse en disant purement et simplement qu'il faut interdire ce genre de pratique, car l'implication des gens c'est très bien aussi. Bref, c'est compliqué à penser. Je crois que c'est un vrai sujet pour passer d'une réaction à la crise, qui sous caution de pragmatisme aboutit à des choses scandaleuses sur le plan politique, à une réponse qu'il faudrait qualifier de critique, au sens le plus fort du terme. Car, comme il y a crise, il faut être dans une réponse critique, c'est-à-dire qui est capable de séparer des logiques différentes, de faire la distinction. La racine grecque, *crisis*, c'est bien la distinction.

Un dernier point sur les questions de fonctionnement idéologique, car je trouve qu'il y a là une activité de recherche importante à avoir. Je suis très frappé, ne

serait-ce que dans les présentations de ce matin mais je vois ça très souvent, par l'uniformisation des pratiques d'aménagement et d'usages des espaces dits naturels dans les villes européennes, et même peut-être un peu plus loin. On voit exactement les mêmes arguments d'insertion des migrants, du social, de l'équité aux femmes, du social garden, etc., il y a une uniformisation des formes et des styles d'intervention. D'ailleurs, ce sont souvent les mêmes concepteurs qui interviennent dans des villes ou des pays différents, mais ce sont aussi les mêmes figures du jardinier amateur ou de l'habitant jardinier qui fleurissent partout. Et puis, du côté des représentations aussi, avec des retournements du sens de l'image et des choses comme cela. Il y a aussi un effet d'ubiquité du végétal dans la ville, tout est vert, même les toits, c'est formidable ! Sauf qu'il n'y en a plus nulle part et partout à la fois, c'est de l'indistinction, c'est une perte d'identité. Ce serait un enjeu un peu transversal d'apprendre à redifférencier les choses. Au niveau de la gestion, le terme d'« entretien différencié » est très intéressant mais il faudrait le prendre à la lettre et que cela ne se réduise pas à une technique. Au niveau des représentations, j'en ai parlé en plaidant pour une logique ternaire. Au niveau de la conception, réintroduisons des effets sensibles pour que des identités puissent se reconstituer, qu'il y ait des différenciations entre les villes, entre les pratiques, etc.

Ares Kalandides, *urbaniste*

Comme la plupart d'entre vous le savent maintenant, il y a deux cœurs qui battent en moi, un cœur allemand et un cœur grec. En ce moment, c'est très dur... Et je passe tout le temps de l'un à l'autre. Je ne peux pas m'empêcher d'intervenir quand j'entends le mot crise, je le prends comme quelque chose de très personnel. Vous avez dit que vous étiez très pessimistes sur ce que l'on peut faire dans la ville dans une période de crise. Je reprends là la question du rôle de l'État et du bénévolat dans une période de crise. Je ne veux pas approcher ce sujet comme chercheur ni comme quelqu'un qui représente une ville mais comme quelqu'un qui fait de l'activisme urbain dans les villes.

Quand on parle de crise, on parle de quelque chose complètement différent quand on parle de la crise à Berlin, qui est presque une crise de luxe, et de la crise à Athènes. Quand on parle de la crise à Berlin, on n'a pas 150 designers comme à Amsterdam mais, pour une ville de 3,5 millions, on en a trois. Mais on se trouve dans une ville qui a quand même, c'est ça qui est très important, une société civile extrêmement forte, une tradition démocratique et de participation au bien commun extrêmement forte, donc on a une espèce d'élasticité qui, même dans la crise, peut créer d'autres formes. Ce qui m'intéresse, ce n'est pas forcément le jardin en soi mais le jardin comme instrument possible pour réactiver

une société qui se trouve en ce moment dans une situation de dissolution. Dans la crise, certains retrouvent la solidarité et d'autres commencent à se combattre. Ce que je vois c'est que, dans les sociétés en crise dans le sud de l'Europe en ce moment, on ne trouve pas la solidarité, on se combat. On trouve aussi de grands mouvements de solidarité, on a une gauche en Grèce qui est basée sur la solidarité, elle atteint 25 %, et les fascistes eux, qui font exactement l'inverse, sont à 15 %.

Je parle comme activiste. Nicolas a parlé des dangers des microsociétés, dans ce sens-là cela m'intéresse très peu. Enfin, cela m'intéresse beaucoup mais je cherche le plus petit espace commun qui pourrait être le jardin public, la place publique, etc., où peut se construire un nouveau microcosme, une microsociété. Parce qu'on est en train de perdre cela aussi dans les pays vraiment en crise. La question se pose d'une façon complètement différente. Évidemment, j'ai besoin de lier ces petits mouvements ici et là et voir comment cela peut proposer un discours politique. Mais moi, avec un passé marxiste, j'ai du mal à accepter le bénévolat, c'est de l'outing complet ici, il remplace complètement la Ville. De toute façon, je suis obligé de trouver une solution alternative en ce moment où l'État est en train de ne plus exister ; en Grèce, pas en Allemagne. Je ne peux pas fermer les yeux et dire, parce que je crois à cet État et à sa force, que je ne vois pas la nécessité de créer une société civile forte qui, même en partenariat avec les entreprises privées, essaie de faire quelque chose avec cette ville.

Qu'est-ce qui peut unir les gens ? L'alimentation. C'est une chose vraiment de base. Mais si je perds cela parce que quelqu'un vient me dire que ce que je mange est dégueulasse... La pollution, la contamination, commencent à devenir un gros problème dans ce sens-là. Si je dois offrir quelque chose à des voisins qui sont en train de créer quelque chose pour se nourrir, parce que les gens ont faim à Athènes en ce moment, je dois leur offrir quelque chose qui n'est pas pollué ou contaminé. Ce n'est pas théorique, c'est vraiment très pratique.

Je ne vois pas du tout d'uniformisation des villes. Quand on parle de ces choses-là, on parle des mêmes choses, on donne une illusion d'uniformité mais elle n'est pas là du tout. Je ne vois aucune uniformité dans nos villes européennes, c'est notre façon de parler entre nous parce qu'on a le même discours.

Anne Péré, architecte-urbaniste, enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse

Il me semble que la question de la démocratie et de la maîtrise de l'espace est au cœur, c'est en tout cas ce que j'ai vu à Toulouse quand je suis allée interroger les gens sur ces jardins. Je ne sais plus qui a dit que l'on accompagne, que l'on favorise un milieu, moi j'ai l'impression que c'est l'inverse, en tout cas en ce qui

concerne les mouvements des jardins partagés, que les politiques publiques suivent des incitations et les personnes qui jardinent le font parce que c'est aussi le lieu où elles peuvent agir. Pour moi, c'est aujourd'hui une dimension fondamentale qui n'est pas la même qu'avant concernant la question de l'action dans l'espace public.

Où est-ce que l'on se retrouve aujourd'hui dans l'espace public ? Là, on a un problème d'identité et d'échelle. Où est-ce que l'on se retrouve ? Où est-ce que l'on dit des choses ? Il me semble que le jardin est un prétexte à ça, que c'est une des dimensions que l'on doit voir, en tout cas que j'ai assez fortement ressentie à travers le petit travail que j'ai fait à Toulouse avec la Communauté urbaine. Quand on recherche une identité liée à la Garonne, ce n'est pas juste par rapport à l'histoire, c'est aussi parce que l'on passe tout d'un coup d'une ville à une métropole dont on ne sait plus où sont les limites, dont on ne sait plus où est l'espace public, et on la retrouve finalement à ces échelles-là, maîtrisables, touchables du doigt. Cette dimension m'intéresse, peut-être aussi parce qu'elle est physique et que je peux la dessiner...

**Serge Kempeneers, directeur de la division espaces verts, Bruxelles
Environnement**

A Bruxelles, nous sommes partis politiquement, je parle là de décideurs politiques, d'une réflexion sur l'énergie, l'écoconstruction, puis nous sommes passés par le quartier et maintenant nous en sommes arrivés à la ville. En arrivant à la ville, tout d'un coup ils se sont souvenus qu'il y avait de la nature et qu'il y avait un réseau vert et bleu qui avait été imaginé il y a vingt ans dans la ville. C'est intéressant de voir l'évolution entre ce que les administrations font avec une certaine continuité et puis ce que les décideurs politiques font parfois avec un autre mode d'évolution.

Avec l'opération « Ville verte, ville nature » – là, je pense beaucoup à Toulouse qui a montré son chemin de 30 kilomètres de long de la Garonne – pour faire parler de la nature en ville nous avons eu une espèce de pari avec le politique qui était de construire en cinq ans, ce qui est la durée d'une législature pour un ministre régional à Bruxelles, 63 kilomètres de promenades autour de Bruxelles pour permettre aux habitants de découvrir des paysages et de la nature tout autour de la ville. Cela s'est traduit par un petit guide édité à 60 000 exemplaires, ce qui fait que les gens circulent à travers la ville avec la particularité que la promenade verte n'est jamais la même à quelque endroit que vous alliez. Nous avons refusé l'homogénéité du ruban d'asphalte de 2 mètres partout, dans certains cas il y a du gravier de lave, dans d'autres cas c'est de la terre, les

cyclistes s'éloignent des piétons, on s'adapte toujours au milieu, mais on a balisé l'ensemble.

Je voudrais réagir sur quelques-unes des idées énoncées, et d'abord sur cette problématique de l'évolution des politiques. Nous vivons actuellement quelque chose d'assez intéressant. Les sites ont été protégés à Bruxelles jusqu'à présent par une législation protection des monuments et sites. Donc les sites étaient déterminés avec une valeur biologique mais par des gens qui n'avaient pratiquement aucune connaissance de la valeur biologique des sites. Mais ils ont été protégés et on a utilisé pendant des années et des années cette stratégie et cette législation. Il se trouve que depuis cette année nous avons une ordonnance qui transcrit les directives européennes habitat, espèces, Natura 2000, etc. Là il y a une véritable espérance mais qui, tout d'un coup pour certains, doit s'opposer aux textes législatifs en aménagement du territoire, et certains n'ont rien trouvé de mieux que de dire qu'on va déclasser les sites monuments pour les reclasser en nature. Ce qui est complètement absurde pour un certain nombre d'entre nous parce qu'on sait très bien que la plupart des sites nature ont aussi une histoire. On en arrive à créer des oppositions là où l'on devrait avoir des synergies. Finalement, il y a des gens qui aiment se créer des conflits là où l'on ferait bien de travailler ensemble.

Naturaliste et écologiste, ce n'est pas la même chose. Je suis botaniste de formation. J'ai fait au départ de la botanique parce que pour faire de l'écologie quantitative il fallait passer par ce maillon-là à l'université. Cela m'a permis de m'en dégager un petit peu mais il faut bien se rendre compte que quand on a parlé de biodiversité on était entre zoologistes et botanistes et quand on parle de ces services écosystémiques et de grandes infrastructures vertes, on n'est plus avec les mêmes personnes. On doit ouvrir son registre. Il faut être très attentifs à cela parce que, pour certains, il y a encore un combat de retard ou une espèce d'appropriation d'un territoire qu'ils ne comprennent pas.

J'ai une problématique sur l'organisation et les individus qui est que l'on voit d'un côté les naturalistes se battre pour garder la mainmise sur un domaine et puis, quand on parle d'écologie urbaine, on voit des énergéticiens ou des hydrauliciens qui viennent avec leur vision d'ingénieur énergétique ou hydraulicien. Il faut essayer de faire attention à garder cela.

Les jardins, à Bruxelles comme au Maroc, sont pour une partie des jeunes un lieu où étudier. On ne se rend pas compte à quel point dans les familles on n'a pas l'espace pour qu'un étudiant du secondaire puisse étudier. Où ils vont ? Dans les jardins. C'est une chose à laquelle il faut être attentifs. J'ai travaillé au Maroc et j'ai été absolument surpris de voir qu'à la période des examens les jardins étaient

pleins d'étudiants parce qu'ils ne pouvaient pas étudier chez eux. Puis, deuxième élément des jardins, c'est le seul endroit, en tout cas chez nous dans les quartiers centraux, où les amoureux peuvent se retrouver sans que le cousin ou le grand frère viennent les épier. C'est un endroit magique le jardin, la chambre de verdure reste une chambre de verdure, il ne faut pas l'oublier dans la façon dont on organise tout cela.

Martine Koenig, *direction du développement urbain et durable, Grand Toulouse*

Je voudrais vous faire part de quelques flashes que j'ai eus pendant ces deux jours puisque, vous l'aurez compris, je ne suis pas une spécialiste des jardins. J'ai donc beaucoup appris par les uns et par les autres. Quand on m'a parlé du sujet du séminaire, les jardins dans la métropole, j'ai trouvé ça intéressant parce qu'on est sur des concepts opposés : la métropole d'un côté (avec les représentations de densité minérale, de suractivité, de concentration humaine) et puis, de l'autre, le jardin, jardin d'Éden, jardin persan, le lieu de plaisir et de paix.

La première surprise pour moi a été la visite d'hier après-midi. Dans le cadre professionnel, j'ai visité beaucoup de lieux mais c'est la première fois que j'étais devant un champ de maïs ou devant un potager un peu déglingué qui pouvaient être sujets d'intérêt, de questionnements, de photos, de visites. Cela m'a questionnée, je dois le dire.

Mon deuxième choc a été le film sur les villes nord-américaines. Dans ce film, il y avait de la violence (grenades de semis/plantations sauvages, etc.) Cela a été un déclic dans ma tête. Cela m'a renvoyée à une exposition de Virilio qu'il y a eue il y a quelques années sur « ce qui arrive ». Juste avant la catastrophe, tout est paisible, tout est calme, comme dans les autres films que l'on a vus, des films de Bisounours : les enfants sont joyeux, l'herbe est verte, il y a des fleurs, les vieillards sont sympathiques...

La métropole est-elle si menaçante dans ces aspects les plus urbains ?

Anne Péré a dit que le jardin est le seul lieu qui nous reste pour l'action, quelqu'un a dit que c'est le lieu du refuge, du repli, et je me suis dit que le jardin est bien le lieu miroir d'un état de civilisation. Si on est dans un monde en danger, on est bien avant la catastrophe (celle implicite d'une urbanisation déshumanisante). Le brin d'herbe donc serait l'arme pour essayer d'enrayer la catastrophe. Je comprends que ce combat nécessite y compris des grenades !

Coralie Scribe, *paysagiste, association La Jardinière Partageuse*

Nous ne sommes pas chez les Bisounours, on se bat tous les jours. Je crois que jardiner est un acte politique en soi, jardiner c'est résister. Je n'ai pas un

tempérament de guerrière mais de résistante, on a à Lyon une histoire qui a montré qu'il fallait l'être... Le jardin est une autre forme de pouvoir par l'autonomie : je ne prends plus ma voiture, je n'achète plus de légumes au supermarché, je n'ai plus besoin de m'abonner à un fitness club, j'ai beaucoup de temps à consacrer à mon jardin, j'éteins ma télé, etc. C'est en fait un autre modèle de société qui va à l'encontre du modèle de société de consommation, qui amorce la ville en transition, la résilience, etc. Et cela va très très loin dans les modes de vie, enfin cela pourrait aller très très loin.

Nous n'avons pas beaucoup parlé du renouvellement urbain mais il y a beaucoup de démarches autour des jardins partagés dans les politiques de renouvellement urbain. La première chose que je fais découvrir aux gens à travers le jardinage, c'est en tout cas mon approche, c'est que l'on fait avec un rien : le compost c'est un recyclage des déchets, quand on sème une graine elle peut repartir à graine, on peut la réutiliser, l'eau se récupère... On est dans un système qui prend une certaine autonomie. On commence à dérouler un fil qui est très intéressant, j'ai parlé d'autres modèles de jardins mais aussi pour d'autres modèles de société.

Je suis pessimiste et optimiste le matin en me levant. Optimiste parce que le jardinage est un vrai virus qui peut vite se propager ; c'est ce à quoi on assiste aujourd'hui, à un début de contamination. Mais on a besoin d'aide. J'ai parlé de jardin-refuge au sens d'un ailleurs, d'un espace poétique. Je crois que cette dimension est très importante et il faut qu'il y ait des moyens mis en œuvre sur les jardins : parce que le schéma de la clôture Bekaert, des jardins sur des parkings, c'est d'une dureté terrible ! C'est très violent. J'ai travaillé des années sur ces espaces-là et, dix ans après, on en est encore à ce stade-là. Il faut absolument changer de moyens pour aller de l'avant et faire l'unanimité quelque part parce qu'un beau jardin c'est comme une belle musique, « c'est beau et le beau est universel ».

Virginie Bathellier, *directrice du programme POPSU*

Je ne suis pas du tout une spécialiste mais il me semble qu'à travers la question des jardins c'est aussi une certaine forme d'innovation sociale qui apparaît. Ce qui m'a intéressée c'est la notion de *capabilities* parce qu'à travers ces différentes formes d'action, il y a le jardin mais il y en a aussi d'autres dynamiques qui émergent, comme l'habitat partagé. C'est une façon de coopérer différemment qui, sans en avoir non plus une vision idéalisée parce que cela n'empêche pas les conflits au niveau de l'appropriation de l'espace et des modes de gestion, 'amène à repenser le collectif et le rôle des individus en son sein.

A travers l'innovation sociale, il y a des débats et parfois le reproche est fait que les associations vont pallier les défaillances des pouvoirs publics. Mais, en même temps, cette forme active de participation citoyenne que l'on peut observer dans différents cas de figure, permet aux habitants d'avoir prise sur leur vécu et cadre de vie. C'est aussi une nouvelle forme du vivre-ensemble, mais pour un bien commun qui se construit au fur et à mesure et qui peut aider à faire face à une crise qui touche un nombre croissant de personnes. Je pense que c'est intéressant dans le sens où l'on va assister de plus en plus à l'émergence de différentes catégories d'actions incluant l'apparition du citoyen-acteur dans un monde où l'individualisme reste cependant prégnant. Là, on apprend à retisser les choses ensemble et à donner du sens à l'action commune.

**Jean-Jacques Terrin, responsable scientifique de la plateforme POPSU
Europe**

Je voudrais que l'on réaborde un sujet qui a été abordé hier, qui est latent mais que personne n'a vraiment évoqué, c'est celui des différents conflits. On a parlé des jardins guérilleros, on a parlé à l'occasion du Grand Parc des conflits entre activités quotidiennes et grandes activités événementielles, on a vu à Amsterdam des conflits d'usage dû à la démographie, puis on a aussi vu des conflits entre les habitants et les jardiniers de la municipalité. Tout cela montre qu'il y a quand même des problèmes de gestion de choses qui ne sont pas compatibles. On ne peut pas parler de nature et puis de 4x4 si simplement que cela. Comment gérez-vous tout cela ?

**Serge Kempeneers, directeur de la division espaces verts, Bruxelles
Environnement**

On a conservé en forêts des pickups pour les agents forestiers parce qu'il est important de faire passer un message de gestion et de faire passer également un message, je ne vais pas dire d'autorité mais une certaine image. C'est un conflit d'une certaine manière, j'ai effectivement provoqué le conflit par rapport à un certain nombre de personnes qui m'ont dit : « *Comment peux-tu rouler dans une bagnole comme ça !* » Oui, mais en même temps on a toute une politique de véhicules électriques dans les parcs, etc. Je crois que le conflit est dans certains cas intéressant parce qu'il va créer une dynamique, une discussion. Mais il faut qu'il soit bien géré et bien alimenté. Tous nos gardiens de parcs sont formés à la gestion des conflits.

Et puis, il y a les autres problèmes qui se passent dans la ville, qui ne sont pas liés à l'espace vert, qui sont liés à la ville. Est-ce que l'espace vert doit être une île dans la ville ? Nous, on est en train d'évoluer très fort mais je pense que chaque ville a sa propre réponse. A Bruxelles, nous revendiquons une originalité : les

espaces verts sont des îles dans la ville. Ce sont des endroits dont les règles sont des règles de convivialité, de vivre ensemble, de respect, de chercher du confort, d'être capables de dire que l'on ne veut pas de bruit à tel endroit, etc. Et on se différencie par ça de tous les autres acteurs de la Ville qui vont gérer le marché public, tous les autres types de problèmes. Ce n'est pas évident avec les autres actions dans la ville, où l'on a des stewards, des tas de gens, par exemple au niveau des uniformes. On est en train de se demander si nos gardiens de parcs doivent rester en vert ou est-ce qu'ils doivent être habillés en gris comme les stewards et autres.

Ces problèmes de conflits vont jusque dans cette problématique d'image mais je crois que cette problématique du conflit doit en grande partie être gérée par des personnes dont c'est réellement le métier. On ne revendique pas de faire des amendes administratives, on ne demande pas de faire des sanctions parce qu'à partir du moment où l'on pose des sanctions on n'arrive plus à faire passer un message de respect, de convivialité. Nous, on est dans un contexte où les couches d'autorité sont un peu mélangées et différentes. Quand on est dans une ville où il y a une seule autorité, c'est probablement beaucoup plus simple à gérer.

Emmanuel Raoul, secrétaire permanent du PUCA (*Plan urbanisme construction architecture*)

Ce que tu dis sur le conflit me fait penser à un autre type de conflit que j'ai vu tout récemment. Je visitais la zone d'aménagement Batignolles, dans le nord de Paris. Dans cette zone d'aménagement, il y a d'une part un grand parc qui a été créé de toutes pièces, le parc Martin Luther King, et d'autre part des immeubles relativement denses avec des étages R+7 environ en moyenne. Auparavant, il y avait une friche ferroviaire, donc il n'y avait rien d'une certaine façon, il y avait quelques voies de chemin de fer, des terrains vagues, des tas de gravas en plein Paris. C'est une partie de Paris déjà bien desservie par le métro où l'on va créer deux stations supplémentaires, en prolongement d'une ligne de métro.

Quand on regarde les réflexions sur comment faire pour que nos villes ne soient pas des problèmes vis-à-vis des émissions de CO₂ globales mais soient au contraire une solution, bien entendu la notion de densité et en particulier de densité autour des stations de métro, autour des transports collectifs, apparaît comme une nécessité, même une obligation. Or là, ce que l'on observe c'est que quand on recalcule la densité globale de la zone d'aménagement, cette densité est très faible si l'on compte à la fois le parc que l'on a créé et puis les immeubles. Quand on s'interroge sur le pourquoi de la création de ce parc, quelle est en fait la vraie raison qui a poussé les politiques à prendre cette décision,

c'est parce que les riverains étaient d'accord pour que l'on mette un parc à côté d'eux mais pas d'accord pour que l'on mette de la densité à côté d'eux. Donc on est encore dans le domaine du conflit. C'est : *not in my backyard*.

Par rapport à ça, dans le cas de Berlin, je trouve qu'il y a un choix qui a été fait dans la reconstruction de la ville de ne pas réadopter la densité de la ville ancienne, c'est-à-dire de délibérément là aussi créer à la fois de la reconstruction mais aussi de l'espace vert. Cela m'intéresserait de savoir quelle était la raison derrière cela.

Ares Kalandides, *urbaniste*

Berlin est un cas particulier. En 1994, on a eu le premier schéma directeur pour Berlin après la réunification et on a décidé qu'on allait densifier le centre. Il y a donc une décision de densification de Berlin. On s'est dit que si on allait avoir une augmentation de la population jusqu'à 2 millions, ce qui est ce que la ville peut supporter, 90 % allaient se faire par une densification du centre et seulement 10 % avec de nouveaux quartiers dans la périphérie. La volonté politique c'est de créer une ville plus dense. Par rapport aux grandes villes européennes, Berlin reste une ville avec une densité très basse. N'oublions pas que Berlin a une surface de 900 km², ce qui fait neuf fois Paris intramuros, avec seulement 3,5 millions d'habitants, et un tiers des surfaces sont des grands bois, des lacs, des rivières, etc., il y a aussi des petits jardins poches. Tout cela est toujours du vert protégé mais on a encore une possibilité de densification sans toucher à ces surfaces protégées.

Anne Péré, *architecte-urbaniste, enseignante à l'École nationale supérieure d'architecture de Toulouse*

Pour continuer sur la question des conflits, il y a évidemment la question foncière. La question du jardin dans la ville rééquilibre un peu. Je ne pense pas légitime que les gens qui sont déjà dans des espaces denses acceptent une densité en vis-à-vis d'un espace public ou d'un espace de nature qu'on leur offre. Peut-être que cette question des jardins peut renvoyer à la valeur des usages que l'on va attribuer aux aménagements des espaces. Ce conflit, on va l'avoir souvent. On a vu à Toulouse des installations de jardins temporaires dans des lieux qui vont se densifier. Est-ce que ces espaces de nature, y compris quand ils sont sur des infrastructures de transport, n'ont pas une valeur telle qu'on peut les préserver, y compris dans les documents d'urbanisme ?

Jean-Jacques Terrin, responsable scientifique de la plateforme POPSU Europe

Quand je vois les objectifs de Strasbourg qui sont que 50 % des habitats doivent devenir des jardins et quand j'entends Femke Haccoû nous dire qu'on a demandé à la police de vider un jardin parce qu'il y avait trop de monde, je me dis qu'on est quand même dans le conflit. Qu'est-ce qu'on fait pour permettre à 50 % des habitants d'être jardiniers sans lâcher la police pour vider les jardins ?

Jacques Soignon, service des espaces verts et de l'environnement, Ville de Nantes

Je remarque qu'il y a une certaine convergence, en particulier des responsables de villes que nous sommes, ce qui peut être inquiétant au bout d'un moment parce qu'on peut se demander si l'on n'est pas en train de faire la même « soupe »... Mais c'est aussi pour répondre à une vraie demande, la consommation de jardins est en train d'augmenter de façon considérable. Du côté d'Amsterdam, on est dans la surconsommation. Mais si on questionne un peu plus Femke, elle nous dit qu'il y a sur ce parc une vraie concentration parce que le monde attire le monde, il y a un vrai besoin de se rencontrer et de se densifier humainement et socialement dans un même espace, mais il y a d'autres parcs qui ne sont pas vraiment fréquentés. Nous, cette année, nous avons eu une augmentation de 30 % sur un été de la fréquentation du Jardin des plantes par rapport à l'année dernière.

Puis, une petite remarque. Dans ce que l'on a vu ici, on n'a pas parlé du tout de végétal ! On parle de jardin sans végétal...

Dans le passé, on parlait des jardiniers cinq branches, ils avaient une formation cinq branches (maraîchage, pépinière, arboriculture, floriculture, parcs et jardins). Aujourd'hui, le jardinier est buissonnant parce qu'il faut qu'il soit un peu sociologue, un peu naturaliste, un peu écologiste... On lui demande énormément de choses, ce qui rend d'ailleurs le métier plutôt intéressant.

On se rejoint sur le fait que les jardins sont des oasis, des archipels, pourquoi pas, et que les gens cherchent cette sécurité, ces moments de calme. C'est aussi pour ça que ces jardins se remplissent, il y a une vraie recherche de cela. On essaie de faire non plus des jardins dans la ville mais peut-être une ville dans un jardin.

Suzanne Brolly, Communauté urbaine de Strasbourg

Françoise Buffet, adjointe à l'environnement à la Ville de Strasbourg, ne parle pas de nature en ville mais de ville en nature. Le maire n'y arrive pas encore... C'est n'est pas un détail sémantique, c'est arrêter de mettre la nature en décoration

dans la ville, la nature devient le socle principal qui donne un sens à la ville dans laquelle les gens vont pouvoir s'épanouir et où il va y avoir du lien social. C'est aussi la ville nourricière. Aujourd'hui, la manière dont la nature se développe dans la ville est un peu désordonnée. On a encore cette volonté de tout ordonner mais, en même temps, notre directeur général nous a rappelé qu'il fallait arrêter de vouloir tout finir, qu'il fallait aussi laisser les habitants s'approprier les projets pour qu'ils prennent la forme de la réalité. C'est comme cela que le projet pourra vivre. Sinon, cela donne des places minérales inutilisées. On en met partout parce qu'il paraît qu'il y a de grands événements qui sont organisés aux quatre coins de la ville. Chaque fois qu'on construit un quartier, on prévoit une grande place minérale alors que l'on pourrait avoir plus d'espaces verts. Dans la sémantique que nous avons choisie, on ne dit plus espaces verts mais espaces de nature...

Louis Tissier, *chef du service Espaces verts de la ville de Strasbourg*

J'ai bien identifié les consommateurs de jardin et les acteurs de jardin. Les consommateurs n'ont pas les mêmes valeurs, la même éducation et les conflits viennent souvent d'eux. On n'est pas dans un monde idéal, il y a une vie du jardin qui n'est pas forcément idyllique. Ce sont aussi des lieux de rassemblement, de délinquance, de dégradation, d'alcoolisation en milieu urbain. Ce sont des choses qui existent. Par exemple, pour l'activité de nettoyage j'ai constaté en l'espace de cinq, six ans, une augmentation phénoménale qui est également liée à nos nouveaux modes de vie. Par exemple, les gens qui ont des pauses très courtes à midi, ou les collégiens et étudiants qui n'ont pas les moyens de se payer la cantine ou d'aller dans un endroit au chaud vont dans les jardins pour manger des repas bon marché et laissent tous les emballages sur place. C'est une forme d'agressivité par rapport au travail du jardinier, c'est en tout cas comme cela qu'il le ressent, par rapport au respect de son travail.

Suzanne a parlé des places dédiées à l'événementiel. Nous avons créé un parc il y a quelques années, le Jardin des deux rives, et avons trois cents à quatre cents demandes de manifestation annuellement. Il y a des week-ends où il y a deux ou trois manifestations, toutes organisées par des associations. Ce sont des choses qui n'existaient pas auparavant. Le jardin est devenu un lieu de mise en scène. Il y a là aussi quelquefois des conflits d'usage parce que nous avons le souci de la préservation de ces espaces et ces manifestations peuvent générer des dégradations. Nous sommes dans ce double rôle d'animateur et de gestionnaire pour la préservation de ces espaces.

Nathalie Blanc, CNRS

Il me semble qu'il ne faut pas oublier que derrière les enjeux sociaux, il y a des enjeux d'image de marque et des enjeux environnementaux. Une des grandes difficultés est de relier ces enjeux-là aux enjeux de jardinage en ville, c'est-à-dire des enjeux sociaux ou qui sont plutôt traités comme des enjeux sociaux. Je pense qu'il y a là un véritable travail collectif à faire.

Serge Kempeneers, directeur de la division espaces verts, Bruxelles
Environnement

Un petit exemple d'enjeux sociaux : faire le tri dans un parc des déchets d'emballage de repas, des canettes, etc. C'est un enjeu que nous avons tous pour le moment. La Ville de Paris a des poubelles partout dans les parcs mais je ne sais pas quel est le résultat. Je trouve qu'il est intéressant de voir comment on peut mettre en place dans un espace public un comportement qui est celui que l'on demande aux gens d'avoir chez eux. C'est vraiment un changement de comportements. On a des communicateurs au sein des jardins qui sont même de très bons communicateurs puisque l'on trie déjà notre matière organique, on peut montrer que l'on fait du compost et qu'on le réutilise. On est donc probablement parmi les meilleurs exemples de la nécessité de trier pour pouvoir recycler.

Quelle est la performance actuelle ? Quels sont les outils ? Pour le rendez-vous de Berlin, on pourrait amener chacun un chiffre, un exemple, pour mettre nos expériences en commun. Je suis convaincu qu'il y a cent villes qui sont demandeuses d'avoir une espèce de guideline sur une opération comme celle-là.

Suzanne Brolly, Communauté urbaine de Strasbourg

Un des retours que l'on m'a fait dernièrement par rapport au tri dans les jardins c'est que cela ne fonctionne pas mais qu'on continue à le faire, juste pour éduquer. C'est un retour d'une étude au niveau national.

Serge Kempeneers, directeur de la division espaces verts, Bruxelles
Environnement

Ce qu'on découvre quand on fait une analyse, c'est qu'on consomme beaucoup de boissons dans des emballages en verre, ce que l'on ne savait pas.

Béatrice Charre, association Le Passe-Jardins

Par rapport à la notion de conflits, je crois que le jardin n'est pas source de conflits mais est à la croisée des grands enjeux de la société ; on est entre le travail et le loisir, entre l'éducation et la consommation, entre l'espace naturel et la création de lien social. C'est pourquoi le jardin est révélateur des conflits sociaux qui prennent sens à cet endroit. Du coup, on a un moyen de les aborder

avec les citoyens, et parfois de les régler, mais on est plus sur le jardin révélateur, sentinelle de ce qui se passe ailleurs dans la société.

Juliette Castay, responsable du service écologie, Grand Lyon

Mon questionnement porte sur le positionnement des politiques publiques par rapport à cette thématique jardin. Elles avaient initialement un rôle d'investisseur, de créateur d'espace, de gestionnaire et d'aménageur alors qu'aujourd'hui elles ont plus un positionnement de créateur de conditions, de facilitateur, ce qui interpelle quand même par rapport aux outils qui sont à notre disposition, des outils classiques d'investissement, de création et de gestion d'espaces publics. Également des outils réglementaires dont on a parlé et sur lesquels on butte un petit peu aujourd'hui parce que de nouvelles formes émergent dont on ne sait pas trop quoi faire, à cheval entre de l'espace privé, de l'espace public et des usages un petit peu mixtes.

Il y a aussi la question de la légitimité des collectivités à intervenir alors que classiquement c'est plutôt le pouvoir d'intervention ou d'appui financier qui est la porte d'entrée. Aujourd'hui, on sait que c'est une voie qui est de moins en moins possible, en tout cas dont la masse commence à réduire. Je me dis donc que cela interpelle aussi sur le rôle et la capacité des pouvoirs publics à être dans un rôle où il s'agit aussi de donner du sens et de la cohérence par rapport à cette question des jardins dans toute leur multiplicité. On se trouve vraiment dans une forme de complexification des schémas qui sont classiquement des jardins publics et qui deviennent des micro-jardins, des jardins partagés, des jardins familiaux ou des choses qui sont presque à la limite entre l'exploitation maraîchère et le jardinage. Il faut essayer de dépasser ces espèces de classifications et de clivages pour mettre en cohérence les objectifs pour que chacun puisse s'y retrouver dans ce qu'il recherche – l'aspect plus convivial, l'aspect jardinage pratique collective, l'aspect vivrier, la contribution à la mise en œuvre d'une trame verte avec l'enjeu de biodiversité et de continuité, etc.

Ce qui m'éclaire dans les échanges d'aujourd'hui c'est de me dire que c'est cet objectif de vision globale et de mise en cohérence qui peut être la plus-value de la collectivité dans ce travail où l'on est du coup facilitateurs et non dans un positionnement de freiner les initiatives qui émergent du terrain.

Jacques Soignon, service des espaces verts et de l'environnement, Ville de Nantes

Une très grande ville de France a fait une présentation qui mettait en évidence le fait qu'il y avait effectivement une augmentation des déchets, une augmentation de tout un tas d'incidents. Mais il y a surtout une augmentation de la

fréquentation ! C'est important de le dire parce que c'est très positif. S'il y a des déchets, cela veut dire qu'il y a du monde. Le positif c'est que cela n'a jamais été aussi tendance, le besoin n'a jamais été aussi fort. Avec la crise, les gens ne vont plus faire les vingt kilomètres pour aller à la campagne, ils vont rester en ville et ce besoin va très vraisemblablement continuer à augmenter.

Isabelle Quet-Hamon, *Paris Habitat-OPH*

En tant que bailleur social, construisant et gérant un cadre de vie pour des habitants de la Métropole, nous nous sentons bien sûr très concernés par la question des enjeux sociaux autour du jardin et du jardinage. Les notions d'échelle et d'usage qui ont été souvent évoquées au cours du séminaire sont des questions auxquelles nous sommes très sensibles. Particulièrement la question des usages et des usagers. L'idée de s'emparer de cette envie de jardiner et de s'appuyer sur cette génération de jardiniers pour essayer de faire des jardins qui engendrent des usages est à approfondir. Même si nous ne nous situons pas à l'échelle de la Ville, nous nous inscrivons dans l'échelle spatiale de la fabrique urbaine. Les espaces verts au sein de nos ensembles immobiliers représentent 100 hectares, soit quelque 800 jardins. Par conséquent, nous sommes souvent amenés à intervenir sur des jardins existants et/ou sur ces espaces verts et à concevoir un jardin autour des usages identifiés parfois comme mauvais usages. Dans certains de nos projets d'aménagement, par exemple, nous avons été contraints de concevoir des jardins clôturés, limitant leur usage à des jardins à voir.

Ce que je trouve intéressant c'est de pouvoir fédérer les habitants autour de cette envie de jardiner et d'interagir collectivement sur leur cadre de vie. Le jardin devient une extension de l'espace habité privé, une extension de chez soi, tout en recréant du lien social et un lien avec la ville.

Jean-Jacques Terrin, *responsable scientifique de la plateforme POPSU Europe*

J'aimerais que chacun des quatre experts dise une phrase de conclusion sur ce que l'on a entendu cet après-midi avant de nous quitter.

Nathalie Blanc, *CNRS*

Je voudrais inciter à l'anticipation. Plusieurs fois on a dit que l'on allait vers une ville jardinée ou une ville dans la nature, une nature dans la ville, on ne sait plus très bien... Ce sur quoi je voudrais attirer l'attention et forcer les imaginations c'est sur le modèle sociopolitique que l'on dessine au travers de cette question de la ville jardinée. On se pose beaucoup de questions de forme, de forme urbaine, de foncier, de valorisation du foncier, de conflits sociaux au sein de ces

espaces mais, en termes de vie collective au niveau d'une ville, à l'échelle urbaine, finalement quel modèle de société est-on en train de dessiner là ? C'est vrai que c'est un peu inédit. Il y a une vraie question pour les sociologues qui est une question d'anticipation.

Là où je ne suis pas tout à fait d'accord avec Pascal Amphoux c'est qu'il n'y a pas que la réflexion marxiste ou même lefebvrienne, à savoir que les citadins fuient la ville pour la nature, une réflexion un peu ancienne des années 70, on fuit le droit à la ville pour aller vers la nature de telle façon à éviter de prendre nos responsabilités ou de prendre la révolution en main. Je crois qu'il y a une réflexion inédite en termes de réflexion sociale et politique. On pourrait tous se poser la question.

Pascal Amphoux, *Contrepoint projets urbains, Lausanne*

J'ai dit ça simplement par rapport à la tendance actuelle du politique à déléguer la gestion de l'espace public pour faire des économies budgétaires, pas du tout au sens littéral d'une analyse marxiste des choses... Je relancerai ici mon argument d'une « re-différenciation ». Il y avait des différences, et il y a des tendances que l'on a identifiées à l'indifférenciation. Il faudrait déjà apprendre à re-différencier la nature des jardins... parce qu'on parle des jardins comme si ces jardins existaient en soi. Or on voit bien que cela va du jardin minuscule à un espace comme *Tempelhof*, du jardin le plus sec au jardin le plus humide, etc. Cette diversité-là, il faut la remettre en valeur et l'associer à la diversité des usages qui s'y attachent. Le rapport du 4x4 à la nature, il existe, et c'est un rapport à la nature qui peut être celui d'une stratégie d'image d'un grand gestionnaire... ou qui peut être celui du touriste qui va voir des girafes en Afrique.

Je dirais aussi cela au niveau de la diversification des usages. Je crois qu'il faut toujours penser, et surtout en termes de gestion d'une ville, cette diversité-là. Il n'y a pas de règles universelles sur tous les jardins d'une ville. Ce qui fait la richesse d'une ville, c'est justement cette multiplicité des offres : si je veux aller boire un coup, je vais aller dans tel parc ; si je veux aller embrasser mon amoureuse, je peux aller dans tel autre ; si je veux aller méditer sur un ouvrage de philosophie, j'irai dans un autre encore. Et suivant mon humeur, j'ai besoin de tout ça. La richesse d'une ville, c'est cette diversité-là.

Et c'est aussi, de mon point de vue, pour renouer avec une réflexion vraiment politique, la seule façon de résister. Ce matin, on a parlé d'acte de résistance. Mais ce n'est pas un militantisme pour la nature ou pour tel ou tel mode de vie exemplaire qu'il s'agit de promouvoir : c'est une stratégie de re-différenciation, car c'est la seule façon de résister par rapport à la question de l'affaiblissement de l'espace public, au sens politique du terme. L'espace public, ce n'est pas un

espace lissé, ce n'est pas un espace où il y a consensus, c'est le contraire. C'est l'espace du débat, qui est d'ailleurs le deuxième sens d'espace public. Les conflits dont on a parlé étaient des conflits un peu de gestion, mais je pense que ce sont aussi des lieux dans lesquels il doit y avoir frottement social. Ce sont les seuls lieux où peuvent se rencontrer des classes sociales différentes. Et l'une des pentes de ce que l'on voit dans nos présentations va en sens inverse de cela.

Puis, toujours dans cette idée de différenciation, que ce soit dans l'analyse ou la posture de projet, je pense aux outils réglementaires. On ne peut plus rester dans des systèmes normatifs, comme cela a été dit. Je ne pense pas que l'on puisse avoir des règlements, comme on en avait au XIX^e siècle, qui indiquent les normes, ce que l'on a le droit de faire ou pas. Il faut le faire à un certain niveau qui est celui d'une acceptabilité d'une société à un moment donné. Mais je pense que l'on a une grande imagination à développer pour inventer des systèmes « réglementaires » non normatifs, mais incitatifs (des systèmes dans lesquels la règle sert à réguler et non à normaliser). Ce sont des règles du jeu. Et c'est cela qui s'invente souvent dans les conventions, dans lesquelles il y a de la souplesse mais de la convention quand même, ce n'est pas le laisser-aller complet.

Enfin je trouve qu'il y a un troisième registre d'action possible qui est celui de l'expérimentation. Je plaide beaucoup, même avec des budgets extrêmement modérés, pour qu'il y ait des expériences qui soient faites. J'ai été initiateur de Lausanne Jardins '97. C'était au titre d'une espèce d'expérimentation, on a pris un créneau et cela a marché. Après, c'est devenu un truc politique assez standard, je le dis franchement. On a bénéficié d'un moment où il y avait une rencontre entre trois, quatre personnes du côté du politique, du côté des services techniques et du côté de la conception qui ont permis de faire quelque chose de très expérimental, de très novateur avec des moyens modestes, où l'on a montré que l'on pouvait travailler avec des modes complètement différents des logiques de permis de construire, des logiques de financement habituelles. Je crois donc qu'il y a une grande imagination à développer sur des systèmes d'énonciation de règles qui ne soient pas seulement la règle normative. Je propose ces deux registres, celui de la règle régulatrice avec comme référence toutes les formes de conventions nouvelles, et puis celui de l'expérimentation qui peut passer par des logiques festivières, festives ou non, économiques ou sociales, etc. Il ne faut pas que ce soit le 200^e festival du jardin... D'autres choses doivent être imaginées, plein d'autres choses !

Bruno Marmioli, *architecte-paysagiste*

Il me semble que se pose également la question du statut, le statut à travers la règle et le statut tout court, c'est-à-dire quel statut on confère à ce jardin qui est

finalement un espace dans lequel il y aura des jardiniers et des plantes. Donc quel statut on confère au jardinier, dans sa formation, d'où il vient, etc. – on voit bien que les lycées horticoles sont à réformer intégralement dans la pratique – et quel statut on confère aux plantes?

Cela nous renvoie à une autre interrogation qui est plus de l'ordre ethnobotanique et que l'on élude un peu, c'est la capacité du végétal dans son pouvoir civilisateur. Finalement, il nous enseigne ce que Lieutaghi dit, à savoir qu'à mesure que l'on augmente notre niveau d'échange avec un autre sujet, à condition de le considérer comme un sujet, la plante étant un sujet, on s'élève, on change de regard. Là-dessus, il y aurait beaucoup à faire mais c'est très positif parce qu'à partir du moment où l'on change de point de vue, c'est-à-dire que l'on passe de l'objet au sujet, il y a une posture d'altérité qui va forcément amorcer autre chose.

Nicolas Gilsoul, *architecte*

Il y a deux sujets qui n'ont pas été abordés, le premier c'est l'animal, on a très peu parlé d'animaux dans tous ces débats. Des villes comme Turin utilisent les troupeaux pour gérer les espaces publics, par exemple. Il y a plein d'interactions autres du niveau d'élévation qui sont présentes.

Le deuxième sujet dont on n'a pas parlé, et c'est quelque chose qui me questionne, c'est celui de l'autre ville, c'est-à-dire les bidonvilles qui forment des surfaces en expansion telles qu'elles deviennent quasiment plus grandes que les villes sur la planète. Ces bidonvilles ont un sol pollué, ou n'ont pas de sol, et n'ont pas accès à l'eau. Ils ont trouvé des solutions et sont en train de réfléchir à des choses. Il y a des laboratoires de recherche, notamment à Harvard, qui ont travaillé sur les modes d'agriculture suspendue, hors-sol, qui ont réfléchi à comment récupérer les eaux de pluie pour faire une agriculture. Peut-être que, pour ce qui concerne la sécurité alimentaire, on aurait intérêt à aller voir ce qui se passe dans les bidonvilles aux quatre coins de la planète pour en tirer des enseignements pour nos villes riches qui ont des complexes de crise de luxe.

Virginie Bathellier, directrice du programme POPSU

Jean-Jacques Terrin, responsable scientifique du programme POPSU Europe

Jean-Baptiste Marie, chargé d'étude POPSU Europe

jean-baptiste.marie@i-carre.net

+ 33 (1) 40 81 24 68

